

**Gazette**  
officielle  
**DU Québec**

Partie

**2**

**N° 53**

30 décembre 2008

**Lois et règlements**

140<sup>e</sup> année

**Sommaire**

Table des matières  
Règlements et autres actes  
Décrets administratifs  
Index

Dépôt légal – 1<sup>er</sup> trimestre 1968  
Bibliothèque nationale du Québec  
© Éditeur officiel du Québec, 2008

Tous droits de traduction et d'adaptation, en totalité ou en partie, réservés pour tous pays.  
Toute reproduction par procédé mécanique ou électronique, y compris la microreproduction,  
est interdite sans l'autorisation écrite de l'Éditeur officiel du Québec.



## Table des matières

Page

### Règlements et autres actes

1169-2008 Approbation du Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec . . .	6559
Traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé . . . . .	6617

### Décrets administratifs

1125-2008 Renouvellement du mandat de certains régisseurs de la Régie du logement . . . . .	6619
1126-2008 Majoration du régime d'emprunts par l'émission et la vente de billets à terme à escompte du Québec sur le marché canadien de 3,5 milliards à 5 milliards de dollars . . . . .	6620
1127-2008 Majoration du régime d'emprunts par l'émission et la vente de bons du trésor du Québec sur le marché canadien de 3,8 milliards à 4,5 milliards de dollars . . . . .	6620
1128-2008 Régime global d'emprunts aux fins d'autoriser Hydro-Québec à emprunter au plus 4 800 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies . . . . .	6621
1130-2008 Composition et mandat de la délégation du Québec à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances qui se tiendra à Saskatoon (Saskatchewan) les 16 et 17 décembre 2008 . . . . .	6622
1131-2008 Approbation de la Lettre d'intention entre l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario concernant la coordination et le partage de l'information visant Groupe TMX inc., TSX inc. et Bourse de Montréal inc. . . . .	6623
1132-2008 Modification au régime d'emprunts institué par l'Agence métropolitaine de transport . . . . .	6623
1133-2008 Demande de certains employés à l'effet de participer à un régime de retraite en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> de l'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics . . . . .	6624
1134-2008 Insaisissabilité d'œuvres d'art et de biens historiques provenant de l'extérieur du Québec . . .	6625
1136-2008 Modification du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008 relatif à la soustraction du projet de protection contre l'érosion de la berge de la rivière Yamaska le long des rangs du Grand-Chenal et de la Pointe-du-Nord-Est, sur le territoire de la Municipalité de Yamaska, de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de la Municipalité de Yamaska . . . . .	6634
1137-2008 Versement d'une subvention de 2 025 200 \$ au Centre de la francophonie des Amériques . . .	6635
1141-2008 Nomination de deux membres du Comité d'éthique de santé publique . . . . .	6635
1142-2008 Octroi d'une subvention en faveur de la compagnie Relais Nordik inc. pour le service de desserte maritime de la Moyenne et de la Basse-Côte-Nord pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 . . . . .	6636
1148-2008 Maintien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics . . . . .	6637
1149-2008 Renouvellement du mandat de certains commissaires de la Commission des lésions professionnelles . . . . .	6642
1150-2008 Nomination d'une membre du conseil d'administration de Bibliothèque et Archives nationales du Québec . . . . .	6643



## Règlements et autres actes

Gouvernement du Québec

### Décret 1169-2008, 18 décembre 2008

Loi sur Hydro-Québec  
(L.R.Q., c. H-5)

#### Hydro-Québec — Régime de retraite

CONCERNANT l'approbation du Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 49 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5), la Société est autorisée à établir par règlement un régime de retraite pour ses membres nommés après le 30 juin 1973 et pour ses employés, y compris des prestations en cas d'invalidité ou de décès, et à adopter toutes dispositions jugées nécessaires à cette fin;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 55 de cette loi, tout règlement adopté en vertu de la section IX sur le régime de retraite est soumis à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., c. R-15.1), et ses modifications, et n'entre en vigueur qu'après approbation du gouvernement;

ATTENDU QUE le Règlement numéro 707 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec a été approuvé par le gouvernement par le décret numéro 1375-2003 du 17 décembre 2003;

ATTENDU QUE des ententes ont été conclues au printemps 2008 entre Hydro-Québec et les instances syndicales, à l'exception du Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec, afin d'apporter des modifications au régime de retraite d'Hydro-Québec, lesquelles prendront effet le 1<sup>er</sup> janvier 2009;

ATTENDU QUE des modifications au régime de retraite d'Hydro-Québec ont également été apportées pour prendre en compte la Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, la Loi sur le régime de rentes du Québec et d'autres dispositions législatives (2008, c. 21), qui a introduit, entre autres, des dispositions sur la retraite progressive;

ATTENDU QU'Hydro-Québec a adopté, le 14 novembre 2008, le Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec en remplacement du Règlement numéro 707 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 3 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), cette loi ne s'applique pas au Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu d'approuver le Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Ressources naturelles et de la Faune :

QUE le Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec, annexé au présent décret, soit approuvé.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

### Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite d'Hydro-Québec

(Entrée en vigueur: le 1<sup>er</sup> janvier 2009)

#### RÉGIME DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC

##### TABLE DES MATIÈRES

##### PARTIE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1	DÉFINITIONS
Article 2	PARTICIPATION AU RÉGIME
Article 3	COTISATIONS
Article 4	BASE DE LA RENTE
Article 5	RETRAITE
Article 6	PRESTATIONS AU DÉCÈS
Article 7	PRESTATIONS EN CAS DE CESSATION DE SERVICE
Article 8	CESSION DE DROITS ENTRE CONJOINTS
Article 9	CALCUL DE L'INTÉRÊT

- Article 10 RACHAT D'ANNÉES DE COTISATION
- Article 11 RENGAGEMENT
- Article 12 PRESTATIONS MAXIMALES
- Article 13 INDEXATION
- Article 14 FORMES OPTIONNELLES DE RENTE
- Article 15 ADMINISTRATION DU RÉGIME

**PARTIE II**  
DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

- Article 16 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES
- Article 17 COTISATIONS
- Article 18 FORMULE DE GARANTIE DE LA RENTE
- Article 19 FORMULE DE GARANTIE DE LA RENTE - RETRAITE AJOURNÉE
- Article 20 RENTE MINIMALE
- Article 21 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

**PARTIE III**  
DISPOSITIONS RELATIVES AUX RÉGIMES FUSIONNÉS DES FILIALES

- Article 22 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DU SUD DU CANADA LTÉE
- Article 23 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DU NORD DU QUÉBEC LIMITÉE
- Article 24 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE DU SAGUENAY
- Article 25 RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS ST-LAURENT
- Article 26 COTISATIONS

**PARTIE IV**  
DISPOSITIONS DIVERSES

- Article 27 PAIEMENT DES PRESTATIONS
- Article 28 ENTENTE DE TRANSFERT
- Article 29 ENTENTE DE PARTICIPATION AU RÉGIME
- Article 30 CONSERVATION DE DROITS ACQUIS
- Article 31 DISPOSITIONS SPÉCIALES
- Article 32 ENTRÉE EN VIGUEUR
- RÉGIME DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC

**PARTIE I**  
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

**ARTICLE 1**  
DÉFINITIONS

Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes écrits au masculin comprennent aussi le féminin et on entend par :

**1.1** « absence temporaire » : tout congé autorisé par l'employeur ;

**1.2** « actuair » : une personne habilitée à remplir cette fonction au sens de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ;

**1.3** « ancien participant » : un ancien employé, à l'exclusion d'un retraité, ayant droit à des prestations au titre de l'un des règlements antérieurs ou du régime ;

**1.4** « année » : l'année civile ;

**1.5** « année admissible » : une année durant laquelle le participant a participé à un régime de retraite d'une entreprise avec laquelle une entente de transfert a été conclue, qui n'est pas une année de cotisation aux fins du régime et qui lui est reconnue aux seules fins d'établir le droit à une rente, toute partie d'année étant considérée proportionnellement ;

**1.6** « année de cotisation » : une année créditée au participant et déterminée selon le nombre d'heures et parties d'heure durant lesquelles le participant a cotisé à la caisse de retraite d'Hydro-Québec, ou nombre d'heures et parties d'heure reconnues comme telles conformément au régime ou à la suite d'une entente de transfert, ou nombre d'heures et parties d'heure au cours desquelles le participant bénéficie d'une réduction partielle ou totale

de sa cotisation conformément aux dispositions de 3.3 et 3.4 A, sur le nombre d'heures cotisables dans une année, tel que déterminé par le système de paie de l'employeur, toute partie d'année étant considérée proportionnellement;

**1.7** «année validée»: une année durant laquelle le participant a participé à un régime supplémentaire, toute partie d'année étant considérée proportionnellement;

**1.8** «années de service continu»: le total des années durant lesquelles une personne a été sans interruption au service de l'employeur, d'une filiale ou a occupé une charge auprès de ceux-ci, ou a été sans interruption au service d'une entreprise avec laquelle une entente de transfert a été conclue, sans égard aux absences temporaires et à la période de 24 mois prévue à 7.5, toute partie d'année étant considérée proportionnellement;

**1.9** «années décomptées»: le total des années de cotisation, des années validées et des années admissibles;

**1.9 A)** «bénéficiaire»: toute personne qui reçoit une rente au conjoint, une rente au conjoint reconnu ou une rente aux enfants conformément au régime;

**1.10** «cessation de service»: toute interruption des années de service continu qui ne résulte pas de la retraite ou du décès;

**1.11** «comité»: le Comité de retraite d'Hydro-Québec;

**1.12** «conjoint»: toute personne qui:

a) est mariée ou est unie civilement à un participant, à un ancien participant ou à un retraité. Toutefois, sous réserve des dispositions prévues en 6.2.5 c et en 6.3.3 b, la personne qui est judiciairement séparée de corps du participant, de l'ancien participant ou du retraité à la date où s'établit la qualité de conjoint n'a droit à aucune prestation en vertu du régime;

b) vit maritalement avec un participant non marié ni uni civilement, un ancien participant non marié ni uni civilement ou un retraité non marié ni uni civilement, qu'elle soit de sexe différent ou de même sexe, depuis au moins 3 ans ou, dans les cas suivants, depuis au moins un an:

— un enfant au moins est né ou à naître de leur union;

— ils ont conjointement adopté au moins un enfant durant leur période de vie maritale;

— l'un d'eux a adopté au moins un enfant de l'autre durant cette période.

La naissance ou l'adoption d'un enfant avant la période de vie maritale en cours au jour où s'établit la qualité de conjoint peut permettre de qualifier une personne comme conjoint;

**1.12 A)** «conjoint reconnu»: toute personne n'étant pas conjoint à la date de la retraite du retraité visé et qui le devient après cette date mais avant le décès de ce retraité;

**1.13** «employé»: toute personne au service d'Hydro-Québec ou d'une filiale liée par une entente de participation au régime en vertu de l'article 29, à titre d'employé stagiaire, permanent ou temporaire et inscrite au registre de paie de l'employeur, à l'exception de toute personne régie par le Décret de la construction, R.R.Q. 1987, c. R-20 r.5.1;

**1.14** «employeur»: Hydro-Québec, située au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1A4, Hydro-Québec International, située au 75, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal (Québec), H2Z 1A4, ainsi que toute autre filiale liée par une entente de participation au régime en vertu de l'article 29;

**1.15** «enfant»: un enfant d'un participant, d'un ancien participant ou d'un retraité, quelle que soit sa filiation, et qui remplit l'une des conditions suivantes:

a) est âgé de moins de 25 ans;

b) abrogé;

c) quel que soit son âge, a été frappé d'infirmité mentale ou physique avant son 18<sup>e</sup> anniversaire de naissance et est demeuré depuis totalement invalide;

d) quel que soit son âge, a été frappé d'infirmité mentale ou physique à 18 ans ou après, mais avant 25 ans, pendant qu'il fréquentait à plein temps un établissement d'enseignement, et est demeuré depuis totalement invalide;

Nonobstant ce qui précède, pour les enfants âgés de 18 à 25 ans, les prestations du régime ne sont versées que pour les périodes au cours desquelles ils fréquentent à plein temps un établissement d'enseignement;

**1.16** «équivalence actuarielle»: la détermination par l'actuaire d'une somme équivalente en valeur à une autre, suivant les hypothèses actuarielles prescrites par les législations et règlements applicables;

**1.17** « exemption générale » : l'exemption générale établie pour l'année en cause selon la Loi sur le régime de rentes du Québec;

**1.18** « filiale » : une société dont Hydro-Québec détient au moins 90 % des actions et comprend, aux fins du régime, toute coopérative d'électricité dont Hydro-Québec a acquis les biens;

**1.19** « indice des prix à la consommation d'une année » : la moyenne arithmétique, pour la période de 12 mois prenant fin le 31 octobre de l'année en cause, des indices mensuels des prix à la consommation pour l'ensemble des biens au Canada, publiés par Statistique Canada;

**1.20** « indice des rentes » : le rapport exprimé en pourcentage entre l'indice des prix à la consommation d'une année et celui de l'année précédente;

**1.21** « intérêt » : l'intérêt simple au taux de 4 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 1966 et le 31 décembre 1979, l'intérêt composé au taux de 7,5 % par année entre le 1<sup>er</sup> janvier 1980 et le 31 décembre 1989, pour chaque année entre le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et le 31 décembre 2000, au taux obtenu mensuellement sur les dépôts personnels à terme de 5 ans dans les banques à charte et compilé par la Banque du Canada déterminé selon les modalités prévues en 9.6 et pour chaque année à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, au taux de rendement de la caisse de retraite déterminé selon les modalités prévues en 9.7;

**1.22** « invalidité totale et permanente » : déficience physique ou mentale certifiée par écrit par un médecin, empêchant un participant d'occuper un poste pour lequel il est raisonnablement qualifié par ses études, sa formation ou son expérience, et qui dure normalement jusqu'à son décès;

**1.23** « Loi sur la sécurité de la vieillesse » : la Loi sur la sécurité de la vieillesse, L.R.C. 1985, c. 0-9;

**1.24** « Loi de l'impôt sur le revenu » : la Loi de l'impôt sur le revenu, L.R.C. 1985 (5<sup>e</sup> supp.), ch. 1 et toutes les modifications qui y sont en tout temps apportées;

**1.25** « Loi sur Hydro-Québec » : la Loi sur Hydro-Québec, L.R.Q., c. H-5;

**1.26** « Loi sur les régimes complémentaires de retraite » : la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, L.R.Q., c. R-15.1;

**1.27** « Loi sur le régime de rentes du Québec » : la Loi sur le régime de rentes du Québec, L.R.Q., c. R-9;

**1.28** « maximum des gains admissibles » : le revenu maximum établi pour l'année en cause selon la Loi sur le régime de rentes du Québec;

**1.29** « médecin » : médecin autorisé à exercer sa profession par les législations applicables;

**1.30** « participant » : un employé admis à cotiser au régime, un employé en période d'ajournement ou une personne dont la période de service continu aux fins du régime de retraite n'est pas terminée et à qui s'appliquent les dispositions prévues à 7.5;

**1.30 A)** « participant visé » : un participant qui est un employé cadre, un employé non syndiqué ou, à compter de la date d'effet prévue à l'entente, un employé syndiqué dont le syndicat a signé une entente de principe avec Hydro-Québec sur l'application des dispositions particulières du régime aux participants visés, laquelle entente de principe a été ratifiée par les membres de ce syndicat;

**1.31** « période de paie » : une période de temps ou une partie de cette période, déterminée selon le système de paie de l'employeur;

**1.32** « plafond des prestations déterminées » : correspond au neuvième du plafond des cotisations déterminées pour l'année en cause selon la Loi de l'impôt sur le revenu;

**1.32 A)** « réduction d'horaire » : diminution de la durée moyenne de la semaine de travail à temps plein découlant des mesures visant la réduction de la rémunération globale, appliquée à un participant à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, à l'exclusion de toute diminution de la durée moyenne de la semaine de travail consentie à la demande de l'employé;

**1.33** « régime » : l'ensemble des dispositions prévues au présent règlement ainsi que toute modification qui y est apportée; le régime est désigné sous le nom de RÉGIME DE RETRAITE D'HYDRO-QUÉBEC;

**1.34** « régime supplémentaire » : tout régime de retraite d'une filiale auquel le participant, l'ancien participant ou le retraité a participé;

**1.34 A)** « règlements antérieurs » : règlement n° 83, règlement n° 278, règlement n° 534, règlement n° 582, règlement n° 653, règlement n° 676, règlement n° 679, règlement n° 681, règlement n° 699 et règlement n° 707;

**1.35** « règlement n° 83 » : le règlement n° 83 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec tel que modifié par les règlements nos 106, 119, 123, 258, 259, 260 et 265;



**1.36** «règlement n<sup>o</sup> 278» : le règlement n<sup>o</sup> 278 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec tel que modifié par les règlements n<sup>os</sup> 362, 416 et 447;

**1.37** «règlement n<sup>o</sup> 534» : le règlement n<sup>o</sup> 534 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 A)** «règlement n<sup>o</sup> 582» : le règlement n<sup>o</sup> 582 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 B)** «règlement n<sup>o</sup> 653» : le règlement n<sup>o</sup> 653 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 C)** «règlement n<sup>o</sup> 676» : le règlement n<sup>o</sup> 676 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 D)** «règlement n<sup>o</sup> 679» : le règlement n<sup>o</sup> 679 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 E)** «règlement n<sup>o</sup> 681» : le règlement n<sup>o</sup> 681 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 F)** «règlement n<sup>o</sup> 699» : le règlement n<sup>o</sup> 699 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec;

**1.37 G)** «règlement n<sup>o</sup> 707» : le règlement n<sup>o</sup> 707 concernant le Régime de retraite d'Hydro-Québec

**1.38** «rémunération» : le salaire augmenté de tout traitement additionnel, notamment des bonis, des primes, des montants forfaitaires, du salaire pour travail supplémentaire, des allocations de tout genre à l'exclusion des remboursements de dépenses et de tout traitement de même nature;

**1.39** «retraité» : un ancien employé qui reçoit des prestations de retraite au titre de l'un des règlements antérieurs ou du régime, à l'exception d'une prestation de retraite progressive établie conformément à l'article 5.7. Est considéré retraité tout employé qui reçoit la totalité de sa rente après la date de la retraite normale alors qu'il demeure au service de l'employeur;

**1.39 A)** «retraité visé» : toute personne qui :

*a)* est un retraité au 1<sup>er</sup> janvier 2009;

*b)* est un ancien participant au 1<sup>er</sup> janvier 2009 qui commence à recevoir des prestations de retraite au titre du régime après le 1<sup>er</sup> janvier 2009;

*c)* est un participant qui commence à recevoir des prestations de retraite au titre du régime après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et dont le conjoint a renoncé à son droit à une rente à 60 %;

*d)* est un participant visé qui commence à recevoir des prestations de retraite au titre du régime après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et dont le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente à 60 %.

Est considéré retraité visé tout participant visé qui reçoit la totalité de sa rente après la date de la retraite normale, si elle est postérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2009, alors qu'il demeure au service de l'employeur.

**1.40** «salaire» : le traitement de base, horaire, quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel du participant, figurant au registre de paie de l'employeur, à l'exclusion de tout traitement additionnel, notamment des bonis, des primes, des indemnités, des montants forfaitaires, des gratifications, des allocations de tout genre, du salaire pour travail supplémentaire et de tout traitement de même nature.

Nonobstant ce qui précède, le salaire inclut tout montant forfaitaire versé en vertu du Régime d'intéressement de l'entreprise. Dans le cadre de l'application de la Politique de rémunération variable du personnel d'Hydro-Québec ainsi que de la Politique de rémunération variable des employés et des dirigeants des filiales en propriété exclusive d'Hydro-Québec, le salaire inclut tout montant forfaitaire versé en vertu de ces politiques, lequel montant forfaitaire est toutefois limité à 2/3 de la pondération maximale totale établie selon le niveau de l'emploi. Le montant forfaitaire ne peut excéder 20 % du traitement de base.

Dans le cas d'un participant à l'emploi d'une filiale liée par une entente de participation au régime en vertu de l'article 29 ou d'un participant prêté à une filiale ou à un organisme externe, tout montant forfaitaire lié à la gestion du rendement ou de la performance et prévu en vertu d'un programme ou régime de la filiale ou de l'organisme externe, le cas échéant, est inclus dans le salaire jusqu'à un plafond n'excédant pas les montants forfaitaires reconnus aux fins du régime pour le groupe d'emplois auquel appartenait le participant avant qu'il soit prêté à la filiale ou à l'organisme externe.

Toute portion du salaire du participant reçue au cours d'une année, qui représente un versement rétroactif de salaire pour une année antérieure, de même que tout montant forfaitaire identifié précédemment et reçu au cours d'une année, mais relatif à une année antérieure, doivent être soustraits du salaire de l'année du versement et ajoutés au salaire du participant de l'année de cotisation relativement à laquelle le versement est effectué;

**1.40 A)** «salaire ajusté»: le salaire du participant exprimé en montant hebdomadaire auquel s'ajoute, le cas échéant, le salaire correspondant au taux de salaire, exprimé en montant hebdomadaire, qui figure au registre de paie de l'employeur durant une période d'absence temporaire que le participant fait compter comme année de cotisation.

S'ajoute également, le cas échéant, la différence, totale ou partielle, exprimée en montant hebdomadaire, entre le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur avant la réduction d'horaire et après la réduction d'horaire, pour laquelle l'employeur a cotisé, pour:

- i. le participant au 1<sup>er</sup> janvier 1997 et qui l'est demeuré depuis cette date; et
- ii. la personne qui, n'eût été de sa cessation de service, aurait été admise à cotiser au 1<sup>er</sup> janvier 1997 et qui bénéficie à cette date d'un droit de rappel;

**1.41** «salaire moyen - 5 ans»: la moyenne du salaire ajusté du participant, exprimé en montant annuel, des 5 années de cotisation où ce salaire ajusté a été le plus élevé ou, si le participant compte moins de 5 années de cotisation, de ses années de cotisation. S'il est tenu compte d'une ou de plusieurs fractions d'années de cotisation, la fraction complémentaire et le salaire ajusté correspondant sont établis parmi les années où ce salaire ajusté, exprimé en montant annuel, a été le plus élevé. Les années de cotisation reconnues à la suite d'une entente de transfert et les salaires afférents ne sont pas pris en compte aux fins d'établir le salaire moyen - 5 ans;

**1.42** «salaire moyen - 3 ans»: la moyenne du salaire ajusté du participant, exprimé en montant annuel, des 3 années de cotisation où ce salaire ajusté a été le plus élevé ou, si le participant compte moins de 3 années de cotisation, de ses années de cotisation. S'il est tenu compte d'une ou de plusieurs fractions d'années de cotisation, la fraction complémentaire et le salaire ajusté correspondant sont établis parmi les années où ce salaire ajusté, exprimé en montant annuel, a été le plus élevé. Les années de cotisation reconnues à la suite d'une entente de transfert et les salaires afférents ne sont pas pris en compte aux fins d'établir le salaire moyen - 3 ans;

**1.42 A)** «taux de rendement de la caisse de retraite»: le taux de rendement net de tous frais réalisé par la caisse de retraite au cours de la période en cause et calculé selon la juste valeur de l'actif, tel que déterminé par l'actuaire;

**1.43** «valeur actuelle»: la valeur d'une prestation établie à une date donnée en fonction de l'équivalence actuarielle.

## **ARTICLE 1. A)** **MODALITÉS D'APPLICATION**

Aux fins du versement des prestations au conjoint en vertu du régime, la qualité de conjoint s'établit au jour qui précède le décès du participant ou de l'ancien participant ou à la date à laquelle débute le service de la rente du retraité, à l'exception d'une rente de retraite progressive payable en vertu de l'article 5.7. La qualité de conjoint reconnu s'établit au jour qui précède la date du décès du retraité visé.

## **ARTICLE 2** **PARTICIPATION AU RÉGIME**

**2.1** Tout employé qui, au 31 décembre 2008, participait au Régime de retraite d'Hydro-Québec conformément au règlement n° 707 doit participer au régime à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**2.2** Toute personne embauchée après le 31 décembre 2008 à titre d'employé stagiaire ou permanent doit participer au régime à compter de son entrée en service, si elle a alors moins de 65 ans et si elle ne reçoit pas de rente de retraite au titre du régime ou de l'un des règlements antérieurs.

**2.3** À compter du 1<sup>er</sup> juin 1990, tout employé temporaire, à l'exception de toute personne régie par le Décret de la construction, R.R.Q. 1987, c. R-20, r.5.1, doit participer au régime si, pendant l'année précédant celle au cours de laquelle il adhère au régime, il a reçu de l'employeur une rémunération au moins égale à 35 % du maximum des gains admissibles, établi pour ladite année, ou a été au service de l'employeur pendant au moins 700 heures et si, au moment où débute sa participation, il n'a pas atteint l'âge de 65 ans et il ne reçoit pas de rente de retraite au titre du régime ou de l'un des règlements antérieurs.

**2.4** Toute personne au service d'une filiale à titre d'employé doit participer au régime à compter de la date prévue à l'entente de participation conclue en vertu de l'article 29, si elle a alors moins de 65 ans et si elle ne reçoit pas de rente de retraite au titre du régime ou de l'un des règlements antérieurs, sous réserve toutefois des dispositions prévues en 2.3 quant aux employés temporaires.

## **ARTICLE 3** **COTISATIONS**

### **3.1** Cotisations salariales

a) Tout participant au régime verse, à chaque période de paie, une cotisation, prélevée sur son salaire, égale au total des éléments suivants:

i. 6,3 % du salaire jusqu'à concurrence de l'exemption générale ;

ii. 4,5 % de la tranche de salaire comprise entre l'exemption générale et le maximum des gains admissibles ;

iii. 6,3 % de la tranche de salaire au-dessus du maximum des gains admissibles.

Nonobstant ce qui précède, tout participant visé au régime verse, à chaque période de paie, une cotisation, prélevée sur son salaire, égale aux pourcentages suivants :

Année	Pourcentage applicable au salaire
2009	6,0 %
2010	6,5 %
2011	7,0 %
2012	7,5 %
2013 et suivantes	7,5 %

b) Le participant qui reçoit un salaire durant une absence temporaire doit continuer à verser ses cotisations.

c) Tout participant au régime cesse de cotiser le dernier jour du mois au cours duquel il atteint 65 ans.

### 3.2 Cotisations patronales

Pour chaque participant qui cotise au régime, l'employeur verse avant le 15<sup>e</sup> jour suivant la fin de chaque période de paie une cotisation patronale égale au total des éléments suivants :

a) 6,3 % du salaire jusqu'à concurrence de l'exemption générale ;

b) 4,5 % de la tranche de salaire comprise entre l'exemption générale et le maximum des gains admissibles ;

c) 6,3 % de la tranche de salaire au-dessus du maximum des gains admissibles.

Nonobstant ce qui précède, pour chaque participant visé qui cotise au régime, l'employeur verse avant le 15<sup>e</sup> jour suivant la fin de chaque période de paie, une cotisation patronale égale aux pourcentages suivants :

Année	Pourcentage applicable au salaire
2009	6,9 %
2010	7,8 %
2011	8,7 %
2012	9,6 %
2013 et suivantes	10,5 %

### 3.3 Ajustement des cotisations

a) Suite au dépôt à la Régie des rentes du Québec du rapport de l'évaluation actuarielle préparé par l'actuaire permettant que la cotisation patronale ajustée, tel que décrit ci-après, soit suspendue suite à l'application des dispositions de 3.4 A e, les cotisations salariales des participants visés prévues en 3.1 sont ajustées à la baisse de 0,5 %. Les cotisations patronales prévues en 3.2, pour chaque participant visé qui cotise au régime, sont alors ajustées à la hausse de 0,5 %.

b) Le pourcentage d'ajustement des cotisations salariales et le pourcentage d'ajustement des cotisations patronales déterminés selon a ci-dessus sont haussés d'un 0,5 % additionnel suite au dépôt à la Régie des rentes du Québec du rapport de l'évaluation actuarielle préparé par l'actuaire permettant, pour une deuxième année de cotisation consécutive, la suspension de la cotisation patronale ajustée en vertu des dispositions de 3.4 A e et de 3.3 a et b. Nonobstant ce qui précède, ces ajustements ne peuvent excéder 1 %.

#### c) Abrogé

d) Le pourcentage des cotisations salariales et le pourcentage des cotisations patronales résultant de l'application de 3.3 sont en vigueur pour toutes cotisations versées dans l'année de cotisation suivant la date de l'évaluation actuarielle.

e) Les cotisations perçues en trop résultant des ajustements prévus en 3.3 sont remises au participant visé et à l'employeur sous forme d'un congé de cotisation selon les modalités déterminées par Hydro-Québec et conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et à tout règlement adopté conformément à cette loi. Dans le cas où un congé de cotisation ne peut s'appliquer, notamment dans le cas d'une cessation de service, d'un décès donnant droit à une rente au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants, le cas échéant, d'une absence temporaire non rémunérée, de la retraite ou dans le cas où le participant visé ne cotise plus, les cotisations salariales versées en trop sont remboursées à moins qu'elles soient comprises dans les cotisations excédentaires.

f) Si, à la suite des ajustements prévus en 3.3, les cotisations perçues ont été insuffisantes, la différence entre les cotisations perçues et les cotisations exigibles est versée par le participant visé qui cotise au régime et l'employeur. Le paiement en est réparti selon les modalités déterminées par Hydro-Québec et conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et à tout règlement adopté conformément à cette loi. Dans le cas où aucun salaire n'est versé, notamment dans le cas d'une cessation de service, d'un décès donnant droit à une rente au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants, d'une absence temporaire non rémunérée, de la retraite ou dans le cas où le participant visé ne cotise plus, la différence doit être remise à la caisse de retraite.

### 3.4 Cotisations d'équilibre

L'employeur doit combler tout déficit actuariel de la caisse de retraite par une ou plusieurs cotisations dont il détermine les modalités, conformément aux dispositions alors en vigueur de la Loi sur Hydro-Québec et de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

L'employeur doit verser également toute somme nécessaire pour assurer la solvabilité du régime conformément aux dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

#### 3.4 A) Ajustement des cotisations

a) Abrogé.

b) Le rapport d'évaluation actuarielle du régime déposé à la Régie des rentes du Québec présentant un taux de capitalisation inférieur à 110 % précise les taux de cotisations salariales des participants autres que les participants visés et les taux des cotisations patronales à leur égard en vigueur jusqu'au dépôt à la Régie des rentes du Québec d'un nouveau rapport d'évaluation actuarielle du régime. Les cotisations salariales de ces participants ne peuvent être augmentées de plus de 1 % du salaire par année et les cotisations patronales à leur égard sont égales à 180 % des cotisations salariales, jusqu'à ce qu'elles atteignent respectivement les cotisations salariales établies selon 3.1.

c) Le dépôt à la Régie des rentes du Québec d'un rapport d'évaluation actuarielle du régime présentant un taux de capitalisation égal ou supérieur à 110 % entraîne, à la date d'effet de l'évaluation actuarielle, la suspension des cotisations salariales des participants autres que les participants visés et les cotisations patronales à leur égard.

d) Le rapport d'évaluation actuarielle du régime déposé à la Régie des rentes du Québec précise également les cotisations patronales requises pour couvrir le coût du service courant à l'égard des participants compte tenu des cotisations salariales et patronales résultant de l'application de 3.1, 3.2, 3.3, 3.4 A b, de l'excédent de capitalisation et des cotisations patronales perçues en trop.

e) Les cotisations patronales versées conformément à 3.4 A d et 27.9, qui excèdent celles résultant de l'application de 3.2, 3.3 et 3.4 A b, sont considérées comme des cotisations patronales perçues en trop et sont comptabilisées et créditées du taux de rendement de la caisse de retraite. Toute cotisation d'équilibre versée conformément à 3.4 est considérée comme une cotisation patronale perçue en trop et est créditée du taux de rendement de la caisse de retraite. Le rapport d'évaluation actuarielle du régime déposé à la Régie des rentes du Québec précise les cotisations patronales perçues en trop augmentées des intérêts au taux de rendement de la caisse de retraite.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa précédent, toute cotisation patronale et toute cotisation d'équilibre versées, pour chaque participant visé, conformément à ce qui est prévu au premier alinéa du paragraphe e de 3.4 A, ne sont considérées comme des cotisations patronales perçues en trop que si elles sont versées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les cotisations patronales perçues en trop identifiées aux deux premiers alinéas du paragraphe e de 3.4 A des règlements antérieurs, le cas échéant, ou du régime sont remises prioritairement à l'employeur dès qu'un excédent suffisant est identifié. Cette remise prend la forme d'une réduction de la cotisation patronale, et ce même si cette réduction doit s'appliquer après le 31 décembre 2013. Le rapport d'évaluation actuarielle du régime déposé à la Régie des rentes du Québec précise la réduction dans les cotisations patronales.

### 3.5 Cotisations excédentaires

a) Les cotisations excédentaires sont égales à l'excédent des cotisations salariales prévues en 3.1, 3.3 et 3.4 A, des cotisations relatives au rachat d'années de cotisation prévues aux articles 3, 10 et 11 et des cotisations provenant d'une entente de transfert, versées par le participant au titre des années de cotisation postérieures au 31 décembre 1989, accumulées avec intérêt, sur 50 % de la valeur actuelle de la prestation prévue à la partie I du régime et résultant des années de cotisation postérieures au 31 décembre 1989, excluant la prestation additionnelle prévue en 13.6.

b) Le calcul des cotisations excédentaires s'effectue à la date de la cessation de service, du décès ou de la retraite du participant, selon la première de ces éventualités.

### 3.6 Cotisations relatives à des périodes d'absence temporaire ou à des réductions d'horaire

Aux fins du présent article, les cotisations salariales sont celles déterminées en vertu de 3.1, 3.3, 3.4 A b et 3.4 A c alors que les cotisations patronales sont déterminées en vertu de 3.2, 3.3, 3.4 A b et 3.4 A c.

a) Le participant qui reçoit de l'employeur une indemnité durant une absence temporaire résultant d'un congé de maternité doit continuer à verser sa cotisation. Elle est calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire.

b) i. Le participant qui reçoit de l'employeur une indemnité durant une absence temporaire résultant d'un retrait préventif en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, ou d'un accident de travail en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001, doit continuer à verser sa cotisation. Elle est calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire.

ii. Toutefois, lorsque l'indemnité prévue ci-dessus est versée par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, le participant peut, après le 31 décembre 1989, choisir de continuer à verser sa cotisation. Aux fins du présent alinéa, la cotisation est calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire.

c) Le participant rémunéré en vertu d'un régime supplémentaire de sécurité de salaire de l'employeur ou d'un régime de protection salariale de courte durée doit continuer à verser sa cotisation sur le montant qu'il reçoit et qui résulte de l'application de l'un ou l'autre de ces régimes. La cotisation est calculée sur ce montant, nonobstant toute réduction résultant de la coordination en vertu d'un régime public. Les prestations sont calculées, le cas échéant, sur le montant cotisé.

d) Sous réserve de l'article 10, et de ce qui suit, les périodes d'absence temporaire non rémunérées ne donnent pas lieu au versement de cotisations et n'entrent pas dans le calcul des prestations. Cependant,

i. du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 2008 et jusqu'au 31 décembre 2013 pour un participant visé :

1) pendant toute absence temporaire non rémunérée en vertu d'un régime de congé sans solde, le participant peut verser, à chaque période de paie, une cotisation calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire. Cette cotisation correspond au coût du service courant applicable à la période de paie concernée, exprimé en pourcentage, tel qu'établi dans le rapport de l'évaluation actuarielle préparé par l'actuaire et déposé à la Régie des rentes du Québec ;

2) pendant toute absence temporaire non rémunérée en vertu d'un régime de congé à traitement différé, le participant peut verser, à chaque période de paie, une cotisation calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire. Cette cotisation est égale à la somme de la cotisation salariale et de la cotisation patronale applicables à la période de paie concernée ;

3) pour toute période d'absence temporaire partiellement rémunérée en vertu d'un régime de rémunération étalée, le participant peut verser, à chaque période de paie, une cotisation calculée sur la différence entre le taux de salaire, exprimé en montant hebdomadaire, qui figure au registre de paie de l'employeur et le salaire hebdomadaire versé pour les périodes visées. Cette cotisation est égale à la somme de la cotisation salariale et de la cotisation patronale applicables à la période de paie concernée ;

4) pendant toute absence temporaire non rémunérée en vertu d'un régime de temps partagé, le participant peut verser, à chaque période de paie, une cotisation calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire. Cette cotisation est égale à la somme de la cotisation salariale et de la cotisation patronale applicables à la période de paie concernée ;

5) pendant toute absence temporaire non rémunérée en vertu d'un régime de tutorat, le participant peut verser, à chaque période de paie, sa cotisation salariale applicable à la période de paie concernée et calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire ;

ii. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997 :

1) pendant toute absence temporaire non rémunérée découlant d'une diminution volontaire de la semaine de travail de 33,5 heures à 32 heures, approuvée par l'employeur, le participant peut verser, à chaque période de paie, une cotisation calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire et égale à la somme de la cotisation salariale

et de la cotisation patronale pour l'heure et demie hebdomadaire correspondant à la différence entre l'horaire en vigueur et l'horaire normal à temps plein. Toutefois, si la somme des heures rémunérées et rachetées est inférieure à 32, l'heure et demie est réduite au prorata de ce nombre d'heures sur 32.

Le participant peut exercer cette option à la première période de paie d'une année, ce choix valant pour toute l'année, à moins qu'un changement d'horaire ne survienne en cours d'année;

2) pendant toute absence temporaire non rémunérée en vertu d'un régime des droits parentaux ou en vertu d'un congé sans solde auquel un employeur doit faire droit en vertu de toute loi applicable, le participant peut verser, à chaque période de paie, sa cotisation salariale calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire;

iii. une absence se rapportant à la grève et survenue entre le 5 mai 1999 et le 27 septembre 1999 inclusivement, incluant les périodes d'absence dues à des mesures administratives et disciplinaires sous réserve, quant à la reconnaissance de ces périodes, de toutes décisions arbitrales applicables, est considérée, aux fins des présentes, comme une absence temporaire non rémunérée au cours de laquelle le participant a versé, à chaque période de paie, sa cotisation salariale applicable à la période de paie concernée et calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire;

iv. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, pendant toute absence temporaire non rémunérée découlant d'un travail à temps partiel pour raisons médicales certifiées par écrit par un médecin désigné par l'employeur, le participant visé peut verser, à chaque période de paie, sa cotisation salariale calculée sur le taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire. Cette absence ne doit pas être couverte par le versement d'une indemnité de l'employeur ou d'un régime supplémentaire de sécurité de salaire de l'employeur ou d'un régime d'assurance-salaire.

e) À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1997, l'employeur verse, dans le délai prévu en 3.2 ci-dessus, pour le participant au 1<sup>er</sup> janvier 1997 ou pour la personne visée en 1.40 A ii qui ont subi une baisse de salaire découlant d'une réduction d'horaire, une cotisation égale à la somme de la cotisation salariale et de la cotisation patronale calculée sur la différence entre le taux de salaire, exprimé en montant hebdomadaire, avant la réduction d'horaire et le taux de salaire, exprimé en montant hebdomadaire, après la

réduction d'horaire. Cette cotisation cesse d'être versée dès que le taux de salaire, exprimé en montant hebdomadaire, rejoint celui qui prévalait avant la réduction d'horaire. Le salaire ainsi cotisé n'ajoute pas d'année de cotisation et sert uniquement au calcul des prestations.

f) Le versement de la totalité de la cotisation prévue en e ci-dessus est conditionnel au versement, par le participant, des cotisations prévues en b ii et en d ci-dessus ou au rachat d'années de cotisation prévu à l'article 10. Le cas échéant, l'employeur ne verse aucune cotisation, ou n'en verse qu'une partie proportionnellement aux cotisations versées par le participant. Cependant, l'employeur verse la totalité de ladite cotisation si la seule absence non cotisée par le participant est celle qui est prévue en d ii 1) ci-dessus.

g) Lorsqu'un participant se prévaut des dispositions prévues en b ii et en d ci-dessus, il fait compter la totalité ou une partie de sa période d'absence temporaire comme année de cotisation.

Les dispositions relatives au paiement des cotisations prévues en b ii, d i, d ii 2) et d iv ci-dessus sont prévues à l'article 10.

Le participant qui se prévaut des dispositions prévues en b ii et en d ci-dessus ainsi qu'à l'article 10 ne peut se constituer un salaire ajusté ni une période de cotisation supérieurs à ceux qui auraient été établis n'eût été de ses périodes d'absence temporaire.

Les cotisations versées en vertu du présent article 3.6 sont considérées comme étant des cotisations salariales à l'exception de celles résultant de e et f ci-dessus lesquelles sont considérées comme étant des cotisations patronales.

h) Lorsqu'un participant se prévaut des dispositions prévues en a, b, c, d i 5), d ii 2, d iii et d iv ci-dessus l'employeur verse, dans le délai prévu en 3.2 ci-dessus, la cotisation patronale applicable à la période de paie concernée.

**3.7** Si au cours d'une année le participant reçoit un versement rétroactif de salaire pour une année antérieure, le participant verse une cotisation égale à la différence entre la cotisation salariale calculée selon le taux de cotisation en vigueur durant ladite année antérieure appliqué au salaire augmenté du versement rétroactif et la cotisation salariale effectivement versée au cours de l'année antérieure concernée.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le participant qui reçoit un montant forfaitaire versé en vertu du Régime d'intéressement de l'entreprise ou de la Politique de rémunération variable du personnel d'Hydro-Québec ainsi que de la Politique de rémunération variable des employés et des dirigeants des filiales en propriété exclusive d'Hydro-Québec, tel que défini au 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 1.40, verse une cotisation égale à la différence entre la cotisation salariale calculée selon le taux de cotisation en vigueur durant l'année de cotisation à laquelle le montant forfaitaire se réfère appliqué au salaire augmenté du montant forfaitaire et la cotisation salariale effectivement versée au cours de l'année antérieure concernée.

**3.8** Pour les fins du présent article uniquement, le salaire servant à déterminer les cotisations est limité à la somme des éléments suivants :

- a) le plafond des prestations déterminées pour l'année ;
- b) le maximum des gains admissibles de l'année multiplié par le taux prévu à 4.3 b

le tout divisé par le taux prévu en 4.1 c.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le salaire par période de paie servant à déterminer les cotisations est limité au résultat obtenu au 1<sup>er</sup> paragraphe du présent article, divisé par le nombre de période de paie dans une année, tel que déterminé par le système de paie de l'employeur.

**3.9** Toutes les cotisations versées en vertu du présent article sont assujetties à la Loi de l'impôt sur le revenu et à tout règlement adopté conformément à cette loi.

#### **ARTICLE 4** **BASE DE LA RENTE**

**4.1** La rente annuelle est égale à la somme des éléments suivants :

- a) 2 % du salaire moyen - 5 ans multiplié par le nombre d'années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1966 ;
- b) 2,25 % du salaire moyen - 5 ans multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1965 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 ;
- c) 2,25 % du salaire moyen - 5 ans multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1989 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1992 ;
- d) 2 % du salaire moyen - 5 ans, réduit de la différence positive entre :

- i. 0,7 % du salaire moyen - 5 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 5 années précédant la date de la cessation de service, du décès, de la retraite ou de la retraite normale si le participant se prévaut de la retraite ajournée ; et

- ii. 0,25 % du salaire moyen - 5 ans ;

multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991.

**4.1 A)** La rente de raccordement cessant à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance est égale au plus élevé des montants suivants :

- a) 0,7 % du salaire moyen - 5 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 5 années précédant la date de la cessation de service, du décès, de la retraite ou de la retraite normale si le participant se prévaut de la retraite ajournée, multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991 ; et

- b) 0,25 % du salaire moyen - 5 ans multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991.

**4.2** La rente annuelle calculée en 4.1 a et 4.1 b augmentée, le cas échéant, de la rente payable au titre de 5.2 c ne doit pas excéder, avant l'application de l'indexation prévue à l'article 13,80 % du salaire moyen - 5 ans.

Pour le calcul de ce maximum, on ne tient pas compte de l'ajustement prévu en 5.5 c ii.

**4.3** À compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance, la rente prévue en 4.1 et 4.2 est réduite de la somme des éléments suivants :

- a) 0,7 % du salaire moyen - 5 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 5 années précédant la date de la cessation de service, du décès, de la retraite ou de la retraite normale si le participant se prévaut de la retraite ajournée, multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1965 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 ;

- b) 0,7 % du salaire moyen - 5 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 5 années précédant la date de la cessation de service, du décès, de la retraite ou de la retraite normale si le participant se prévaut de la retraite ajournée, multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1989 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1992 ;

**4.4 a)** À la rente annuelle calculée conformément au présent article 4 s'ajoute, le cas échéant, une rente additionnelle établie au moment de la retraite et constituée des cotisations excédentaires, prévues en 3.5 s'il en est, et augmentées de l'intérêt entre la date de leur calcul prévue en 3.5 *b* et la date où elles constituent une rente. Cette rente est établie par équivalence actuarielle.

*b)* Abrogé

**4.5** Nonobstant toute disposition à l'effet contraire, si le calcul de la rente résultant de 4.1, 4.1 A, 4.2 et 4.3 fait en sorte que la valeur actuelle de la rente, établie à la date de la cessation de service, du décès ou de la retraite du participant, selon la première de ces éventualités et relative aux années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1999, est inférieure à la valeur actuelle d'une rente établie comme si les dispositions de 4.1 *d* étaient remplacées par les dispositions de *a* ci-dessous, qu'on ajoutait les dispositions de *b* ci-dessous aux dispositions de 4.3 et que les dispositions de 4.1 A n'étaient pas appliquées :

*a)* 2 % du salaire moyen - 3 ans multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1999 ;

*b)* 0,3 % du salaire moyen - 3 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 3 années précédant la date de la cessation de service, du décès, de la retraite ou de la retraite normale si le participant se prévaut de la retraite ajournée, multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1999,

la rente calculée en 4.1 *d* est remplacée par celle prévue en *a* ci-dessus, la rente prévue en *b* ci-dessus est ajoutée à celle prévue en 4.3 et les dispositions de 4.1 A ne sont pas appliquées.

**4.6** À la rente calculée en 4.1, 4.1 A, 4.2, 4.3, et 4.5 s'ajoute une rente de raccordement supplémentaire égale à 0,2 % du salaire moyen - 5 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 5 années précédant la date de la cessation de service, du décès ou de la retraite, multiplié par le nombre d'années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour un participant visé. Cette rente de raccordement est révisée selon les dispositions prévues à l'article 13 et cesse à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

**4.7** À la rente calculée en 4.1, 4.1 A, 4.2, 4.3, 4.5 et 4.6 s'ajoute une rente de raccordement additionnelle égale à 0,2 % du salaire moyen - 5 ans, jusqu'à concurrence de la moyenne des maximums des gains admissibles prévus pour chacune des 5 années précédant la date de la cessation de service, du décès ou de la retraite, multiplié par le nombre d'années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2009 ou antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 2014 pour un participant visé. Cette rente de raccordement est révisée selon les dispositions prévues à l'article 13 et cesse à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

## ARTICLE 5 RETRAITE

### 5.1 Retraite normale

*a)* La date de la retraite normale est fixée au 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

*b)* Le participant qui prend sa retraite à la date de la retraite normale reçoit une rente établie selon les dispositions prévues à l'article 4 et, le cas échéant, selon les dispositions prévues à l'article 14.

### 5.2 Retraite facultative

*a)* Dès qu'il compte au moins 15 années décomptées, tout participant peut prendre sa retraite à partir du 1<sup>er</sup> jour de tout mois suivant son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance. Cependant, tout participant de sexe féminin en service au 31 décembre 1979 et qui, à cette date, était participant au Régime de retraite d'Hydro-Québec conformément au règlement n<sup>o</sup> 83 peut, dès qu'il compte au moins 10 années décomptées, prendre sa retraite à partir du 1<sup>er</sup> jour de tout mois suivant son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

Dès qu'il compte au moins 15 années décomptées, peut également prendre sa retraite à compter du 1<sup>er</sup> jour de tout mois suivant son 55<sup>e</sup> anniversaire de naissance le participant dont :

i. l'âge et les années décomptées totalisent au moins 85 ; ou

ii. l'âge et les années de service continu à compter de la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec aux fins du régime totalisent au moins 85, ceci excluant toute période de non-participation au régime d'une entreprise avec laquelle une entente de transfert a été conclue, et toute période de non-cotisation au Régime de retraite d'Hydro-Québec conformément au régime,



aux règlements antérieurs et au règlement n<sup>o</sup> 12 d'Hydro-Québec et de ses modifications, les années de service auprès d'une filiale n'étant pas considérées comme des périodes de non-cotisation aux fins du présent paragraphe.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2013, dès qu'il compte 15 années décomptées, le participant visé peut prendre sa retraite à compter du 1<sup>er</sup> jour de tout mois suivant la date à laquelle il satisfait à l'une ou l'autre des conditions suivantes :

i. son âge et ses années décomptées totalisent au moins 85 ;

ou

ii. son âge et ses années de service continu à compter de la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec aux fins du régime totalisent au moins 85.

ceci excluant toute période de non-participation au régime d'une entreprise avec laquelle une entente de transfert a été conclue, et toute période de non-cotisation au Régime de retraite d'Hydro-Québec conformément au régime, aux règlements antérieurs et au règlement n<sup>o</sup> 12 d'Hydro-Québec et de ses modifications, les années de service auprès d'une filiale n'étant pas considérées comme des périodes de non-cotisation aux fins du présent paragraphe.

b) Le participant a alors droit à une rente de retraite établie selon les dispositions prévues à l'article 4 et, le cas échéant, selon les dispositions prévues à l'article 14.

c) Si la date de retraite du participant qui se prévaut des dispositions du présent article est antérieure à la date de la retraite normale prévue au régime supplémentaire auquel il participe, à la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou à la partie III du régime, il a alors droit, dans les cas mentionnés ci-après, à un supplément de rente à compter de la date de la retraite facultative :

i. dans le cas du participant qui prend sa retraite anticipée au titre d'un régime supplémentaire, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou en vertu de la partie III du régime, le montant du supplément de rente est égal au montant de la réduction qui est apportée à la rente créditée au titre du régime supplémentaire, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou des dispositions prévues à la partie III du régime suite à l'anticipation ;

ii. dans le cas du participant qui n'a pas droit à une retraite anticipée au titre d'un régime supplémentaire, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, le montant du

supplément de rente est égal au montant de la rente créditée au titre du régime supplémentaire ou au montant de la rente établie selon les dispositions prévues à la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou à la partie III du régime et est servi jusqu'à ce que la rente créditée au titre du régime supplémentaire ou la rente établie selon les dispositions prévues à la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou à la partie III du régime devienne payable.

Le supplément résultant de l'application du présent article est alloué au prorata des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 et des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 sur le total des années décomptées.

### 5.3 Retraite à la demande de l'employeur

a) L'employeur peut mettre un participant à la retraite si les conditions suivantes sont remplies :

i. le participant compte au moins 10 années décomptées ; et

ii. la mise à la retraite est motivée par :

1) les besoins d'une bonne administration, et le participant y consent ; ou

2) une déficience physique ou mentale rendant le participant incapable d'accomplir un travail pour l'employeur.

Dans ce cas, le participant doit prendre sa retraite à la date fixée par l'employeur.

b) Lorsque la retraite est antérieure à la date de la retraite normale ou coïncide avec cette date, le participant a droit à une rente de retraite établie selon les dispositions prévues à l'article 4 et, le cas échéant, selon les dispositions prévues à l'article 14. Dans le cas de la mise à la retraite selon les dispositions prévues en 5.3 *aii* 2), la réduction prévue en 4.3 s'applique dès que le retraité reçoit une rente d'invalidité au titre de la Loi sur le régime de rentes du Québec et les rentes prévues en 4.1 A, 4.6 et 4.7 ne sont pas payables ou, le cas échéant, cessent d'être payées.

Sauf lorsqu'il s'agit de la retraite d'un participant atteint d'invalidité totale et permanente, la rente annuelle payable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance, créditée à la date de la retraite au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1991, doit être réduite de 0,25 % par mois, s'il y a lieu, pour chaque mois compris entre la date effective de la retraite et le 1<sup>er</sup> jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la première des dates suivantes :

- i. la date à laquelle le participant aurait atteint son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance;
- ii. la date à laquelle le participant aurait complété 30 années de service continu;
- iii. la date à laquelle les années de service continu et l'âge du participant auraient totalisé 80.

Toutefois, la rente créditée ne peut être inférieure à la rente résultant de la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant avait droit avant la date de sa retraite ou, à défaut, à la valeur actuelle de la rente différée, ajustée conformément à l'article 3.5, à laquelle le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour précédant sa retraite pour une raison autre que la retraite.

c) Lorsque la retraite est postérieure à la date de la retraite normale, la rente est calculée conformément aux dispositions prévues en 5.5 *c* et *d*.

#### 5.4 Retraite anticipée à la demande du participant

##### a) Abrogé.

b) Lorsqu'un participant compte moins de 15 années décomptées, il peut prendre sa retraite à partir du 1<sup>er</sup> jour de tout mois qui suit son 55<sup>e</sup> anniversaire de naissance, selon les modalités suivantes :

i. le participant a droit à une rente de retraite établie selon les dispositions prévues en 4.1, 4.1 A, 4.5, 4.6 et 4.7, mais réduite par équivalence actuarielle, cette réduction ne devant pas être inférieure à celle qui serait calculée conformément à 12.1.3, pour la période comprise entre la date de la retraite et la première de la date de la retraite facultative ou de la date de la retraite normale ;

ii. la réduction prévue en 4.3 s'applique à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance ;

iii. les dispositions prévues en 4.4 *a* et 14 s'appliquent, le cas échéant.

c) Lorsqu'un participant compte au moins 15 années décomptées, il peut prendre sa retraite à partir du 1<sup>er</sup> jour de tout mois qui suit son 55<sup>e</sup> anniversaire de naissance, selon les modalités suivantes :

i. le participant a droit à une rente de retraite établie selon les dispositions prévues en 4.1, 4.1 A, 4.2, 4.5, 4.6 et 4.7. La rente de retraite établie selon les dispositions prévues en 4.1, 4.2, 4.5, 4.6 et 4.7 est toutefois réduite d'un montant égal à 0,25 % de la rente de retraite établie

selon les dispositions prévues en 4.1, 4.1 A, 4.2, 4.5, 4.6 et 4.7, multipliée par le nombre de mois précédant la date à laquelle il aurait eu droit à la retraite facultative, compte tenu des années décomptées ou des années de service continu à la date de sa cessation de service et de son âge au moment de la retraite facultative. Cependant, cette réduction ne peut être supérieure à celle établie par équivalence actuarielle pour la période comprise entre la date de la retraite et la date de la retraite facultative, la plus avantageuse des deux méthodes prévalant ;

ii. la réduction prévue en 4.3 s'applique à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance ;

iii. les dispositions prévues en 4.4 *a* et 14 s'appliquent, le cas échéant.

d) Lorsqu'un participant visé compte au moins 15 années décomptées, il peut également prendre sa retraite le 1<sup>er</sup> jour de tout mois précédant le 31 décembre 2013, pourvu que l'une ou l'autre des conditions énoncées aux sous-alinéas *i* ou *ii* du 3<sup>e</sup> alinéa du paragraphe *a* de 5.2 soit réalisée à l'intérieur de cette période. La rente est alors établie selon les modalités suivantes :

i. le participant a droit à une rente de retraite établie selon les dispositions prévues en 4.1, 4.1 A, 4.2, 4.5, 4.6 et 4.7, mais réduite par équivalence actuarielle, cette réduction ne devant pas être inférieure à celle qui serait calculée conformément à 12.1.3, pour la période comprise entre la date de la retraite et la première de la date de la retraite facultative ou de la date de la retraite normale ;

ii. la réduction prévue en 4.3 s'applique à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement le 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance ;

iii. les dispositions prévues en 4.4 *a* et 14 s'appliquent, le cas échéant.

e) Si, jusqu'au 31 décembre 2013 un participant visé est admissible à la retraite en vertu de *c* et de *d* ci-dessus, sa prestation est calculée selon la plus avantageuse des dispositions prévues dans l'un ou l'autre de ces paragraphes, étant entendu que le calcul en *c* *i* ci-dessus est effectué en regard d'une retraite facultative selon les dispositions du 1<sup>er</sup> alinéa du paragraphe *a* de 5.2.

#### 5.5 Retraite ajournée

a) Le participant qui demeure au service de l'employeur après sa date de retraite normale peut prendre sa retraite à partir du 1<sup>er</sup> jour de tout mois qui suit cette date. La rente de retraite du participant est alors ajournée jusqu'à la date de sa retraite, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de

l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, même s'il demeure au service de l'employeur après cette date.

b) Pendant la période d'ajournement, le participant peut exiger le paiement de sa rente, en tout ou en partie, mais seulement dans la mesure nécessaire pour compenser une réduction de salaire survenue au cours de cette période, y compris la diminution de salaire découlant, au cours de ladite période, du passage d'un horaire à temps plein à un horaire à temps partiel ou de la diminution d'un horaire à temps partiel. Le participant ne peut faire cette demande plus d'une fois par période de 12 mois et ne peut recevoir, au cours d'une même année, la prestation prévue au présent paragraphe et le montant forfaitaire défini en 5.6.

c) Le montant de la rente ajournée qui devient payable à la date de la retraite ou au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge limite prévu par les législations applicables est égal à la somme des éléments suivants :

i. la rente établie à la date de la retraite normale selon les dispositions prévues à l'article 4 ;

ii. la rente établie par équivalence actuarielle découlant d'un rajustement apporté en vue de compenser la diminution de la valeur des prestations entraînée par le report, durant la période d'ajournement, de la rente prévue en *i* ci-dessus, laquelle est diminuée, le cas échéant, des versements déjà effectués selon *b* ci-dessus.

d) L'équivalence actuarielle s'effectue entre la date de la retraite normale et la date de la retraite, mais au plus tard jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, à un taux d'intérêt composé annuellement égal au taux prescrit par les législations et règlements applicables.

e) Les dispositions prévues en 14.1 et 14.2 s'appliquent, le cas échéant.

### 5.6 Retraite progressive – montant annuel

Le participant dont le salaire est réduit suite à la diminution de son horaire, en application d'une entente conclue avec son employeur et dont l'âge est inférieur de 10 ans ou moins à l'âge normal de la retraite ou qui a atteint ou dépassé cet âge a droit, sur demande, au paiement d'une prestation en un seul versement, à chaque année couverte par l'entente, dont le montant est limité conformément aux législations applicables. Le participant ne peut recevoir, au cours d'une même année, le montant

forfaitaire prévu au présent paragraphe et les rentes définies en 5.5 *b* et en 5.7. Les droits résiduels du participant qui résultent du versement de la prestation prévue au présent paragraphe sont établis conformément aux législations applicables.

### 5.7 Retraite progressive – rente partielle

Le participant actif qui conclut une entente avec l'employeur à cet effet a droit, sur demande, au paiement d'une prestation de retraite progressive établie conformément au présent article, s'il respecte les conditions imposées par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et par la Loi de l'impôt sur le revenu.

Les modalités de la prestation de retraite progressive sont établies dans l'entente de retraite progressive. Advenant conflit entre le présent règlement et les modalités prévues dans l'entente de retraite progressive, les modalités de cette entente auront préséance.

Le participant qui se prévaut de la retraite progressive conformément aux dispositions du présent article ne peut la remplacer par les options de rentes prévues à l'article 14. Également, la rente partielle reçue en vertu du présent article n'est pas soumise aux dispositions d'indexation de l'article 13.

Le versement des prestations de retraite progressive doivent cesser au plus tard lorsque le participant atteint l'âge de 65 ans.

Le participant qui se prévaut de la retraite progressive conformément aux dispositions du présent article ne peut se prévaloir de la prestation de retraite progressive – montant annuel prévu en 5.6.

## ARTICLE 6 PRESTATIONS AU DÉCÈS

### 6.1 Abrogé.

### 6.2 Décès avant la retraite

#### 6.2.1 Abrogé.

6.2.2 Si un participant comptant moins de 10 années décomptées décède avant la date de la retraite normale, on rembourse à son conjoint ou, à défaut, à ses ayants cause la somme des éléments suivants :

a) la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 ou, à défaut, pour les mêmes années décomptées, la valeur actuelle de la rente différée à laquelle le participant aurait eu droit s'il avait

cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès. A ce montant s'ajoute la valeur actuelle des rentes de raccordement définies en 4.6 et 4.7 auxquelles le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 ou, à défaut, pour les mêmes années décomptées, la valeur actuelle de ces rentes de raccordement différées auxquelles le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès ;

b) à l'égard des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, le total des cotisations salariales versées, plus l'intérêt.

**6.2.3 a)** Si un participant comptant au moins 10 années décomptées décède avant la date de la retraite normale, on verse à son conjoint, jusqu'au décès de ce dernier, une rente constituée par la somme des éléments suivants :

i. 50 % de la rente créditée au participant à la date de son décès. Cette rente est établie selon les dispositions prévues en 4.1 a, 4.1 b et 4.2 et est réduite, tel que prévu en 4.3 a, dès qu'une rente au conjoint est payable au titre de la Loi sur le régime de rentes du Québec.

Le montant de cette rente doit être augmenté, s'il y a lieu, pour que sa valeur actuelle soit au moins égale au total des cotisations versées par le participant à l'égard des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, plus l'intérêt ;

ii. la rente résultant du plus élevé des montants suivants :

1) la valeur actuelle de la rente payable au conjoint. Cette rente payable au conjoint est égale à 50 % de la rente créditée au participant à la date de son décès, établie selon les dispositions prévues en 4.1 c, 4.1 d, 4.1 A, 4.5, 4.6 et 4.7. La réduction prévue en 4.3 b s'applique dès qu'une rente au conjoint est payable au titre de la Loi sur le régime de rentes du Québec et les rentes prévues en 4.1 A, 4.6 et 4.7 ne sont pas payables ou, le cas échéant, cessent d'être payées.

et

2) la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 ou, à défaut, pour les mêmes années décomptées, la valeur actuelle de la rente différée à laquelle le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès. A ce montant s'ajoute la valeur actuelle des rentes de raccordement définies en 4.6 et 4.7

auxquelles le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 ou, à défaut, pour les mêmes années décomptées, la valeur actuelle de ces rentes de raccordement différées auxquelles le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès ;

Cependant, le conjoint qui a acquis droit à une rente en vertu de ce qui précède peut choisir, avant que le service de la rente ne débute, de la remplacer par les prestations prévues en 6.2.2 même si le participant comptait au moins 10 années décomptées à la date de son décès.

b) i. Sous réserve des dispositions prévues en 6.2.5 c et 6.2.5 d, si le participant auquel il est fait référence en 6.2.3 a décède sans conjoint, la rente prévue en 6.2.3 a i est versée aux enfants. Ces derniers peuvent également choisir de remplacer cette rente, avant que son service ne débute, par les prestations prévues en 6.2.2 b même si le participant comptait au moins 10 années décomptées à la date de son décès. Si le participant auquel il est fait référence en 6.2.3 a décède sans conjoint et sans enfant, les cotisations salariales au titre des années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, plus l'intérêt, sont remboursées aux ayants cause.

ii. Par ailleurs, est versée aux ayants cause dans les deux cas mentionnés en i ci-dessus la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 ou, à défaut, pour les mêmes années décomptées, la valeur de la rente différée à laquelle le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès. A ce montant s'ajoute la valeur actuelle des rentes de raccordement définies en 4.6 et 4.7 auxquelles le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 ou, à défaut, pour les mêmes années décomptées, la valeur actuelle de ces rentes de raccordement différées auxquelles le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès ;

**6.2.4 a)** Lorsqu'un participant dont la totalité ou une partie de la rente a été ajournée décède, son conjoint a droit à une rente, payable jusqu'à la date de son décès, dont la valeur actuelle doit être égale au plus élevé des montants suivants :

i. la somme des éléments suivants :

1) la valeur actuelle de la rente payable au conjoint. Cette rente payable au conjoint est égale à 60 % ou 50 %, dans le cas où le conjoint a renoncé à son droit à la rente à 60 % selon les dispositions du régime, de la rente

établie selon les dispositions prévues en 5.5 *c i* à laquelle le participant aurait eu droit s'il avait cessé d'être un participant le jour de son décès pour une raison autre que le décès;

2) la valeur de la rente établie selon les dispositions prévues en 5.5 *c ii* ;

et

ii. la somme des éléments suivants :

1) la valeur actuelle de la rente payable au conjoint. Cette rente payable au conjoint est égale à 50 % de la rente établie à la date de la retraite normale selon les dispositions prévues en 4.1 *a*, 4.1 *b*, 4.2 et 4.3 *a* ;

2) la valeur actuelle de la rente établie à la date de la retraite normale à laquelle le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 ;

3) la valeur de la rente établie selon les dispositions prévues en 5.5 *c ii*.

*b) i.* Si le participant auquel il est fait référence en 6.2.4 *a* décède sans conjoint, la moitié de la rente prévue en 5.5 *c*, mais seulement au titre des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, est versée aux enfants. Si le participant auquel il est fait référence en 6.2.4 *a* décède sans conjoint et sans enfant, les cotisations salariales au titre des années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, plus l'intérêt, sont remboursées aux ayants cause.

ii. Par ailleurs, est versée aux ayants cause dans les deux cas mentionnés en *i* ci-dessus la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989.

**6.2.5** *a)* Sous réserve de ce qui est prévu en 6.2.5 *c* et 6.2.5 *d* ci-après, le droit aux prestations accordé au conjoint à 6.2.2, 6.2.3, 6.2.4, 7.7 et 7.8 s'éteint par la séparation de corps, quelle que soit la date à laquelle le jugement de séparation de corps a été rendu ou a pris effet, ainsi que par le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale.

*b)* Abrogé.

*c)* Le conjoint séparé de corps du participant ou de l'ancien participant a droit aux prestations prévues en 6.2.2 s'il est l'ayant cause du participant ou de l'ancien participant.

De plus, avant la date à laquelle débute le service de sa rente à titre de retraité, le participant ou l'ancien participant peut demander de recevoir sa rente sous forme de rente réversible à 60 % à son conjoint séparé de corps. Les dispositions prévues à l'article 14 sont applicables à une telle rente. Cette désignation du conjoint séparé de corps à titre de conjoint est irrévocable. Pour les fins de l'application des articles 6.3 et 14, le conjoint séparé de corps est présumé être le conjoint.

*d)* L'ancien conjoint du participant ou de l'ancien participant a droit aux prestations prévues en 6.2.2 s'il est l'ayant cause du participant ou de l'ancien participant. Toutefois, le droit de l'ancien conjoint aux prestations à titre d'ayant cause cesse, le cas échéant, si le participant ou l'ancien participant s'est constitué un nouveau conjoint à la date du décès et si ce dernier n'a pas renoncé à toute prestation en vertu de 6.2.6 ci-dessous.

De plus, avant la date à laquelle débute le service de sa rente à titre de retraité, le participant ou l'ancien participant peut demander, s'il n'a pas de conjoint à cette date, de recevoir sa rente sous forme de rente réversible à 60 % à son ancien conjoint. Les dispositions prévues à l'article 14 sont applicables à une telle rente. Cette désignation de l'ancien conjoint à titre de conjoint est révocable. Le droit de l'ancien conjoint aux prestations définies aux articles 6.3 et 14, le cas échéant, cesse si le retraité a un conjoint reconnu à la date du décès. Aux fins du présent paragraphe, l'ancien conjoint est défini comme étant le dernier conjoint présent dans la vie du participant ou de l'ancien participant.

**6.2.6** Nonobstant les dispositions prévues aux articles 6.2.2, 6.2.3, 7.7 et 7.8, le conjoint peut renoncer à toute prestation qui lui serait payable à la suite du décès du participant ou de l'ancien participant en transmettant un avis écrit à cet effet au comité. Le conjoint peut également révoquer cette renonciation pourvu que le comité en soit informé par écrit avant le décès du participant ou de l'ancien participant.

Nonobstant les dispositions prévues à l'article 6.2.4, le conjoint peut renoncer à toute prestation qui lui serait payable à la suite du décès du participant, dont la totalité de la rente a été ajournée, en transmettant un avis écrit à cet effet au comité. Le conjoint peut également révoquer cette renonciation pourvu que le comité en soit informé par écrit avant le décès du participant.

Advenant une telle renonciation, aux fins de 6.2, le participant est considéré sans conjoint.

### 6.3 Décès après la retraite

**6.3.1** Sous réserve de 6.3.2 et de 14.2, au décès d'un retraité, on verse à son conjoint ou, à défaut, à son conjoint reconnu, jusqu'au décès de ce dernier, 50 % de la rente établie selon les dispositions du règlement n<sup>o</sup> 83, avant l'application des articles 38 et suivants, ou selon les dispositions prévues à la partie I du règlement n<sup>o</sup> 278, ou selon les dispositions prévues à la partie I du règlement n<sup>o</sup> 534, avant l'application de 4.4, ou selon les dispositions prévues à la partie I du règlement n<sup>o</sup> 582 ou du règlement n<sup>o</sup> 653, avant l'application de 14.1, ou avant l'application de ce dernier article selon les dispositions prévues à la partie I du règlement n<sup>o</sup> 676, du règlement n<sup>o</sup> 679, du règlement n<sup>o</sup> 681, du règlement n<sup>o</sup> 699, du règlement n<sup>o</sup> 707 ou du régime.

La réduction prévue à l'article 7 du règlement n<sup>o</sup> 83 ou à l'article 4.3, selon le cas, de l'un des règlements antérieurs ou du régime, s'applique dès qu'une rente au conjoint est payable au titre de la Loi sur le régime de rentes du Québec et les rentes prévues en 4.1 A, 4.6 et 4.7 ne sont pas payables ou, le cas échéant, cessent d'être payées.

Nonobstant le 2<sup>e</sup> alinéa du présent article, si le participant visé a pris sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et si la rente de retraite établie selon les dispositions qui précèdent n'a pas été réduite conformément à 4.3, la réduction, le cas échéant, s'applique le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement la date à laquelle le retraité aurait atteint 65 ans, les rentes prévues en 4.1 A et 4.6 cessent d'être payées à cette même date, alors que la rente prévue en 4.7 cesse d'être payée le dernier jour du mois au cours duquel le retraité aurait atteint 60 ans.

**6.3.2** Sous réserve de 14.2, au décès d'un retraité qui a pris sa retraite après le 31 décembre 1989, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente à 60 % selon les dispositions, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou du régime, on verse à ce conjoint, jusqu'au décès de ce dernier, une rente égale à 60 % ou, à défaut de conjoint, au conjoint reconnu une rente égale à 50 %, de la rente servie au retraité selon les dispositions prévues à la partie I du règlement n<sup>o</sup> 534, du règlement n<sup>o</sup> 582, du règlement n<sup>o</sup> 653, du règlement n<sup>o</sup> 676, du règlement n<sup>o</sup> 679, du règlement n<sup>o</sup> 681, du règlement n<sup>o</sup> 699, du règlement n<sup>o</sup> 707 ou du régime, pourvu que la rente ait été ajustée par équivalence actuarielle selon 4.4 du règlement n<sup>o</sup> 534 ou selon 14.1 du règlement n<sup>o</sup> 582, du règlement n<sup>o</sup> 653, du règlement n<sup>o</sup> 676, du règlement n<sup>o</sup> 679, du règlement n<sup>o</sup> 681, du règlement n<sup>o</sup> 699, du règlement n<sup>o</sup> 707 ou du régime afin d'octroyer au conjoint une rente à 60 %.

Si la rente de retraite établie selon les dispositions qui précèdent n'a pas été réduite conformément à 4.3, la réduction, le cas échéant, s'applique le 1<sup>er</sup> jour du mois qui suit immédiatement la date à laquelle le retraité aurait atteint 65 ans, les rentes prévues en 4.1 A et 4.6 cessent d'être payées à cette même date, alors que la rente prévue en 4.7 cesse d'être payée le dernier jour du mois au cours duquel le retraité aurait atteint 60 ans.

**6.3.3 a)** Sous réserve de ce qui est prévu en 6.3.3 b ci-après, le droit aux prestations prévu en 6.3.1 et 6.3.2 s'éteint par la séparation de corps, quelle que soit la date à laquelle le jugement de séparation de corps a été rendu ou a pris effet, ainsi que par le divorce, l'annulation du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou la cessation de la vie maritale.

b) Le retraité peut informer le comité par un avis écrit de verser les prestations prévues au 2<sup>e</sup> alinéa des articles 6.2.5 c et 6.2.5 d ainsi qu'en 6.3.1 et 6.3.2 à son ancien conjoint ou à son conjoint séparé de corps. Cependant, si le jugement du tribunal a pris effet ou, selon le cas, si la cessation de la vie maritale est survenue après le 31 août 1990 mais avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001, cette désignation peut être faite seulement s'il n'y a pas eu partage des droits accumulés par le retraité au titre du régime. Nonobstant ce qui précède, dans le cas d'une séparation de corps, si la désignation a lieu avant que ne débute le service de la rente, cette désignation est valable même s'il y a eu partage des droits accumulés par le retraité au titre du régime.

Lorsque l'ancien conjoint ou le conjoint séparé de corps ainsi désigné est le conjoint ayant opté ou renoncé, selon le cas, à son droit à la rente à 60 % à la date de la retraite du participant ou de l'ancien participant, la désignation de l'ancien conjoint ou du conjoint séparé de corps à titre de conjoint est irrévocable. Le droit aux prestations de cet ancien conjoint ou de ce conjoint séparé de corps ne cesse pas, le cas échéant, si le retraité a un conjoint reconnu au moment de son décès. Le conjoint reconnu, le cas échéant, n'a donc droit à aucune prestation en vertu du régime.

Lorsque l'ancien conjoint ou le conjoint séparé de corps ainsi désigné n'est pas le conjoint ayant opté ou renoncé, selon le cas, à son droit à la rente à 60 % à la date de la retraite du participant ou de l'ancien participant, la désignation de l'ancien conjoint ou du conjoint séparé de corps à titre de conjoint est révocable. Le droit aux prestations de cet ancien conjoint ou de ce conjoint séparé de corps cesse, le cas échéant, si le retraité a un conjoint reconnu au moment de son décès. Aux fins du présent paragraphe, l'ancien conjoint est défini comme étant le dernier conjoint présent dans la vie du retraité.

c) Abrogé.

**6.3.4** Sous réserve de ce qui est prévu en 6.3.3 *b*, la rente prévue en 6.3.1, en 6.3.2 et en 14.2 est versée aux enfants si le retraité décède sans conjoint ni conjoint reconnu.

**6.3.5** Abrogé.

**6.3.6** Si le retraité qui a opté, au moment de prendre sa retraite, pour une rente garantie pendant 10 ans, tel que prévu à l'article 14.2, décède dans les 10 premières années de sa retraite sans conjoint, sans conjoint reconnu et sans enfant, ou en cas de décès de ceux-ci avant le 10<sup>e</sup> anniversaire de la retraite, la valeur actuelle des montants de rente payables jusqu'au dixième anniversaire de la date de la retraite est payée aux ayants cause.

**6.4** Décès du conjoint survivant ou du conjoint reconnu survivant

Si le conjoint survivant d'un participant ou d'un retraité décède, ou si le conjoint reconnu survivant d'un retraité décède, la rente qui était servie à ce conjoint ou à ce conjoint reconnu est versée aux enfants.

**6.5** À la cessation des rentes prévues à l'un des règlements antérieurs ou au régime ou lorsqu'aucune rente n'est due, tout excédent de la somme des cotisations versées par le participant en vertu de la partie I, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou du régime plus l'intérêt sur la somme des rentes versées sont payables aux ayants cause. Pour les fins du présent paragraphe, on ne tient pas compte des prestations versées au titre des articles 38 et suivants du règlement n<sup>o</sup> 83 et des parties II et III, le cas échéant, des règlements antérieurs ou du régime.

## ARTICLE 7 PRESTATIONS EN CAS DE CESSATION DE SERVICE

**7.1** Tout participant qui cesse d'être à l'emploi de l'employeur avant la date de la retraite normale a droit à la prestation prévue à l'article 13.6, s'il y a lieu, et à une rente différée, payable à compter de la date de la retraite normale. Les caractéristiques et conditions de cette rente sont celles de la rente de retraite normale et le montant de cette rente est égal à la somme des rentes suivantes :

*a)* la rente créditée à la date de sa cessation de service, calculée conformément aux dispositions prévues en 4.1 *a*, 4.1 *b*, 4.2 et 4.3 *a*. Le montant de la rente différée doit être ajusté, s'il y a lieu, pour que la valeur de cette rente soit au moins égale au total des cotisations salariales versées à l'égard des années de cotisation antérieures au

1<sup>er</sup> janvier 1990, plus l'intérêt accumulé sur ces cotisations jusqu'à la date de la cessation de service. Cependant, dans le cas d'un participant de sexe féminin en service au 31 décembre 1979, et qui commence à recevoir sa rente différée à compter de la date de la retraite normale, la portion de la rente différée découlant des années de cotisation postérieures au 31 décembre 1965 et antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1980 est ajustée par équivalence actuarielle pour la période comprise entre le 60<sup>e</sup> et le 65<sup>e</sup> anniversaires de naissance du participant ;

*b)* la rente créditée à la date de sa cessation de service, calculée conformément aux dispositions prévues en 4.1 *c*, 4.1 *d*, 4.1 *A*, 4.3 *b*, 4.4, 4.5, 4.6 et 4.7, ajustée conformément à l'article 3.5.

**7.2** Abrogé.

**7.3** Abrogé.

**7.4** Abrogé.

**7.5** À la suite de la cessation de service d'un participant auquel il est fait référence à 2.3, celui-ci doit laisser ses cotisations dans la caisse de retraite, s'il en est, pour une période maximale de 24 mois et les années de service continu aux fins du régime de retraite ne sont pas interrompues. S'il n'est pas rengagé après une période maximale de 24 mois, les années de service continu sont considérées avoir cessé à l'expiration de cette période.

**7.6** Les dispositions concernant la retraite à la demande de l'employeur et la retraite ajournée ne s'appliquent pas aux rentes différées.

Les dispositions concernant la retraite facultative, à l'exception des dispositions prévues en 5.2 *c*, et la retraite anticipée à la demande du participant s'appliquent aux rentes différées.

Du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 2008 et à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009 pour un participant visé, les dispositions de la retraite facultative prévues au 3<sup>e</sup> alinéa du paragraphe *a* de 5.2 et celles de la retraite anticipée à la demande du participant prévues au paragraphe *d* de 5.4 s'appliquent aux rentes différées si les deux conditions suivantes se réalisent :

i. la cessation de service survient à l'intérieur de cette période ;

ii. l'une ou l'autre des conditions énoncées aux sous-alinéas *i* ou *ii* du 3<sup>e</sup> alinéa du paragraphe *a* de 5.2 se réalise durant cette période.

Pour l'application des dispositions de retraite anticipée à la demande du participant et de retraite facultative, la date de la retraite doit être fixée au 1<sup>er</sup> jour de tout mois demandé par écrit par l'ancien participant ou au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la réception de la demande écrite de l'ancien participant de prendre sa retraite, le dernier des événements prévalant.

**7.7** Les dispositions concernant les rentes au conjoint ou, à défaut, aux enfants s'appliquent aux rentes différées lorsque l'ancien participant décède après l'une ou l'autre des dates suivantes :

*a)* la date à laquelle il aurait eu droit à la retraite anticipée à la demande du participant selon les dispositions prévues en 5.4 *c*, 5.4 *d* et 5.4 *e* ;

*b)* la date à laquelle il aurait eu droit à la retraite facultative ;

*c)* la date de la retraite normale.

**7.8** Au décès d'un ancien participant, lorsque aucune rente n'est payable conformément à 7.7 ci-dessus, les cotisations qu'il a versées au titre des années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, plus l'intérêt, sont payables en un seul versement au conjoint ou, à défaut, aux ayants cause sauf les cotisations salariales versées au titre des années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1966 si elles lui ont déjà été remboursées. Par ailleurs, est payable en un seul versement au conjoint ou, à défaut, aux ayants cause la valeur actuelle de la rente différée prévue en 7.1 *b* à la date de sa cessation de service, au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 augmentée de la valeur actuelle des rentes de raccordement différées définies en 4.6 et 4.7 à la cessation de service, au titre des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**7.9** Tout participant qui quitte l'employeur après le 31 décembre 2008 et tout ancien participant à cette date ont droit, selon les conditions prévues par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, de transférer dans un régime de retraite régi par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite ou déterminé selon les modalités prévues à tout règlement adopté conformément à cette loi la valeur actuelle de la rente différée prévue en 7.1, augmentée, s'il y a lieu, de la prestation prévue en 13.6.

Le participant ou l'ancien participant peut exercer son droit dans les délais suivants :

*a)* dans les 90 jours suivant la réception du relevé l'informant de la nature et du montant des prestations auxquelles il a droit en vertu du régime suite à sa cessation de service ou dans les 90 jours suivant la cessation de service, le dernier événement prévalant ;

*b)* par la suite, tant que les dispositions de retraite facultative et anticipée ne s'appliquent pas à l'ancien participant, à tous les 5 ans, dans les 90 jours qui suivent la date anniversaire de la date de la cessation de service ;

*c)* à compter de la date à laquelle les dispositions de retraite facultative ou anticipée s'appliquent à l'ancien participant, dans les 90 jours suivant la réception du relevé informant l'ancien participant de la nature et du montant des prestations auxquelles il a droit en vertu du régime suite à sa demande, tel que prévu au dernier alinéa de 7.6 ;

*d)* dans les 90 jours suivant une sentence arbitrale confirmant le congédiement d'un ancien participant.

Dans tous les cas, le transfert doit s'effectuer avant le début du service de la rente et dans les 60 jours suivant l'exercice de l'option de transfert par le participant. Si le comité n'a pas reçu tous les documents pour procéder au transfert dans ces délais, le participant ou l'ancien participant est considéré ne pas avoir exercé son option de transfert.

Une nouvelle valeur actuelle de la rente différée prévue en 7.1 est établie :

*e)* dans les cas prévus en *b*, à la date de la demande ;

*f)* dans les cas prévus en *c*, à la date de la retraite, tel que définie au dernier alinéa de 7.6 ;

*g)* dans les cas prévus en *d*, à la date de la sentence arbitrale ;

mais au plus tard à la date du 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance de l'ancien participant.

Nonobstant toute disposition à l'effet contraire,

*h)* un ancien participant atteint d'invalidité physique ou mentale peut requérir le transfert prévu au premier paragraphe du présent article 7.9 en tout temps avant l'âge de 65 ans, s'il est attesté par un médecin que son espérance de vie est réduite et si cette réduction est telle qu'il ne pourra se prévaloir de son droit au transfert ;

*i.* un participant en retraite ajournée a le droit de transférer la valeur actuelle de la rente qui lui est acquise à la date de sa cessation de service.

**7.10** Les dispositions prévues en 7.9 ci-dessus ne s'appliquent pas à la retraite à la demande de l'employeur, quel que soit l'âge du participant.



**7.11** Lorsque la valeur actuelle de la rente différée prévue en 7.1, augmentée, s'il y a lieu, de la prestation prévue en 13.6, est inférieure à 20 % du maximum des gains admissibles pour l'année au cours de laquelle est survenue la cessation de service du participant, le comité peut rembourser la valeur actuelle de la rente différée prévue en 7.1. Au préalable, le comité doit demander par écrit à l'ancien participant de lui faire connaître ses instructions quant au mode de remboursement ; à défaut d'avoir reçu une réponse dans les 90 jours suivant la réception par l'ancien participant d'un avis prévu à cette fin, le comité procède au remboursement.

**7.12** Les dispositions prévues en 7.11 s'appliquent aussi à tout ancien participant qui a droit à une rente différée et dont la cessation de service est survenue avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

**7.13** Un ancien participant a droit, sur demande, au paiement complet et immédiat de la valeur de la rente différée prévue en 7.1, sur présentation de preuves qui, de l'avis du comité, sont satisfaisantes pour démontrer que, à la date de la demande, l'ancien participant a cessé de résider au Canada depuis au moins deux ans.

**7.14** Toute somme transférée à tout régime enregistré en vertu du présent article est assujettie à la Loi de l'impôt sur le revenu et à tout règlement adopté conformément à cette loi.

## **ARTICLE 8**

### **CESSION DE DROITS ENTRE CONJOINTS**

Aux fins du présent article, le mot « conjoint » s'entend du conjoint défini à 1.12 ou du conjoint reconnu défini à 1.12 A, selon le cas.

**8.1** Lorsqu'il y a séparation de corps, divorce, nullité du mariage, dissolution autrement que par le décès ou annulation de l'union civile, les droits accumulés par le participant, l'ancien participant ou le retraité au titre du régime sont, sur demande faite par écrit au comité, partagés avec son conjoint dans la mesure prévue au Code civil du Québec ou par le jugement du tribunal.

Lorsque le tribunal attribue au conjoint d'un participant, d'un ancien participant ou d'un retraité, en paiement d'une prestation compensatoire, des droits que ce dernier a accumulés au titre du régime, ces droits sont, sur demande faite par écrit au comité, cédés au conjoint dans la mesure prévue par le jugement du tribunal.

**8.2** Lorsqu'il y a cessation de la vie maritale entre un participant, un ancien participant ou un retraité et son conjoint tel que défini en 1.12 b, ceux-ci peuvent, dans les douze mois, convenir par écrit de partager entre eux

les droits accumulés par le participant, l'ancien participant ou le retraité au titre du régime conformément aux conditions prévues à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

**8.3** Dès l'introduction d'une demande en séparation de corps, en divorce, en annulation de mariage, en dissolution ou annulation de l'union civile ou en paiement d'une prestation compensatoire, le participant, l'ancien participant ou le retraité et son conjoint ont droit, sur demande faite par écrit au comité, d'obtenir un relevé faisant état des droits accumulés par le participant, l'ancien participant ou le retraité au titre du régime et de leur valeur à la date de l'introduction de l'instance. Le participant, l'ancien participant ou le retraité et leur conjoint peuvent également requérir un tel relevé lorsqu'il y a cessation de la vie maritale, au cours d'une démarche commune de dissolution de leur union civile devant notaire ou à l'occasion d'une médiation effectuée préalablement à des procédures en matière familiale. Dans ce dernier cas, la valeur des droits accumulés par le participant, l'ancien participant ou le retraité au titre du régime sera déterminée à la date de cessation de vie commune. Cette demande doit contenir les documents et renseignements suivants ou tout autre document ou renseignement prescrits par règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite :

a) le nom et l'adresse du participant, de l'ancien participant ou du retraité et de son conjoint ;

b) dans le cas de conjoints mariés ou unis civilement, une preuve de la date de leur mariage ou de leur union civile, une preuve de la date de l'introduction de l'instance en séparation de corps, en divorce, en annulation de mariage, en dissolution ou annulation de l'union civile ou en paiement d'une prestation compensatoire.

S'il s'agit d'une demande faite à l'occasion d'une médiation, une attestation conjointe de la date de la cessation de la vie commune des conjoints doit être fournie. De plus, cette demande doit également contenir la confirmation écrite d'un médiateur accrédité à l'effet qu'il a obtenu un mandat dans le cadre d'une médiation familiale ;

c) dans le cas de conjoints non mariés et non unis civilement, une attestation conjointe des dates de début et de fin de leur vie maritale et, s'ils ont vécu maritalement au moins 1 an mais moins de 3 ans, une preuve de l'un ou l'autre des événements énumérés en 1.12 b.

Le comité doit fournir au demandeur et à son conjoint le relevé dans les 60 jours de la réception de la demande à cet effet et avec les informations prévues par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi.

Les données relatives aux années décomptées, constituant un élément du calcul des montants inscrits sur le relevé, sont représentées en mois conformément aux dispositions de tout règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

**8.4** Toute demande de partage ou de cession des droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité doit être adressée au comité. Elle doit indiquer le mode d'acquittement que le conjoint a choisi parmi ceux prescrits par règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et doit être accompagnée d'une copie des documents suivants et de tout autre document prescrit par règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite :

a) le jugement ordonnant la séparation de corps, le divorce, la nullité du mariage, la dissolution ou l'annulation de l'union civile ou le paiement d'une prestation compensatoire ainsi que, le cas échéant, l'entente intervenue entre les conjoints mariés ou unis civilement relativement au partage ou à la cession de droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité ou à la déclaration commune notariée de dissolution d'une union civile ;

b) tout autre jugement relatif au partage ou à la cession des droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité ;

c) le certificat de non-appel ;

d) dans le cas de conjoints non mariés et non unis civilement, l'entente intervenue entre eux relativement au partage des droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité.

**8.5** Le comité doit, sauf si la demande de partage ou d'exécution de la cession est conjointe, donner au participant, à l'ancien participant ou au retraité un avis écrit l'informant de cette demande et de la valeur des droits réclamés par son conjoint.

Le comité ne peut procéder à l'exécution du partage ou de la cession avant l'expiration des 60 jours qui suivent l'expédition de cet avis au participant, à l'ancien participant ou au retraité. De plus, il ne peut le faire s'il est avisé que le conjoint du participant, de l'ancien participant ou du retraité a dûment renoncé à ses droits ou que le participant, l'ancien participant ou le retraité a

introduit une demande judiciaire afin de s'opposer au partage ou à la cession.

**8.6** La valeur des droits accumulés par le participant, l'ancien participant ou le retraité est déterminée conformément aux dispositions de tout règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

**8.7** À moins d'avoir été avisé de la renonciation du conjoint ou d'une opposition judiciaire au partage ou à la cession des droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité, le comité doit, dans les 60 jours de l'expiration du délai prévu au deuxième alinéa de 8.5, transférer toute somme qui revient au conjoint en raison de ce partage ou de cette cession dans un régime de retraite de la façon prévue par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi.

Lorsque les droits qui reviennent au conjoint en raison du partage ou de la cession correspondent à un remboursement auquel le participant aurait eu droit à la date de l'introduction de l'instance ou à la date de la cessation de vie commune, le cas échéant, le comité doit verser au conjoint la somme qui correspond à ses droits ou la transférer dans un régime de retraite de la façon prévue par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi.

**8.8** La procédure prévue en 8.5 et 8.7 est sujette aux dispositions de tout règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et toute disposition de ces règlements la modifiant fait partie du présent article et le modifie.

**8.9** Sous réserve des dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et de tout règlement adopté conformément à cette loi, les droits attribués au conjoint à la suite du partage des droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité ou pour le paiement d'une prestation compensatoire ne peuvent servir qu'à la constitution d'une rente viagère et doivent être transférés dans un autre régime.

Toutefois, les droits attribués au conjoint à la suite d'une saisie pour dette alimentaire doivent être acquittés par un paiement en un seul versement conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et selon les modalités prévues à tout règlement adopté conformément à cette loi.

**8.10** L'exécution du partage ou de la cession réduit les droits du participant, de l'ancien participant ou du retraité conformément aux dispositions prévues à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et à tout règlement adopté conformément à cette loi.

La rente du retraité est, après avoir été, le cas échéant, établie de nouveau selon l'article 8.11, réduite dans la proportion que représente la valeur des droits attribués au conjoint à la date de l'exécution du partage ou de la cession sur la valeur qu'aurait eue à cette date la rente qui était servie au retraité le jour qui a précédé la prise d'effet du jugement, étant entendu que cette dernière valeur est établie en utilisant les mêmes hypothèses que celles utilisées pour la détermination de la valeur des droits attribués au conjoint.

Cette réduction de la rente du participant ou de l'ancien participant est calculée en tenant compte des droits à la retraite anticipée et à la retraite facultative applicables à la rente différée de l'ancien participant ou à celle du participant, s'il avait cessé son service à la date à laquelle la valeur des droits accumulés a été déterminée. Les hypothèses prévues au Règlement sur les régimes complémentaires de retraite et qui s'appliquaient à la date à laquelle la valeur des droits accumulés visés par la réduction a été établie sont utilisées.

Lorsqu'un participant ou un ancien participant prend sa retraite, la réduction de la rente de ce participant est ajustée comme l'aurait été sa rente différée s'il avait cessé son service à la date à laquelle la valeur des droits accumulés a été déterminée.

Lorsqu'un participant ou un ancien participant a pris sa retraite entre la date à laquelle la valeur des droits a été déterminée et l'exécution du partage ou de la cession, l'ajustement calculé conformément au paragraphe précédent, qui aurait été applicable à compter de la date de retraite, est revalorisé pour tenir compte de la période écoulée entre la date de la retraite et l'exécution du partage ou de la cession.

Lorsqu'il est nécessaire de déterminer la valeur de la réduction de la rente du participant ou de l'ancien participant calculée en vertu du présent article, la valeur doit tenir compte des droits à la retraite anticipée et à la retraite facultative applicable à la réduction tels que décrits au troisième alinéa du présent article.

Nonobstant ce qui précède, la réduction des droits, telle que décrite aux paragraphes ci-dessus du présent article, ne peut avoir pour effet de réduire davantage les droits du participant ou de l'ancien participant que ce qui aurait résulté de l'application des dispositions de tout règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

**8.11** Lorsque la rente d'un retraité a été établie de manière à tenir compte du droit de son conjoint à la prestation prévue en 6.3.2 et que ce conjoint n'a plus droit à cette prestation en vertu de l'article 6.3.3 a, le retraité peut, à moins qu'il ne se soit prévalu des dispositions prévues en 6.3.3 b, demander au comité que le montant

de sa rente soit établi de nouveau à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de la vie maritale, pourvu que cette date soit postérieure au 31 décembre 2000. Le montant et les caractéristiques de la rente ainsi établie sont ceux de la rente qui serait payable au retraité à la date du nouvel établissement s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente.

À moins qu'il n'ait reçu l'avis prévu en 6.3.3 b et lorsque le partage des droits accumulés par le retraité au titre du régime intervient, en vertu des dispositions prévues aux articles 8.1 à 8.10 ci-dessus, le comité doit aussi procéder au nouvel établissement de la rente du retraité à la date de prise d'effet du jugement de séparation de corps, de divorce ou d'annulation de mariage, à la date de dissolution ou d'annulation de l'union civile ou à la date de cessation de la vie maritale, pourvu que cette date soit postérieure au 31 décembre 2000.

À moins que le comité n'ait reçu l'avis prévu en 6.3.3 b, un retraité dont le divorce, l'annulation de mariage, la séparation de corps ou la cessation de la vie maritale a pris effet avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001 peut demander au comité que le montant de sa rente soit établi de nouveau comme s'il n'avait pas eu de conjoint à la date à laquelle a débuté le service de sa rente, qu'il y ait eu ou non partage des droits en vertu des dispositions prévues aux articles 8.1 à 8.10 ci-dessus. La date du nouvel établissement du montant de la rente correspond à la date de la demande écrite du retraité.

Le seul établissement à nouveau d'une rente en vertu du présent article ne peut avoir pour effet de réduire le montant de la rente servie au retraité.

## ARTICLE 9 CALCUL DE L'INTÉRÊT

**9.1** Les cotisations salariales prévues en 3.1, 3.3, et 3.4 A ainsi que les cotisations relatives au rachat d'années de cotisation prévues aux articles 3, 10 et 11 portent intérêt au taux prévu en 1.21 à compter de la date de leur versement à la caisse de retraite par le participant, et ce jusqu'à la date de leur remboursement ou jusqu'à la date à laquelle la valeur actuelle de la rente acquise au participant, à l'ancien participant ou au retraité est établie.

**9.2** Dans le cas du participant ou de l'ancien participant qui se prévaut des dispositions de 7.9, les diverses composantes de la prestation portent intérêt comme suit :

a) les cotisations salariales portent intérêt au taux prévu en 1.21 jusqu'à la date à laquelle la valeur actuelle de la rente différée est établie ou jusqu'à ce qu'elles soient remboursées ou transférées à un autre régime ;

b) les cotisations excédentaires, s'il en est, portent intérêt au taux prévu en 1.21 à compter de la date de leur calcul prévue en 3.5 *b* jusqu'à ce qu'elles soient remboursées ou transférées à un autre régime;

c) la valeur actuelle de la rente différée porte intérêt entre la date à laquelle cette valeur a été établie et la date du transfert au taux utilisé pour la détermination de cette valeur.

### 9.3 Abrogé.

9.4 Aucun intérêt n'est crédité sur les cotisations salariales après la date à laquelle le participant ou l'ancien participant commence à recevoir une rente ou après la date de son décès.

9.5 Les cotisations salariales ne portent intérêt qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966.

9.6 Du 1<sup>er</sup> janvier 1990 au 31 décembre 2000, l'intérêt est déterminé de la façon suivante :

a) pour le 1<sup>er</sup> semestre d'une année, l'intérêt correspond à la moyenne des taux prévus à 1.21 pour la période de 6 mois se terminant le 31 octobre de l'année précédente;

b) pour le 2<sup>e</sup> semestre d'une année, l'intérêt correspond à la moyenne des taux prévus à 1.21 pour la période de 6 mois se terminant le 30 avril de la même année.

9.7 À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, l'intérêt est déterminé de la façon suivante :

a) pour chaque mois, l'intérêt correspond au taux de rendement de la caisse de retraite établi pour le mois courant;

b) dans le cas où le taux prévu en *a* ci-dessus n'est pas connu au moment du calcul, un indice externe, pour le mois concerné, est utilisé. Cet indice correspond à celui utilisé pour calculer la valeur actuelle d'une rente différée à la même date.

## ARTICLE 10

### RACHAT D'ANNÉES DE COTISATION

#### 10.1 Le participant qui :

a) commence à recevoir une prestation au titre d'un régime d'assurance-salaire pour invalidité de longue durée, de l'employeur, après le 6 janvier 1982;

b) reçoit une indemnité de la Commission de la santé et de la sécurité du travail résultant d'un retrait préventif en vertu de la Loi sur la santé et la sécurité du travail, L.R.Q., c. S-2.1, ou d'un accident de travail en vertu de la Loi sur les accidents du travail et les maladies

professionnelles, L.R.Q., c. A-3.001 et qui ne s'est pas prévalu, après le 31 décembre 1989, des dispositions prévues en 3.6 *b ii*;

c) se prévaut d'un congé sans salaire au titre du régime des droits parentaux et ne s'est pas prévalu des dispositions prévues en 3.6 *d ii 2*);

d) se prévaut d'un congé sans solde auquel un employeur doit faire droit en vertu de toute loi applicable et, s'il y a lieu, ne s'est pas prévalu des dispositions prévues en 3.6 *d ii 2*);

De même que le participant visé qui :

e) se prévaut d'un travail à temps partiel pour raisons médicales, certifiées par écrit par un médecin désigné par l'employeur, et ne s'est pas prévalu des dispositions prévues en 3.6 *d iv*;

et qui revient au travail ou à un horaire de travail à temps plein avant la date de la retraite ou qui prend sa retraite immédiatement à la suite de l'un des événements décrits ci-dessus, peut faire compter la totalité ou une partie de sa période d'absence temporaire comme année de cotisation, à condition de verser les cotisations salariales plus l'intérêt conformément aux modalités suivantes :

i. les cotisations sont calculées sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire, le maximum des gains admissibles, l'exemption générale et le taux de cotisation salariale du régime en vigueur au cours de la période d'absence temporaire;

ii. le participant exerce son option et choisit le mode de remboursement conformément aux dispositions prévues en 10.4.

Nonobstant ce qui précède, le participant qui a des périodes de non-cotisation prévues en 10.1 *a*, qui ne revient pas au travail et qui, à la place de prendre sa retraite immédiatement, choisit de transférer la valeur actuelle de sa rente, peut se prévaloir des dispositions de rachat décrites ci-dessus.

10.2 Lorsque le participant fait compter comme année de cotisation une partie de sa période d'absence temporaire, les années de cotisation ainsi reconnues sont présumées être les plus rapprochées de son retour au travail. Ces années de cotisation ainsi reconnues ne peuvent toutefois être postérieures à la date de la retraite normale.

**10.3** Le participant en absence temporaire à la suite de son élection à l'Assemblée nationale du Québec ou à la Chambre des communes, qui revient au travail avant la date de la retraite ou qui prend immédiatement sa retraite à la suite de cette absence temporaire, peut faire compter comme années de cotisation la totalité ou une partie des années pendant lesquelles il a été député, à condition de verser les cotisations salariales plus l'intérêt conformément aux modalités prévues en 10.1 et 10.2. La présente disposition ne s'applique pas si le participant a droit pour cette période d'absence à une rente en vertu d'un régime de retraite applicable aux députés de l'Assemblée nationale du Québec ou de la Chambre des communes.

**10.4** Le participant doit demander par écrit d'obtenir une proposition de rachat au comité de retraite, dans les délais suivants :

*a)* pour les périodes de non-cotisation prévues en 10.1 *a*, *b* *c* et *d* ainsi qu'en 10.3, dans les 180 jours de son retour au travail ou de la dernière journée d'absence, la dernière de ces éventualités prévalant sans toutefois dépasser la première des dates suivantes, soit la date de cessation de service, de décès ou de retraite.

Le participant qui se prévaut des dispositions prévues en 10.1 *b* peut obtenir, si requis, un délai additionnel. Ce délai ne peut toutefois dépasser 30 jours après la date où il est informé de son admissibilité au paiement d'une indemnité par la Commission de la santé et de la sécurité du travail ;

*b)* pour les périodes de non-cotisation prévues en 10.1 *e*, dans les 180 jours de son retour à un horaire de travail à temps plein sans toutefois dépasser la première des dates suivantes, soit la date de cessation de service, de décès ou de retraite ;

*c)* pour les périodes de non-cotisation prévues en 10.9 et 10.9 *A*, dans les délais prévus à ces mêmes articles ;

*d)* pour les rengagements prévus en 11.1, sauf pour ce qui est des cas de réintégration suite à un congédiement, dans les 180 jours de son rengagement sans toutefois dépasser la première des dates suivantes, soit la date de cessation de service, de décès ou de retraite.

Le participant doit exercer son option de rachat dans les 90 jours suivant la réception de la proposition de rachat l'informant du coût et du mode de remboursement auxquelles il a droit en vertu du régime. À défaut d'avoir reçu une réponse dans les 90 jours suivant la réception par le participant de la proposition de rachat, la proposition de rachat est considérée refusée par le participant, et ce de façon irrévocable.

Le remboursement peut se faire :

*e)* soit en un seul versement payable dans les 90 jours suivant la réception de la proposition de rachat, à condition que le paiement, augmenté de l'intérêt au taux prévu en 10.12, soit effectué avant la date du versement d'une prestation du régime ;

*f)* soit au moyen de retenues sur le salaire à chaque période de paie, dont le montant, plus l'intérêt au taux prévu en 10.12, est établi par Hydro-Québec, le remboursement intégral ne pouvant excéder 5 années à compter de la date de l'exercice de l'option ni se poursuivre après la date du versement d'une prestation du régime ;

*g)* soit au moyen de versements annuels, dont le montant, plus l'intérêt au taux prévu en 10.12, est établi par Hydro-Québec, le remboursement intégral ne pouvant excéder 5 années à compter de la date de l'exercice de l'option ni se poursuivre après la date du versement d'une prestation du régime.

L'intérêt court dès le moment où un montant de cotisations aurait dû être versé dans la caisse de retraite jusqu'à la date du retour au travail, du retour au travail à temps plein, du rengagement ou de la retraite, le premier des événements prévalant ; les délais prévus aux fins de l'exercice de l'option ainsi que les modalités de paiement décrites ci-dessus n'ont nullement pour effet de retarder ou d'annuler l'imputation de l'intérêt au taux prévu en 10.12. À défaut pour le participant d'acquitter un versement, l'intérêt au taux prévu en 10.12 couru est ajouté au solde du rachat.

Une fois par année, le participant peut effectuer un versement forfaitaire afin de réduire ou d'annuler le solde des cotisations à récupérer.

Le participant peut décider, et ce de façon irrévocable, de mettre fin à son rachat en tout temps par un avis écrit à cet effet transmis au comité de retraite. Les années de cotisation reconnues sont alors établies en fonction des remboursements effectués à la date de l'arrêt du rachat.

**10.5** *a)* Le participant qui se prévaut des dispositions prévues en 3.6 *d i*, 3.6 *d ii 2)* ou 3.6 *d iv* doit aviser le comité de retraite par écrit avant le début de son absence temporaire.

*b)* Le participant reçoit du comité de retraite une confirmation du nombre de versements à effectuer, du montant de chacun de ces versements et de la date à laquelle chacun desdits versements est dû. Ces versements sont acquittés de la façon suivante :

i. par chèque, si le participant ne reçoit aucun salaire durant une période de paie donnée ou si le salaire versé est insuffisant pour acquitter le montant des cotisations dues; ou

ii. par retenues sur le salaire à chaque période de paie, dans les autres cas.

c) Toute cotisation non payée à la date à laquelle elle est due est majorée de l'intérêt couru jusqu'au moment où le solde est acquitté. Le participant peut acquitter le solde des versements non payés, majorés de l'intérêt couru, à la fin de son absence temporaire, la date du versement intégral ne pouvant dépasser 90 jours à compter de la date de la fin de ladite absence temporaire ni se poursuivre après la date du versement d'une prestation du régime.

d) Le participant peut décider, et ce de façon irrévocable, de mettre fin à son rachat en tout temps par un avis écrit à cet effet transmis au comité de retraite. Les années de cotisation reconnues sont alors établies en fonction des versements effectués à la date de l'arrêt du rachat.

#### 10.6 Abrogé.

**10.7** Le participant qui se prévaut des dispositions prévues en 3.6 *b ii* doit aviser le comité de retraite par écrit, le cas échéant, dans les 30 jours qui suivent la date où il est informé de son admissibilité au paiement d'une indemnité par la Commission de la santé et de la sécurité du travail.

Les dispositions telles que décrites en 10.5 *b i*, en 10.5 *c* et en 10.5 *d* s'appliquent à ce participant.

#### 10.8 Abrogé

**10.9** Le participant qui ne s'est pas prévalu de l'option de paiements périodiques en vertu de 3.6 *d i* et qui revient au travail ou à un horaire de travail à temps plein avant la date de la retraite peut se prévaloir des dispositions prévues en 10.4 pour racheter les années de cotisation correspondant à ces périodes d'absence temporaire. Cependant, ne peut être rachetée qu'une période d'absence temporaire ou partie de cette période qui a eu lieu entre le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et le 31 décembre 2008 et jusqu'au 31 décembre 2013 pour un participant visé. Le participant doit demander par écrit d'obtenir une proposition de rachat au comité de retraite, au plus tard à la première des trois dates suivantes, soit :

i. dans les 180 jours de son retour au travail pour les périodes de non-cotisation définies à 3.6 *d i* 1) et 2), ou de son retour à un horaire de travail à temps plein pour les périodes de non-cotisation définies à 3.6 *d i* 3), 4) et 5); ou

ii. le 30 juin 2009, ou le 30 juin 2014 pour un participant visé; ou

iii. la première des dates suivantes, soit la date de cessation de service, de décès ou de retraite.

**10.9 A)** Le participant qui, du 1<sup>er</sup> janvier 1997 au 31 décembre 2008 et jusqu'au 31 décembre 2013 pour un participant visé, a une absence non rémunérée en vertu du fait qu'il est un employé permanent à horaire réduit, tel que défini par Hydro-Québec, peut faire compter la totalité ou une partie de sa période d'absence temporaire comme année de cotisation, à condition de verser les cotisations salariales et patronales plus l'intérêt conformément aux modalités suivantes :

a) les cotisations sont calculées sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire, le maximum des gains admissibles, l'exemption générale et le taux de cotisations salariale et patronale du régime en vigueur, au cours de la période d'absence temporaire ;

b) le participant doit demander par écrit d'obtenir une proposition de rachat au comité de retraite, au plus tard à la première des trois dates suivantes, soit :

i. dans les 180 jours de son retour à un horaire de travail à temps plein; ou

ii. le 30 juin 2009, ou le 30 juin 2014 pour un participant visé; ou

iii. la première des dates suivantes, soit la date de cessation de service, de décès ou de retraite.

Le participant peut également, sous réserve des délais mentionnés ci-dessus, demander par écrit, une proposition de rachat au comité de retraite, visant les périodes d'absences de l'année précédente, dans les six premiers mois de chaque année.

c) le participant exerce son option et choisit le mode de remboursement conformément aux dispositions prévues en 10.4.

**10.9 B)** Lorsqu'un participant se prévaut des dispositions des articles 10.1 et 10.3 ou lorsqu'un participant ne s'est pas prévalu de l'option de paiements périodiques en vertu de 3.6 *d i* 5) et souhaite se prévaloir des dispositions prévues en 10.4, en conformité avec 10.9, l'employeur verse sa cotisation patronale plus l'intérêt jusqu'à la date du retour au travail, du retour au travail à temps plein, du rengagement ou de la retraite, le premier des événements prévalant, conformément aux modalités suivantes :

a) les cotisations sont calculées sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant l'absence temporaire, le maximum des gains admissibles, l'exemption générale et le taux de cotisation patronale du régime en vigueur au cours de la période d'absence temporaire;

b) les intérêts, au taux prévu en 10.12, selon l'option exercée par le participant relativement au mode de remboursement prévu en 10.4.

**10.10** Les dispositions du présent article sont assujetties à la Loi de l'impôt sur le revenu et à tout règlement adopté conformément à cette loi.

**10.11** Programme temporaire de rachat de périodes de non-cotisation

**10.11.1** a) « Programme » : aux fins des articles 10.11 et 10.11 A, le Programme temporaire de rachat de périodes de non-cotisation.

b) La personne admissible au Programme est le participant au régime conformément au règlement n<sup>o</sup> 681 en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2000.

**10.11.2** Les périodes de non-cotisation admissibles au Programme doivent être des années au service de l'employeur ou d'une filiale ou des années durant lesquelles une personne a occupé une charge auprès de ceux-ci. Les périodes de non-cotisation sont admissibles selon la priorité suivante :

a) un congé sans salaire au titre du régime de droits parentaux;

b) une période de service antérieure à l'adhésion au régime, pendant laquelle la personne avait un statut d'employé temporaire et aurait cotisé au régime n'eût été de ce statut;

c) toute autre période d'absence temporaire non rémunérée.

Un maximum de 2 ans s'applique pour chacun des paragraphes a, b et c ci-dessus, sous réserve de 10.11.5.

Nonobstant ce qui précède, ne sont pas admissibles au Programme les périodes de congé sans solde non autorisé, de grève, de suspension ainsi que les périodes au cours desquelles une personne bénéficie d'un droit de rappel suite à sa cessation de service et pour lesquelles s'appliquent les dispositions prévues à 7.5.

**10.11.3** La personne admissible peut faire compter la totalité ou une partie de sa période de non-cotisation admissible au Programme comme année de cotisation.

Les modalités de 10.2 s'appliquent. Le coût requis prévu en 10.11.4 doit être calculé et versé, conformément aux modalités suivantes :

a) Si le coût correspond aux cotisations salariales et aux cotisations patronales, s'il en est, plus l'intérêt, il est calculé sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur durant la période de non-cotisation admissible, du maximum des gains admissibles, de l'exemption générale et du taux de cotisation du régime en vigueur au cours de la période de non-cotisation admissible;

b) dans les autres cas, le coût est calculé sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur à la date de l'exercice de l'option et du coût du service courant propre au participant et fondé sur le rapport de l'évaluation actuarielle préparé par l'actuaire et déposé à la Régie des rentes du Québec, applicable à la date de l'exercice de l'option;

c) la personne admissible exerce son option et choisit le mode de remboursement conformément aux dispositions prévues en 10.4, sauf pour ce qui est du délai de 180 jours, et ce dans le délai établi dans le Programme. Le remboursement doit être effectué alors que la personne admissible est en service continu. Nonobstant ce qui précède, pour ce qui est des personnes admissibles qui sont retraitées à la date de l'exercice de l'option, le remboursement doit se faire en un seul versement payable dans les 90 jours de la date de l'exercice de l'option.

**10.11.4** Le coût requis est établi comme suit :

a) pour une période de non-cotisation admissible prévue en 10.11.2 a et 10.11.2 b, un montant correspondant aux cotisations salariales plus l'intérêt;

b) pour une période de non-cotisation admissible prévue en 10.11.2 c, le coût prévu pour l'absence temporaire en 3.6, 10.1, 10.3 ou 10.9, selon le cas, plus l'intérêt;

c) pour une période de non-cotisation admissible prévue en 10.11.2 c et dont le coût n'est pas prévu en 3.6, 10.1, 10.3 ou 10.9, le coût est calculé sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur à la date de l'exercice de l'option et du coût du service courant propre au participant et fondé sur le rapport de l'évaluation actuarielle préparé par l'actuaire et déposé à la Régie des rentes du Québec, applicable à la date de l'exercice de l'option.

Nonobstant le paragraphe c ci-dessus, pour les activités syndicales et les périodes d'absence admissibles en vertu du Programme de bourses universitaires d'Hydro-Québec, le coût prévu correspond aux cotisations salariales plus l'intérêt.

**10.11.5** La totalité du passif actuariel généré par le Programme, en excédent des sommes versées par les personnes admissibles, ne peut excéder la somme de 50 000 000 \$ au 1<sup>er</sup> janvier 2000.

Afin de respecter le plafond cumulatif de l'alinéa précédent, les personnes admissibles pourront racheter les périodes d'absence admissibles, jusqu'à concurrence du plafond, selon la priorité prévue à 10.11.2.

**10.11 A)** Prolongation du Programme temporaire de rachat de périodes de non-cotisation

**10.11 A.1) a)** «Prolongation»: aux fins du présent article 10.11 A, la prolongation du Programme temporaire de rachat de périodes de non-cotisation.

b) La personne admissible à la Prolongation est la personne qui satisfait l'ensemble des conditions suivantes :

- 1) la personne était un participant au 28 mai 2003 ;
- 2) la personne est un participant visé conformément au présent règlement ou une personne qui aurait été un participant visé n'eut été d'une interruption de service continu après le 28 mai 2003 ;
- 3) la personne a exercé son option en vertu du Programme en 10.11 et n'a pas pu racheter toutes les périodes auxquelles elle était admissible, étant donné le plafond prévu à 10.11.5 ;
- 4) la personne n'a pas mis fin à son rachat de périodes de non-cotisation admissibles au Programme en 10.11.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas des employés syndiqués pour lesquels une entente de principe n'a pas été conclue en date du 28 mai 2003, cette date sera remplacée par celle convenue entre le syndicat et Hydro-Québec au moment de la signature d'une telle entente.

**10.11 A.2)** Les périodes de non-cotisation admissibles à la Prolongation sont celles définies à 10.11.2 qui n'ont pu être rachetées en vertu du Programme en 10.11 étant donné le plafond prévu à 10.11.5.

**10.11 A.3)** La personne admissible peut faire compter la totalité ou une partie de sa période de non-cotisation admissible à la Prolongation comme année de cotisation. Les modalités de 10.11.3 et 10.11.4 s'appliquent.

Nonobstant ce qui précède, la personne admissible qui n'est plus au service de l'employeur doit acquitter le montant dû en un seul versement dans les 90 jours de la date de l'exercice de l'option.

**10.11 B)** Programme temporaire de rachat visant les périodes de temporariat antérieures au 21 mai 1990

**10.11 B.1) a)** «Programme»: aux fins de l'article 10.11 B, le Programme temporaire de rachat de périodes de temporariat antérieures au 21 mai 1990.

b) La personne admissible au Programme est le participant visé au 1<sup>er</sup> janvier 2009 qui demande par écrit au comité de retraite, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2010, d'obtenir une proposition de rachat.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas des employés syndiqués pour lesquels une entente de principe n'a pas été conclue au 1<sup>er</sup> janvier 2009, les dates du 1<sup>er</sup> janvier 2009 et du 1<sup>er</sup> janvier 2010 seront remplacées par celles convenues entre le syndicat et Hydro-Québec au moment de la signature d'une telle entente.

**10.11 B.2)** Les périodes de non-cotisation admissibles au Programme doivent être des années ou portions d'année au service de l'employeur ou d'une filiale pendant lesquelles la personne avait un statut d'employé temporaire et aurait cotisé au régime n'eut été de ce statut. Ces années ou portions d'année doivent être antérieures à l'adhésion au régime et antérieures au 21 mai 1990.

**10.11 B.3)** Le coût requis est calculé au 1<sup>er</sup> janvier 2009 sur la base du taux de salaire qui figure au registre de paie de l'employeur à cette date et du rapport de l'évaluation actuarielle préparé par l'actuaire et déposé à la Régie des rentes du Québec, applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ce coût est déterminé de façon à ne générer aucun passif actuariel additionnel sur base de capitalisation. Ainsi, le coût requis correspond à l'augmentation du passif actuariel sur base de capitalisation découlant du rachat. Après le 1<sup>er</sup> janvier 2009, le coût est augmenté de l'intérêt au taux prévu en 10.12, jusqu'à la date du paiement.

**10.11 B.4)** La personne admissible peut faire compter la totalité ou une partie de sa période de non-cotisation admissible au Programme comme année de cotisation. Les modalités de 10.2 s'appliquent. Le coût requis prévu en 10.11. B.3 doit être calculé et versé, conformément aux modalités suivantes :

a) la personne admissible exerce son option et choisit le mode de remboursement conformément aux dispositions prévues en 10.4, sauf pour ce qui est des délais de 180 jours et 90 jours, et ce dans les délais établis dans le Programme ;

b) Le remboursement doit être effectué alors que la personne admissible est en service continu. Nonobstant ce qui précède, la personne admissible qui n'est plus au service de l'employeur au moment d'exercer son option,



tel qu'établi dans le Programme, doit acquitter le montant dû en un seul versement dans les 90 jours suivant la réception de la proposition de rachat l'informant du coût et du mode de remboursement auxquels elle a droit en vertu du Programme.

**10.12** Nonobstant ce qui est prévu en 1.21, l'intérêt prévu à l'article 10.4 s'appliquant à compter de la date du retour au travail, du retour à un horaire à temps plein ou du rengagement correspond :

a) pour les rachats prévus aux articles 10.1, 10.3, 10.5, 10.7, 10.9 et 11.1, et dont la date de l'exercice de l'option est antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2003, au taux obtenu mensuellement sur les dépôts personnels à terme de 5 ans dans les banques à charte et compilé par la Banque du Canada, calculé pour toutes les années considérées conformément aux dispositions prévues en 9.6 a et 9.6 b ;

b) pour les rachats prévus à l'article 10.11, au taux fixe de 5,43 % ;

c) pour les rachats prévus aux articles 10.1, 10.3, 10.5, 10.7, 10.9, 10.9.1 et 11.1, et dont la date de l'exercice de l'option est postérieure au 31 décembre 2002, au taux utilisé pour déterminer une valeur actuelle d'une rente différée à la date de retour au travail, de retour à un horaire de travail à temps plein ou de réintégration. Aux fins du présent alinéa, pour les rachats prévus à l'article 10.1, et dont l'absence est suivie d'une retraite immédiate ou d'un transfert de valeur, tel que permis en vertu du dernier alinéa de cet article, la date de retour au travail est remplacée par la date de la retraite ou, le cas échéant, par la date de cessation de service. Ce taux fixe restera en vigueur jusqu'à la fin du paiement du rachat ;

d) pour les rachats prévus à l'article 10.11 A, au taux utilisé pour déterminer une valeur actuelle d'une rente différée à la date de l'exercice de l'option établie dans la Prolongation en 10.11 A. Ce taux fixe restera en vigueur jusqu'à la fin du paiement du rachat ;

e) pour les rachats prévus à l'article 10.11 B, au taux utilisé pour déterminer une valeur actuelle d'une rente différée au 1<sup>er</sup> janvier 2009. Ce taux fixe restera en vigueur jusqu'à la fin du paiement du rachat.

## **ARTICLE 11** **RENGAGEMENT**

**11.1** Tout participant qui a reçu un remboursement de cotisations, ou qui aurait reçu un tel remboursement n'eût été d'une réduction partielle ou totale des cotisations salariales résultant de 3.4 A, en vertu de l'un des règlements antérieurs peut, s'il est rengagé et sous réserve

des dispositions de la Loi de l'impôt sur le revenu et de tout règlement adopté conformément à cette loi, faire compter une partie ou la totalité des années de cotisation précédant sa cessation de service, à condition de remettre le montant requis, selon les modalités prévues en 10.4.

Le montant requis est égal au montant remboursé au participant lors de sa cessation de service, plus l'intérêt pour la période écoulée entre la date du remboursement et la date du rengagement, le tout multiplié par le nombre d'années de cotisation que le participant désire faire compter et divisé par le nombre d'années de cotisation précédant sa cessation de service.

Les années de cotisation ainsi reconnues correspondent aux années les plus rapprochées de sa cessation de service pour lesquelles les cotisations remises ont été versées.

La présente disposition ne s'applique pas aux valeurs de rentes transférées ou remboursées en vertu des dispositions prévues à l'article 7 et à l'article 27.7, sauf dans le cas de réintégration suite à un congédiement si les valeurs de rente transférées ou remboursées, augmentées de l'intérêt pour la période écoulée entre la date du remboursement et la date du rengagement, sont remises dans la caisse de retraite. Dans le cas d'une telle réintégration, les délais et modalités de remboursement sont établis par Hydro-Québec et les modalités prévues en 10.4 ne s'appliquent pas.

**11.2** Toute personne qui reçoit une rente de retraite au titre du régime ou de l'un des règlements antérieurs peut demander de cesser de recevoir la rente de retraite si elle est rengagée à titre de participant avant la date de la retraite normale. Elle conserve toutefois la totalité des années de cotisation précédant la date de sa retraite pour lesquelles elle n'a pas reçu un remboursement de cotisations. Au moment de sa retraite, la personne verra sa rente calculée en tenant compte de l'ensemble de ses années de cotisation conformément à l'article 4.

Toute personne qui reçoit une rente de retraite au titre du régime ou de l'un des règlements antérieurs peut demander de cesser de recevoir la rente de retraite si elle est rengagée à titre de participant après la date de la retraite normale mais avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle elle atteint l'âge limite prévu par toute législation applicable. Cette rente de retraite est alors ajournée conformément aux dispositions prévues en 5.5 d en remplaçant la date de la retraite normale par la date de la cessation de versement de la rente et, le cas échéant, à l'article 19.

**11.3** Toute personne qui a droit à une rente différée au titre du régime ou de l'un des règlements antérieurs perd ses droits à cette rente différée, si elle est rengagée à titre de participant avant la date de la retraite normale. Elle conserve toutefois la totalité des années de cotisation précédant la date de sa cessation de service pour lesquelles elle n'a pas reçu un remboursement de cotisations.

**11.4** Tout participant mis à la retraite en vertu des dispositions de 5.3 a ii 2) qui redevient avant son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance en état d'exercer des fonctions équivalentes à celles qu'il exerçait au moment de sa retraite peut être rengagé par l'employeur. S'il refuse l'emploi qui lui est offert, la rente qu'il reçoit est remplacée par une rente différée selon les dispositions prévues à l'article 7.

**11.5** Abrogé.

## ARTICLE 12 PRESTATIONS MAXIMALES

**12.1** À compter de la date de la retraite normale

**12.1.1** La rente annuelle payable à compter de la date de la retraite normale, créditée au participant au titre des années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991, est sujette à la limite décrite en 12.1.2.

**12.1.2** La rente annuelle établie en 12.1.1 est limitée au plafond des prestations déterminées établi à la date d'événement, multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991.

**12.1.3** La limite obtenue en 12.1.2 est réduite de 0,25 % par mois, s'il y a lieu, pour chaque mois compris entre la date de la retraite et le 1<sup>er</sup> jour du mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la première des dates suivantes :

a) la date à laquelle le participant aurait atteint son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance ;

b) la date à laquelle le participant aurait complété 30 années de service continu ;

c) la date à laquelle les années de service continu et l'âge du participant auraient totalisé 80.

**12.2** Avant la date de la retraite normale

**12.2.1** La rente annuelle payable à compter de la date de la retraite jusqu'à la date de la retraite normale est sujette aux limites décrites en 12.2.2 et 12.2.3.

**12.2.2** La rente annuelle payable à compter de la date de la retraite jusqu'à la date de la retraite normale, créditée au participant au titre des années de cotisation

postérieures au 31 décembre 1991, est sujette à la limite établie à la date d'événement et correspondant à la somme des éléments suivants :

a) le plafond des prestations déterminées, multiplié par le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991 ;

b) 25 % de la moyenne des maximums des gains admissibles de l'année et des 2 années précédentes, multiplié par la proportion que représente le nombre d'années de cotisation postérieures au 31 décembre 1991, sur 35 ; cette proportion est sujette à un maximum de 1.

**12.2.3** La rente annuelle payable à compter de la date de la retraite jusqu'à la date de la retraite normale est sujette à la limite établie à la date d'événement et correspondant à la somme des éléments suivants :

a) la rente annuelle obtenue en 12.1 ;

b) la rente annuelle payable à compter de la date de la retraite normale, créditée au participant au titre des années de cotisation antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1992 ;

c) la somme de :

i. la rente annuelle maximale payable au titre de la Loi sur la sécurité de la vieillesse ;

ii. la rente annuelle maximale qui serait payable au participant au titre de la Loi sur le régime de rentes du Québec s'il était âgé de 65 ans multipliée par le rapport entre la moyenne de ses 3 meilleures années de rémunération sur la moyenne des maximums des gains admissibles correspondant, sujet à un maximum de 1.

Ce montant est réduit de 0,25 % par mois, s'il y a lieu, pour chaque mois compris entre la date de la retraite et le 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance du participant et multiplié par la proportion que représente le nombre d'années de service continu du participant, sur 10 ; cette proportion est sujette à un maximum de 1.

**12.3** L'application des dispositions de 12.1 et 12.2 s'effectue en tenant compte, le cas échéant, de toute rente résultant du surplus réparti lors de la dissolution du régime.

**12.4** L'application des dispositions de 12.1 et 12.2 s'effectue en ignorant, le cas échéant, tout droit cédé au conjoint conformément à l'article 8 de même que tout versement forfaitaire effectué conformément à 5.6.

**12.5** Les dispositions de 12.1 et 12.2 ne s'appliquent pas à la portion de la rente annuelle provenant des cotisations excédentaires établies selon les dispositions prévues en 3.5.

**12.6** Les réductions prévues en 12.1.3 et en 12.2.3 *b* ne s'appliquent pas dans le cas d'une retraite pour invalidité totale et permanente selon les dispositions prévues en 5.3 *a ii* 2).

**12.7** La date d'événement aux fins de 12.1 et 12.2 correspond à la date à laquelle les rentes deviennent payables, sauf dans les conditions suivantes :

- a*) abrogé;
- b*) en cas de cessation de service, on utilise la date de la cessation de service;
- c*) en cas de dissolution du régime, on utilise la date de dissolution;
- d*) en cas de séparation de corps, divorce, nullité de mariage, de dissolution ou d'annulation de l'union civile d'un participant, on utilise la date de l'introduction d'une demande en séparation de corps, en divorce, en annulation de mariage, en dissolution ou en annulation de l'union civile ou, le cas échéant, la date de cessation de vie commune;
- e*) en cas de cessation de la vie maritale entre un participant et son conjoint, tel que défini en 1.12 *b*, on utilise la date de cessation de la vie maritale;
- f*) en cas de retraite progressive, on utilise la date du versement de la prestation prévue en 5.6 ou la date du début du versement de la prestation prévue en 5.7, selon le cas.

**12.8** Toutes les prestations prévues par le régime doivent respecter les limites imposées par la Loi de l'impôt sur le revenu et tout règlement adopté conformément à cette loi en ce qui concerne les facteurs d'équivalence.

**12.9** La rente annuelle établie au premier alinéa de 18.2 est sujette aux limites prévues en 12.1 et 12.2 déterminées en utilisant les années de service continu plutôt que les années de cotisation.

#### **12.10** Retraite ajournée

Nonobstant ce qui précède, en cas de retraite ajournée, la limite applicable à la rente annuelle de retraite d'un participant correspond au plus élevé entre :

- i. la limite prévue en application de 12.1, 12.3, 12.4 et 12.5 avec comme date d'évènement aux fins de 12.1 la date de la retraite normale. Cette limite est ajustée par équivalence actuarielle pour refléter le report de la rente jusqu'à la date à laquelle les rentes deviennent payables.

- ii. la limite prévue en application de 12.1, 12.3, 12.4 et 12.5 avec comme date d'évènement aux fins de 12.1 la date à laquelle les rentes deviennent payables.

### **ARTICLE 13** INDEXATION

**13.1** Au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, le montant des rentes servies au titre du régime, des règlements antérieurs et des régimes supplémentaires est révisé d'après les variations dans l'indice des rentes de la manière suivante :

*a*) Le montant de la rente exprimée en montant annuel et servie au 31 décembre de l'année précédente est multiplié par le plus grand de :

- i. l'indice des rentes de ladite année, réduit de 3 %;
- ii. l'indice des rentes de ladite année, sujet toutefois à un maximum de 102 %.

Toute rente, dont le paiement a commencé en cours d'année, est révisée au 1<sup>er</sup> janvier suivant au prorata du nombre de mois écoulés depuis la date du début du paiement de la rente, à l'exception d'une rente servie au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants d'un retraité décédé, une telle rente étant indexée pour toute l'année au cours de laquelle elle a commencé à être servie.

Dans le cas où le retraité décède dans l'année au cours de laquelle il a commencé à recevoir sa rente, la rente servie au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants est révisée au 1<sup>er</sup> janvier suivant au prorata du nombre de mois écoulés depuis la date de la retraite.

*b*) Si le mode de calcul de l'indice des prix à la consommation d'une année est modifié, Hydro-Québec détermine le mode de calcul de l'indice des rentes pour ladite année.

**13.2** Les rentes servies au titre d'un régime supplémentaire sont indexées selon le présent article seulement lorsque le taux d'ajustement prévu au régime est supérieur à celui prévu au régime supplémentaire et, dans ce cas, uniquement de l'écart entre ces taux d'ajustement.

**13.3** L'indexation des rentes au titre des régimes supplémentaires, de la partie III des régimes antérieurs, le cas échéant, ou de la partie III du régime prévue au présent article n'est pas servie au retraité, à son conjoint ou, à défaut, à son conjoint reconnu ou à ses enfants dans les deux, ou l'une des deux, situations suivantes :

a) le conjoint n'a pas renoncé à son droit à la rente à 60 %, ladite indexation étant considérée dans l'équivalence actuarielle prévue en 4.4 du règlement n<sup>o</sup> 534 ou en 14.1, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou du régime ;

b) le participant ou l'ancien participant a opté, avant que sa rente ne commence à lui être servie, de la remplacer par une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, ladite indexation étant considérée dans l'équivalence actuarielle prévue en 14.2, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou du régime.

**13.4** L'indexation des rentes différées s'applique de la manière prévue en 13.1 a) à compter du 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant la date à laquelle elles commencent à être servies.

**13.5** Toute rente non servie à la date de la retraite normale ou après cette date est également révisée conformément aux dispositions prévues en 13.1.

**13.6** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, tout participant qui cesse d'être au service de l'employeur avant d'avoir atteint l'âge de 55 ans a droit à une prestation additionnelle pour les années décomptées postérieures au 31 décembre 2000, correspondant à la différence positive entre :

a) la valeur actuelle de la rente indexée décrite ci-après, augmentée des cotisations excédentaires prévues en 3.5, calculées comme s'il avait droit à cette rente indexée à la date de sa cessation de service.

Aux fins du présent alinéa, la rente indexée est la rente différée, payable à la date de la retraite normale et indexée entre la date de la cessation de service du participant et la date à laquelle il aurait atteint l'âge de 55 ans. Cette indexation fait en sorte que le montant de la rente est augmenté jusqu'au mois au cours duquel le participant atteindra l'âge de 55 ans, d'un pourcentage correspondant à 50 % de l'augmentation prévue de l'indice d'ensemble des prix à la consommation pour le Canada, non désaisonnalisé, publié par Statistique Canada, sans dépasser 2 % d'augmentation par année ;

et

b) la valeur actuelle de la rente à laquelle il a droit en vertu des dispositions du régime à la date de sa cessation de service, augmentée de la valeur des cotisations excédentaires à cette date.

À la cessation de service, la valeur de cette prestation additionnelle est payée au participant sous la forme d'une somme forfaitaire.

## ARTICLE 14 FORMES OPTIONNELLES DE RENTE

### 14.1 Renonciation du conjoint à la rente à 60 %

Avant la date à laquelle débute le service de la rente du retraité, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la prestation de décès prévue en 6.3.2 en avisant par écrit le comité. Cette renonciation peut être révoquée en avisant par écrit le comité avant la date à laquelle débute le service de la rente du retraité.

S'il n'y a pas renonciation du conjoint, s'il en est, à la prestation prévue en 6.3.2, la rente annuelle calculée à l'article 4 augmentée, le cas échéant, de la rente prévue en 5.2 c est ajustée par équivalence actuarielle avec la rente normale prévue en 6.3.1 afin d'octroyer au conjoint une rente à 60 %.

Pour tout participant qui prend sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2004 mais au plus tard le 31 décembre 2008 et pour tout participant visé qui prend sa retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'ajustement par équivalence actuarielle prévu au présent article est réduit de 50 %. Cette réduction ne s'applique pas à l'ancien participant qui prend sa retraite au cours de ces périodes.

### 14.2 Paiement de rente garanti pendant 10 ans

Tout participant ou ancien participant qui prend sa retraite a droit, avant que sa rente ne commence à lui être servie, de la remplacer par une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans. Pour exercer ce droit, le participant ou l'ancien participant doit en faire la demande par écrit avant le début du service de sa rente.

a) S'il n'y a pas renonciation du conjoint, s'il en est, à la prestation prévue en 6.3.2 et que, le cas échéant, le participant ou l'ancien participant opte pour une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, la rente annuelle calculée à l'article 4 et augmentée, le cas échéant, de la rente prévue en 5.2 c est ajustée par équivalence actuarielle avec la rente normale prévue en 6.3.1 afin d'octroyer une rente au retraité dont le paiement est garanti pendant 10 ans.

Dans un tel cas et nonobstant les dispositions contraires du régime, si le décès du retraité survient avant qu'il n'ait reçu sa rente pendant une période de 10 ans, la rente qui aurait été payable au retraité n'eut été de son décès continue à être versée au conjoint ou au conjoint reconnu du retraité, selon le cas, ou, à défaut, aux enfants jusqu'à la date du dixième anniversaire de la retraite. Après cette date, on verse au conjoint une rente égale à 60 % ou, à défaut de conjoint, au conjoint reconnu une rente égale à 50 %, de celle qui aurait été payable au

retraité. Par contre, si le retraité décède sans conjoint ni conjoint reconnu, après le 10<sup>e</sup> anniversaire de la retraite, une rente égale à 60 % de celle qui aurait été payable au retraité est versée aux enfants. À défaut de conjoint, de conjoint reconnu et d'enfants à la date du décès du retraité, ou en cas de décès de ceux-ci avant le 10<sup>e</sup> anniversaire de la retraite, la valeur actuelle des montants de rente payables jusqu'au dixième anniversaire de la date de la retraite est payée aux ayants cause.

Pour tout participant qui prend sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2004 mais au plus tard le 31 décembre 2008 et pour tout participant visé qui prend sa retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'ajustement par équivalence actuarielle prévu au présent article est réduit de 50 %. Cette réduction ne s'applique pas à l'ancien participant qui prend sa retraite au cours de cette période.

b) S'il y a renonciation du conjoint à la prestation prévue en 6.3.2 ou s'il n'y a pas de conjoint et que, le cas échéant, le participant ou l'ancien participant opte pour une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, la rente annuelle calculée à l'article 4 et augmentée, le cas échéant, de la rente prévue en 5.2 c est ajustée par équivalence actuarielle avec la rente normale prévue en 6.3.1 afin d'octroyer une rente au retraité dont le paiement est garanti pendant 10 ans.

Dans un tel cas et nonobstant les dispositions contraires du régime, si le décès du retraité survient avant qu'il n'ait reçu sa rente pendant une période de 10 ans, la rente qui aurait été payable au retraité n'eut été de son décès continue à être versée au conjoint ou au conjoint reconnu du retraité, selon le cas, ou, à défaut, aux enfants, jusqu'à la date du dixième anniversaire de la retraite. Après cette date, une rente égale à 50 % de celle qui aurait été payable au retraité à la suite de l'application de la réduction prévue en 4.3 et de la cessation des rentes de raccordement prévues en 4.1 A, 4.6 et 4.7 est versée au conjoint ou au conjoint reconnu, selon le cas, ou, à défaut, aux enfants. Nonobstant ce qui précède, pour le participant visé ayant pris sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2009, suite au 10<sup>e</sup> anniversaire de la retraite, on verse au conjoint ou au conjoint reconnu, selon le cas, ou, à défaut, aux enfants 50 % de la rente qui aurait été payable au retraité. À défaut de conjoint, de conjoint reconnu et d'enfants à la date du décès du retraité, ou en cas de décès de ceux-ci avant le 10<sup>e</sup> anniversaire de la retraite, la valeur actuelle des montants de rente payables jusqu'au dixième anniversaire de la date de la retraite est payée aux ayants cause.

Pour tout participant qui prend sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2004 mais au plus tard le 31 décembre 2008 et pour tout participant visé qui prend sa retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'ajustement par équivalence actuarielle

prévu au présent article est réduit de 50 %. Cette réduction ne s'applique pas à l'ancien participant qui prend sa retraite au cours de cette période.

### 14.3 Rente temporaire

a) Le participant, l'ancien participant ou le conjoint qui a acquis droit à une rente au titre du régime et qui est âgé d'au moins 55 ans peut choisir, avant que le service de la rente ne débute, de la remplacer, en totalité ou en partie, par une rente temporaire cessant au plus tard le dernier jour du mois qui suit celui au cours duquel il atteint l'âge de 65 ans.

Le montant annuel de cette rente temporaire, y compris, s'il y a lieu, les variations de ce montant jusqu'à l'âge de 65 ans, est fixé par le participant, l'ancien participant ou le conjoint. Chaque année où la rente est servie, ce montant ne peut dépasser 40 % du maximum des gains admissibles pour l'année où a débuté cette rente temporaire moins le montant de toute autre prestation temporaire payable cette année-là en vertu du régime.

b) Nonobstant ce qui est prévu en a ci-dessus, le participant, l'ancien participant ou le conjoint qui a acquis droit à une rente en vertu du régime et qui est âgé de moins de 55 ans peut choisir, avant que le service de la rente ne débute, de la remplacer par une rente dont le montant est modifié pour tenir compte d'un montant équivalent aux prestations déterminées en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse, de la Loi sur le régime de rentes du Québec et de la Loi sur le régime de pensions du Canada.

Le montant annuel de cette rente temporaire, augmenté du montant de toute autre prestation temporaire payable en vertu du régime, ne peut dépasser le moindre des montants suivants :

i. 40 % du maximum des gains admissibles pour l'année où a débuté cette rente temporaire moins le montant de toute autre prestation temporaire payable cette année-là en vertu du régime ;

ii. le montant qui résulterait de la conversion de la totalité de la rente prévue à l'article 4 en une rente temporaire cessant à 65 ans.

À compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel le retraité atteint l'âge de 55 ans, il a droit de remplacer la rente temporaire payable en vertu du présent alinéa par celle payable en vertu de a ci-dessus.

c) Le participant, l'ancien participant ou le conjoint qui choisit une rente temporaire prévue en a ou en b ci-dessus doit fournir au comité une déclaration écrite,

telle que prescrite par règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Le retraité qui, à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel il atteint l'âge de 55 ans, remplace la rente temporaire payable en vertu du paragraphe *b* par celle payable en vertu du paragraphe *a* doit également fournir cette déclaration.

Le montant de la rente résultant de l'option prévue en *a* et en *b* ci-dessus est établi par équivalence actuarielle avec la rente normale du régime.

## ARTICLE 15

### ADMINISTRATION DU RÉGIME

**15.1** L'administration du régime est confiée au comité; toutefois, Hydro-Québec est chargée, à titre de fiduciaire, de la gestion de la caisse de retraite.

#### 15.2 Caisse de retraite d'Hydro-Québec

*a)* La caisse de retraite est constituée :

i. des fonds provenant du régime de retraite d'Hydro-Québec, des cotisations salariales, patronales et d'équilibre ainsi que des revenus qui en découlent ;

ii. des fonds versés par suite d'une entente de participation au régime prévue à l'article 29 ;

et, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1999 :

iii. des fonds provenant du Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée ;

iv. des fonds provenant du Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée ;

v. des fonds provenant du Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay ;

vi. des fonds provenant du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent.

*b)* La caisse de retraite d'Hydro-Québec peut recevoir toute somme transférée d'un régime enregistré aux fins d'acquitter les obligations découlant de l'application des articles 10, 11 et 28.

*c)* Toutes les dépenses afférentes à l'administration du régime et à la gestion de la caisse sont imputées à la caisse de retraite.

*d)* Les rentes de retraite accordées par Montreal Light, Heat & Power Consolidated avant le 15 avril 1944 et par Hydro-Québec après cette date, en vertu de l'article 17 des règlements de Montreal Light, Heat & Power Consolidated et les rentes et prestations payables en vertu du règlement n<sup>o</sup> 12 d'Hydro-Québec, sont payées à même la caisse de retraite.

*e)* Le paiement des rentes et des prestations est porté au débit de la caisse de retraite.

#### 15.3 Comptabilité

Les primes, les cotisations, et les revenus qui en découlent, qui résultent de l'application des articles 38 et suivants du règlement n<sup>o</sup> 83, de la partie II, le cas échéant, des règlements antérieurs et du régime ainsi que le paiement des prestations afférentes et l'indexation desdites prestations font l'objet d'une comptabilité distincte.

Les fonds identifiés aux alinéas *iii* à *vi* de 15.2 *a* et les revenus qui en découlent, les dépenses définies à 15.2 *c* attribuables à l'administration et à la gestion de la partie III, le cas échéant, des règlements antérieurs ou du régime, ainsi que le paiement des prestations afférentes font également l'objet d'une comptabilité distincte.

#### 15.4 Gestion de la caisse de retraite

Hydro-Québec gère la caisse de retraite conformément aux dispositions de la Loi sur Hydro-Québec et des dispositions applicables de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite. Elle doit notamment :

*a)* préparer, dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier du régime, les états financiers du régime pour le dernier exercice terminé. Ces états financiers doivent être dressés selon les principes comptables généralement reconnus et vérifiés par les vérificateurs d'Hydro-Québec, désignés en vertu de la Loi sur Hydro-Québec. ;

*b)* élaborer une politique écrite de placement en tenant compte des caractéristiques du régime, de ses engagements financiers et des conditions déterminées par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et de tout règlement adopté conformément à cette loi ;

*c)* décider des placements à faire avec l'actif du régime et s'assurer qu'ils sont faits conformément à la politique de placement et aux lois applicables ;

*d)* autoriser le paiement des sommes requises aux fins d'acquitter les obligations découlant de l'application de l'article 28 ;

*e)* faire préparer, par l'actuaire, une évaluation actuarielle du régime aux dates exigées par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi;

*f)* transmettre à la Régie des rentes du Québec le rapport relatif à l'évaluation actuarielle prévue en *e* ci-dessus dans les délais prescrits par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi;

*g)* fournir au comité tous les renseignements que celui-ci juge nécessaires à la bonne administration du régime, notamment le rapport financier prévu en *a* ci-dessus et le rapport d'évaluation prévu en *f* ci-dessus.

### 15.5 Comité de retraite d'Hydro-Québec

*a)* Le comité est composé de treize membres ayant droit de vote dont sept représentants d'Hydro-Québec, un membre indépendant et cinq membres élus par les participants, les anciens participants et les retraités, soit trois parmi les employés syndiqués qui sont des participants, un parmi les employés non syndiqués qui sont des participants et un parmi les retraités et les anciens participants.

*b)* Les membres élus selon le paragraphe *a* sont choisis parmi les participants qui ne se trouvent pas en période d'absence temporaire non rémunérée au moment de la mise en candidature et parmi les retraités et les anciens participants; ils sont élus selon la procédure établie par le comité et la durée de leur mandat est de 3 ans sans excéder 4 ans.

*c)* Les représentants d'Hydro-Québec au comité et le membre indépendant sont nommés par Hydro-Québec. Le membre indépendant est celui qui se qualifie conformément aux dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

*d)* Lors de l'assemblée annuelle prévue en 15.6 *n*, les participants, les anciens participants, les retraités et les bénéficiaires peuvent choisir de désigner des membres additionnels à ceux déjà élus conformément à *a* et *b* ci-dessus. Dans un tel cas, les participants d'une part, les anciens participants, les retraités et les bénéficiaires d'autre part peuvent désigner chacun un membre additionnel ayant droit de vote et chacun un membre additionnel n'ayant pas droit de vote. La durée du mandat de ces membres est de 1 an.

*e)* Hydro-Québec désigne au comité un nombre additionnel de représentants ayant droit de vote correspondant au nombre de membres ayant droit de vote désignés

par les participants, les anciens participants, les retraités et les bénéficiaires selon *d* ci-dessus. La durée du mandat de ces membres est de 1 an.

*f)* Le comité élit son président et son vice-président parmi les membres ayant droit de vote et nommés par Hydro-Québec. Le comité désigne un secrétaire qui peut être choisi à l'extérieur du comité.

*g)* Abrogé.

*h)* Le membre dont le mandat est expiré demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit désigné de nouveau ou remplacé. Tout nouveau membre entre en fonction à la date de la première réunion suivant son élection ou sa nomination.

*i)* Sous réserve de *e* ci-dessus, les représentants d'Hydro-Québec au comité demeurent en fonction jusqu'à la nomination de leur successeur.

*j)* Advenant une vacance, les membres ayant droit de vote qui demeurent en fonction peuvent, s'ils forment quorum, exercer seuls les pouvoirs et les droits du comité jusqu'à la nomination ou l'élection d'un remplaçant.

*k)* Le président préside les réunions, veille à l'exécution des décisions du comité et signe les documents requérant sa signature. Le vice-président remplit les fonctions du président quand ce dernier est absent.

*l)* Le secrétaire dresse les procès-verbaux des réunions du comité et les consigne au registre. Il est chargé de la tenue des registres et des livres demandés par le comité.

*m)* Le quorum des réunions du comité est de sept membres votants lorsque le comité est composé de treize membres votants, de huit lorsque le comité est composé de quinze membres votants et de neuf lorsque le comité est composé de 17 membres votants et toute décision est prise à la majorité des membres votants qui sont présents. En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

*n)* À l'exception du membre indépendant, les membres du comité n'ont droit à aucun traitement.

### 15.6 Fonctions du comité

Sous réserve de ce qui est prévu en 15.1 et 15.4 quant au rôle de fiduciaire de la caisse de retraite exercé par Hydro-Québec, le comité a les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite, notamment:

a) présenter à la Régie des rentes du Québec la demande d'enregistrement du régime de retraite ou de ses modifications, accompagnée des informations et documents prévus par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi;

b) informer les participants, les anciens participants et les retraités lorsqu'il projette de demander l'enregistrement d'une modification au régime de retraite, conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et à tout règlement adopté conformément à cette loi;

c) veiller à l'application des dispositions du régime;

d) décider de l'interprétation à donner aux dispositions du régime en cas de doute;

e) autoriser le paiement des prestations par Hydro-Québec;

f) établir un règlement intérieur conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi;

g) tenir une réunion au moins une fois par mois;

h) Abrogé;

i) transmettre des recommandations à Hydro-Québec en vue d'améliorer l'administration du régime ou d'en accroître l'efficacité;

j) permettre à l'employé, au participant, à l'ancien participant, au retraité, au bénéficiaire ou à leur mandataire de consulter, durant les heures habituelles de travail, dans les 30 jours suivant la réception d'une demande écrite à cet effet, tout document prescrit par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi, aux conditions fixées par cette loi et ces règlements;

k) permettre à l'employé, au participant, à l'ancien participant, au retraité, au bénéficiaire ou à leur mandataire de consulter, durant les heures habituelles de travail, dans les 30 jours suivant la réception d'une demande écrite à cet effet, une disposition du régime telle qu'en vigueur à toute date comprise dans la période pendant laquelle la personne visée participait au régime;

l) les demandes de documents ou de consultation de documents peuvent être faites sans frais par une même personne une fois par période de 12 mois. Des frais sont perçus pour toute demande additionnelle par cette personne à l'intérieur de cette période;

m) transmettre au participant, dans les 90 jours du début de sa participation au régime ou de la date d'enregistrement du régime, un texte des dispositions pertinentes du régime, un exposé des droits et des devoirs du participant ainsi qu'un énoncé des principaux avantages que procure sa participation au régime. Advenant une modification du régime, le comité doit fournir ces documents à chaque participant, ancien participant ou retraité dans les 90 jours de la date d'enregistrement de la modification par la Régie des rentes du Québec;

n) convoquer par avis écrit chacun des participants, des anciens participants, des retraités, des bénéficiaires et l'employeur, dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier du régime ou dans le délai supplémentaire que peut accorder la Régie des rentes du Québec à une assemblée dont la procédure est adoptée par le comité, pour:

i. qu'ils prennent connaissance des modifications apportées au régime, des indications relatives aux situations de conflit d'intérêt signifiées par tout membre du comité et de la situation financière du régime;

ii. permettre aux participants, aux anciens participants, aux retraités et aux bénéficiaires de décider s'ils désignent ou non des membres du comité conformément à ce qui est prévu en 15.5 d et, le cas échéant, procéder à cette désignation;

iii. rendre compte de son administration;

o) transmettre à chaque participant, ancien participant, retraité et bénéficiaire, dans les neuf mois de la fin de chaque exercice financier, un document contenant un exposé sommaire des dispositions du régime qui ont été modifiées au cours du dernier exercice ainsi qu'une brève description des droits et obligations qui en découlent ainsi qu'un relevé contenant les renseignements prescrits par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi;

p) dans les 60 jours de la date à laquelle le comité est informé qu'une personne cesse d'être un participant, lui fournir ou fournir à toute autre personne qui a droit à un remboursement ou à une prestation un relevé contenant les renseignements prescrits par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et tout règlement adopté conformément à cette loi;

en outre, dans les 60 jours d'une demande écrite à cet effet, lui fournir sans frais ce relevé mis à jour suivant les données les plus récentes disponibles;



de plus, dans les 30 jours d'une demande écrite à cet effet, lui fournir sans frais les données qui ont servi à établir ce relevé ou sa mise à jour, notamment celles utilisées pour le calcul des droits;

g) transmettre à la Régie des rentes du Québec, dans les 6 mois de la fin de chaque exercice financier, une déclaration annuelle qui contient les renseignements prescrits par tout règlement adopté conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite;

r) reporté à 15.4 f);

s) le comité peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs, ou se faire représenter par un tiers pour un acte déterminé;

t) le comité doit, dans les 30 jours suivant l'entrée en fonction d'un membre ayant droit de vote, réexaminer les délégations de pouvoirs afin de déterminer celles qui doivent être maintenues ou révoquées.

### 15.7 Vacance

a) Une personne cesse d'être membre du comité advenant l'une ou l'autre des éventualités suivantes:

- i. son décès;
- ii. sa cessation de service;
- iii. son absence à plus de 6 réunions du comité au cours d'une année;
- iv. sa démission ou, dans le cas d'un représentant d'Hydro-Québec ou du membre indépendant, sa révocation;
- v. lorsqu'elle cesse d'appartenir au groupe qu'elle représente.

b) Tout membre du comité peut démissionner en donnant au comité un préavis écrit d'au moins 30 jours.

### 15.8 Remplacement

Si une vacance survient au sein du comité, elle est comblée comme suit:

a) dans le cas d'un représentant d'Hydro-Québec et du membre indépendant, le remplaçant est nommé par Hydro-Québec dans les 60 jours de la vacance;

b) dans le cas d'un représentant des employés syndiqués, des employés non syndiqués ou des retraités et des anciens participants, le remplaçant est le candidat défait qui a reçu le plus de voix à la plus récente élection tenue au sein du groupe concerné et il reste en fonction jusqu'à la fin du mandat de celui qu'il remplace;

c) dans le cas d'un membre ayant droit de vote désigné lors de l'assemblée annuelle, le comité doit désigner un participant, un ancien participant, un retraité ou un bénéficiaire pour remplir le mandat jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée annuelle.

## PARTIE II DISPOSITIONS COMPLÉMENTAIRES

### ARTICLE 16 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

**16.1** À moins que le contexte n'impose un sens différent, on entend par:

«rente acquise»: l'un ou l'autre des montants suivants:

a) le montant de la rente payable au titre des régimes supplémentaires en présumant qu'il est versé au bénéficiaire dès qu'il y est devenu admissible;

b) le montant de la rente payable selon les dispositions de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime en présumant qu'il est versé au bénéficiaire dès qu'il y est devenu admissible;

c) la somme des éléments suivants calculés en tenant compte des dispositions prévues en 4.2, 4.5 et 5.2 c):

i. le montant de la rente calculée selon les dispositions prévues en 4.1 a et 4.1 b;

ii. le montant de la rente calculée selon les dispositions prévues en 4.1 c, 4.1 d, 4.1 A, 4.6 et 4.7.

«rente totalisée»: le total des rentes acquises.

### 16.2 Abrogé.

### ARTICLE 17 COTISATIONS

Les cotisations nécessaires à la capitalisation entière et à l'indexation des prestations prévues aux articles 38 et suivants du règlement n<sup>o</sup> 83, à la partie II, le cas échéant, des règlements antérieurs et du régime sont à la charge exclusive de l'employeur.

Les cotisations nécessaires à la capitalisation et à l'indexation des retraites à la demande de l'employeur conformément à 5.3 a ii 1) sont à la charge exclusive de l'employeur. Cependant, dans ce cas, le passif actuariel relatif à chacune de ces mises à la retraite déterminé immédiatement avant la date de la retraite ainsi qu'une somme égale à ce passif sont transférés de la partie I du régime à la partie II du régime.

**ARTICLE 18****FORMULE DE GARANTIE DE LA RENTE****18.1 Admissibilité**

Sont réputés admissibles à la formule de garantie de la rente, à l'exclusion des bénéficiaires de rentes différées ou de rentes au conjoint ou aux enfants résultant de rentes différées :

*a)* le participant qui a été au service d'une filiale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, dont la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec est antérieure à cette date, et qui prend sa retraite après le 31 décembre 2008 en vertu du régime et qui compte au moins 10 années décomptées ou au moins 15 années décomptées dans le cas du participant qui prend sa retraite en vertu de 5.4;

*b)* le conjoint ou, à défaut, le conjoint reconnu de tout retraité admissible en vertu de *a* ou de 16.1 *a* du règlement n° 534 ou en 18.1 *a* du règlement n° 582, du règlement n° 653, du règlement n° 676, du règlement n° 679, du règlement n° 681, du règlement n° 699, du règlement n° 707 et décédé après le 31 décembre 2008;

*c)* le conjoint de tout participant qui a été au service d'une filiale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, dont la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec est antérieure à cette date, qui décède en service après le 31 décembre 2008 et qui compte, à son décès, au moins 10 années décomptées.

**18.2 Mode de calcul**

La formule de garantie de la rente a pour objet d'assurer :

*a)* au participant admissible, à la date de sa retraite, une rente au moins égale à 2,00 % du salaire moyen - 5 ans multiplié par le total des années de service continu auprès d'Hydro-Québec ou d'une filiale, à compter de la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec aux fins du régime. Toutefois, la rente au titre des années de service continu antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 est limitée à 80 % du salaire moyen - 5 ans.

Si le total des années de cotisation est inférieur à 5, le salaire moyen - 5 ans, aux fins du présent article, est calculé selon 1.41, en considérant, aux fins dudit article, les années validées comme années de cotisation et le traitement de base reçu durant ces années.

Si la rente totalisée, variant selon les échéances des rentes de raccordement définies en 4.6 et 4.7, est inférieure au montant calculé ci-dessus, le retraité reçoit la différence.

Si le conjoint admissible n'a pas renoncé à son droit à la rente à 60 % conformément aux dispositions, le cas échéant, des règlements antérieurs ou du régime ou si le participant admissible s'est prévalu de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans conformément aux dispositions, le cas échéant, des règlements antérieurs ou du régime, le montant visé au troisième alinéa ci-dessus est ajusté par équivalence actuarielle. Pour tout participant qui prend sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2004 mais au plus tard le 31 décembre 2008 et pour tout participant visé qui prend sa retraite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'ajustement par équivalence actuarielle prévu au présent article est réduit de 50 %. Cette réduction ne s'applique pas à l'ancien participant qui prend sa retraite au cours de cette période.

S'y ajoute, s'il y a lieu, un montant additionnel calculé par équivalence actuarielle pour tenir compte de la rente garantie pour la période déterminée au titre d'un régime supplémentaire, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime et de la rente résultant, le cas échéant, de l'application de l'article 20.

*b)* au conjoint admissible en vertu de 18.1 *b*, une rente égale au plus élevé des montants suivants :

i. 50 % du montant visé au premier alinéa de 18.2 *a* à la suite de la réduction prévue en 4.3;

et

ii. 50 % de la rente totalisée à la suite de la réduction prévue en 4.3 et de la cessation des rentes de raccordement prévues en 4.1 A, 4.6 et 4.7.

Nonobstant ce qui précède, pour le participant visé ayant pris sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2009, on verse au conjoint admissible 50 % de la rente qui aurait été payable au retraité.

Si la rente payable au conjoint admissible au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime avant l'application de la partie II du régime est inférieure au plus élevé des montants ci-dessus, il reçoit la différence.

Si le conjoint admissible n'a pas renoncé à son droit à la rente à 60 % conformément aux dispositions prévues aux règlements antérieurs ou au régime, il reçoit 60 % du montant visé au quatrième alinéa de 18.2 *a*.

Si le participant admissible s'est prévalu, au moment de la retraite, de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, conformément aux dispositions

prévues aux règlements antérieurs ou au régime, le conjoint admissible reçoit la rente qui aurait été payable au retraité conformément au quatrième alinéa de 18.2 *a*, n'eut été de son décès, jusqu'à la date du dixième anniversaire de la retraite. Après cette date, une rente égale à 50 % de celle qui aurait été payable au retraité à la suite de la réduction prévue en 4.3 et de la cessation des rentes de rattachement prévues en 4.1 A, 4.6 et 4.7 ou, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente égale à 60 % conformément à 6.3.2, une rente égale à 60 % ou égale à 50 % pour ce qui est du conjoint reconnu, de la rente qui aurait été payable au retraité, est versée au conjoint. Nonobstant ce qui précède, pour le participant visé ayant pris sa retraite après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 et dont le conjoint a renoncé à son droit à une rente égale à 60 % conformément à 6.3.2, après le 10<sup>e</sup> anniversaire de la retraite, on verse au conjoint admissible une rente égale à 50 % de la rente qui aurait été payable au retraité.

*c*) au conjoint admissible visé en 18.1 *c*, une rente égale au plus élevé des montants suivants :

i. 1) 50 % du montant visé au 1<sup>er</sup> alinéa de 18.2 *a*, au prorata du total des années de service continu comprises entre la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec aux fins du régime et le 31 décembre 1989 sur le total des années de service continu comprises entre ladite date d'entrée en service et la date du décès du participant admissible ; plus

2) la rente résultant du plus élevé des montants suivants :

*a*) la valeur actuelle du montant visé au premier alinéa de 18.2 *a* auquel le participant admissible avait droit avant son décès, au prorata du total des années de service continu comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et la date du décès du participant admissible sur le total des années de service continu comprises entre la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec aux fins du régime et la date de son décès ;

et

*b*) la valeur actuelle de la rente payable au conjoint. Cette rente est égale à 50 % du montant visé au premier alinéa de 18.2 *a*, au prorata du total des années de service continu comprises entre le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et la date du décès du participant sur le total des années de service continu comprises entre la date d'entrée en service reconnue par Hydro-Québec aux fins du régime et la date de son décès.

et

ii. 1) 50 % des rentes acquises prévues en 16.1 *a*, 16.1 *b* et 16.1 *c i* ; plus

2) la rente résultant du plus élevé des montants suivants :

*a*) la valeur actuelle de la rente payable au conjoint admissible. Cette rente est égale à 50 % de la rente créditée au participant admissible à la date de son décès selon les dispositions de 16.1 *c ii* ;

et

*b*) la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant admissible avait droit avant son décès au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989. À ce montant s'ajoute la valeur actuelle des rentes de rattachement définies en 4.6 et 4.7 auxquelles le participant avait droit avant son décès au titre des années décomptées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990.

Si la rente payable au conjoint admissible au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime avant l'application de la partie II du régime est inférieure au plus élevé des montants visés en *i* ou *ii* ci-dessus, le conjoint admissible reçoit la différence.

### 18.3 Modalités d'application

*a*) Si un conjoint admissible reçoit une allocation de séparation par suite du décès d'un employé admissible ayant été au service de la Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée, la formule de garantie de la rente ne s'applique qu'à l'expiration du nombre de semaines ayant servi de base au calcul de l'allocation.

Si l'allocation est inférieure au montant établi conformément au dernier alinéa de 18.2 *c*, la formule de garantie de la rente ne s'applique pas pendant le nombre d'années obtenu en divisant A par B ci-dessous :

A représentant le montant de l'allocation de séparation ;

B représentant le montant annuel du supplément résultant de la garantie de la rente.

*b*) Si la rente du conjoint admissible au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime et du régime avant l'application de la partie II du régime n'est supérieure au montant établi selon 18.2 *b i* ou 18.2 *c i* que pour une période déterminée, la formule de garantie de la rente s'applique à l'expiration de cette période. Dans le cas du conjoint admissible d'un retraité, le présent paragraphe ne s'applique que si le conjoint admissible a renoncé à son droit à la rente à 60 % et si le retraité ne s'est pas prévalu de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, conformément aux dispositions prévues en 14.2.

c) Si le conjoint admissible choisit de toucher en un seul versement la rente à laquelle il a droit au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, on considère qu'il reçoit ladite rente selon la période prévue au régime supplémentaire, à la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou à la partie III du régime, et la formule de garantie de la rente s'applique conformément à *b* ci-dessus. Dans le cas du conjoint admissible du retraité, le présent paragraphe ne s'applique que si le conjoint admissible a renoncé à son droit à la rente à 60 % et si le retraité ne s'est pas prévalu de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, conformément aux dispositions prévues en 14.2.

d) Si au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime un remboursement de cotisations est payable au conjoint admissible, la formule de garantie de la rente ne s'applique pas pendant le nombre d'années obtenu en divisant A par B ci-dessous :

A représentant le montant total du remboursement de cotisations ;

B représentant le montant annuel du supplément résultant de la garantie de la rente.

e) Pour l'application de 18.2 *b* et de 18.2 *c*, tout montant payable au décès du participant admissible ou du retraité au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime est réputé payé au conjoint admissible. Dans le cas du conjoint admissible du retraité, le présent paragraphe ne s'applique que si le conjoint admissible a renoncé à son droit à la rente à 60 % et si le retraité ne s'est pas prévalu de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans, conformément aux dispositions prévues en 14.2.

**18.4** Conjoint ou, à défaut, conjoint reconnu, d'un retraité au 31 décembre 1989

a) Au décès d'un retraité qui reçoit une rente le 31 décembre 1989, on verse à son conjoint admissible, jusqu'au décès de ce dernier, 50 % de la rente payable au retraité au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime et 50 % du supplément calculé au titre de 15.2 *a* et 15.4 *b i* du règlement n° 278, le tout diminué du montant de la rente versée au conjoint admissible ou au bénéficiaire au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime.

b) La rente calculée en *a* ci-dessus est sujette aux modalités d'application suivantes :

i. si un retraité ayant une rente garantie pour une période de temps déterminée au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime décède avant l'expiration de cette période, on verse au conjoint admissible l'écart positif entre 50 % de la somme des montants suivants :

1) le supplément au titre de la formule de garantie de la rente en vigueur au 31 décembre 1989 ; plus

2) la rente payable au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime lorsque ledit régime ou la partie III du régime ne prévoit pas le paiement d'une rente au conjoint ;

et la rente payable au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, jusqu'à l'expiration de ladite période. À l'expiration de cette période, on verse au conjoint admissible jusqu'à son décès la rente calculée en *a* ci-dessus.

ii. si le conjoint admissible choisit de toucher en un seul versement la rente à laquelle il a droit au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, on considère qu'il reçoit ladite rente et lui verse l'écart positif entre 50 % de la somme des montants suivants :

1) le supplément au titre de la formule de la garantie de la rente en vigueur au 31 décembre 1989 ; plus

2) la rente payable au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime lorsque ledit régime ou la partie III du régime ne prévoit pas le paiement d'une rente au conjoint ;

et la rente payable au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, jusqu'à l'expiration de la période prévue au régime supplémentaire, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime. À l'expiration de cette période, on verse au conjoint admissible jusqu'à son décès la rente calculée en *a* ci-dessus.

iii. pour l'application du présent article, tout montant payable au décès du retraité au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime est réputé payé au conjoint admissible.

## ARTICLE 19

### FORMULE DE GARANTIE DE LA RENTE - RETRAITE AJOURNÉE

**19.1** Les dispositions du présent article 19 s'appliquent au participant ou au conjoint ou, à défaut, au conjoint reconnu, admissible en vertu de 18.1.

**19.2** Si le participant admissible demeure au service de l'employeur après la date de la retraite normale, le supplément résultant de l'application de 18.2 *a* est déterminé à la date de la retraite normale et est ajourné jusqu'à la date de la retraite, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle ce participant atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, même si celui-ci demeure au service de l'employeur après cette date.

**19.3** Pendant la période d'ajournement, le participant admissible peut exiger le paiement du supplément, en tout ou en partie, mais seulement dans la mesure nécessaire pour compenser une réduction de salaire survenue au cours de cette période, y compris la diminution de salaire découlant au cours de ladite période du passage d'un horaire à temps plein à un horaire à temps partiel ou de la diminution d'un horaire à temps partiel et non compensée par l'application de 5.5 *b*. Ce participant ne peut faire cette demande plus d'une fois par période de 12 mois et ne peut recevoir, au cours d'une même année, la prestation prévue au présent paragraphe et le montant forfaitaire défini en 5.6.

**19.4** Le montant du supplément ajourné qui devient payable à la date de la retraite ou au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle le participant admissible atteint l'âge limite prévu par les législations applicables est égal à la somme des éléments suivants :

*a)* le supplément établi à la date de la retraite normale selon les dispositions prévues en 18.2 *a*; plus

*b)* la rente établie par équivalence actuarielle découlant d'un rajustement apporté en vue de compenser la diminution de la valeur des prestations entraînée par le report, durant la période d'ajournement, du supplément prévu en *a* ci-dessus, lequel est diminué, le cas échéant, des versements effectués selon 19.3.

L'équivalence actuarielle est déterminée selon les dispositions prévues en 5.5 *c* et *d*.

**19.5** Au décès du participant admissible après la date de la retraite normale mais avant le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, on verse au conjoint admissible, jusqu'au décès de ce dernier, le plus élevé des montants suivants :

*a)* i. le supplément déterminé en 18.2 *c* à la date de la retraite normale ; plus

ii. la rente établie par équivalence actuarielle découlant d'un rajustement apporté en vue de compenser la diminution de la valeur des prestations entraînée par le report, durant la période d'ajournement, du supplément prévu en *i* ci-dessus, lequel est diminué, le cas échéant, des versements effectués selon 19.3 ;

et

*b)* i. le supplément déterminé en 18.2 *b* à la date de la retraite normale ; plus

ii. la rente établie par équivalence actuarielle découlant d'un rajustement apporté en vue de compenser la diminution de la valeur des prestations entraînée par le report, durant la période d'ajournement, du supplément prévu en *i* ci-dessus, lequel est diminué, le cas échéant, des versements effectués selon 19.3.

**19.6** Au décès du retraité qui a pris sa retraite après la date de la retraite normale, ou qui décède en service après le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, on verse au conjoint admissible, jusqu'au décès de ce dernier, la somme des montants suivants :

*a)* le supplément déterminé en 18.2 *b* à la date de la retraite normale et révisé selon les dispositions prévues à l'article 13 ;

*b)* i. 60 %, ou 50 % dans le cas où le conjoint admissible a renoncé à son droit à la rente à 60 % selon les dispositions de l'un des règlements antérieurs ou du régime ou si le retraité n'avait pas de conjoint à la date de la retraite normale, de la rente prévue en 19.4 *b* et révisée selon les dispositions prévues à l'article 13. À défaut de conjoint au moment du décès, 50 % de la rente prévue en 19.4 *b* et révisée selon les dispositions prévues à l'article 13 est versé au conjoint reconnu ;

ii. dans le cas où le retraité s'est prévalu de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans conformément aux dispositions prévues en 14.2 du régime, le montant de la rente établie en 19.4 *b* qui aurait été payable au retraité et révisée selon les dispositions prévues à l'article 13, n'eut été du décès de ce dernier, jusqu'à la date du dixième anniversaire de la retraite et après cette

date, une rente égale à 50 % ou, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente égale à 60 % conformément à 6.3.2, une rente égale à 60 % de la rente qui aurait été payable au retraité. À défaut de conjoint au moment du décès, le montant de la rente établie en 19.4 *b* qui aurait été payable au retraité et révisée selon les dispositions prévues à l'article 13, n'eut été du décès de ce dernier, jusqu'à la date du dixième anniversaire de la retraite et après cette date, une rente égale à 50 % de la rente qui aurait été payable au retraité est versée au conjoint reconnu.

**19.7** Les dispositions de 18.3 s'appliquent mutatis mutandis à la rente servie au conjoint admissible conformément à 19.5 et 19.6.

## **ARTICLE 20** **RENTE MINIMALE**

### **20.1** Admissibilité

Sous réserve des dispositions prévues en 20.2, sont réputés admissibles aux majorations résultant de l'application de la rente minimale :

*a)* le retraité qui commence à toucher une rente après le 31 décembre 2008 ;

*b)* le conjoint ou, à défaut, le conjoint reconnu de tout retraité qui décède après le 31 décembre 2008 ;

*c)* le conjoint de tout participant qui décède après le 31 décembre 2008, alors que la somme des années de cotisation et des années validées de ce participant est supérieure ou égale à 10 années.

**20.2** Ne sont pas admissibles aux majorations résultant de l'application de la rente minimale :

*a)* le bénéficiaire d'une rente différée ou d'une rente au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants résultant d'une rente différée ;

*b)* le participant qui prend sa retraite et qui compte moins de 10 années décomptées ;

*b.1)* le conjoint ou, à défaut, le conjoint reconnu d'un participant qui a pris sa retraite alors qu'il comptait moins de 10 années décomptées ;

*c)* le participant qui prend sa retraite selon les dispositions prévues en 5.4 *b* ;

*d)* le conjoint ou, à défaut, le conjoint reconnu d'un participant qui a pris sa retraite selon les dispositions prévues en 5.4 *b*.

### **20.3** Mode de calcul

*a)* La rente totale servie au retraité admissible ou au conjoint admissible, au titre du régime, de l'un des règlements antérieurs et des régimes supplémentaires est majorée, le cas échéant, afin de leur assurer une rente annuelle minimale de 2 200 \$.

*b)* La majoration résultant de l'application du présent article est allouée au prorata des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990 et des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989 sur le total des années décomptées.

### **20.4** Modalités d'application

*a)* Si la rente de toute personne admissible en vertu de 20.1 n'est supérieure au montant de la rente minimale que pour une période déterminée, la rente minimale s'applique à l'expiration de cette période.

*b)* Le montant de la majoration est calculé en présumant que la rente acquise par un participant au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime lui est versée dès qu'il y est devenu admissible.

*c)* Pour l'application de la rente minimale au conjoint admissible, tout montant payable au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime est réputé payé au conjoint admissible.

*d)* Le montant de la majoration est calculé en ignorant tout droit cédé au conjoint conformément à l'article 8 de même que tout versement forfaitaire effectué conformément à 5.6.

**20.5** Dans le cas où le conjoint n'a pas renoncé à son droit à la rente à 60 % ou dans le cas où le retraité admissible s'est prévalu de son droit à une rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans conformément aux dispositions prévues en 14.2, la rente minimale prévue à 20.3 est ajustée par équivalence actuarielle conformément aux dispositions prévues au quatrième alinéa de 18.2 *a*.

## **ARTICLE 21** **DISPOSITIONS PARTICULIÈRES**

**21.1** Pour le calcul de la rente acquise et de la rente totalisée de même que pour le calcul des suppléments ou des majorations établis selon les formules de garantie de la rente et de la rente minimale, on ne tient pas compte :

a) des rentes achetées par les cotisations additionnelles ou volontaires du participant au titre d'un régime supplémentaire, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime;

b) de quelque option exercée par le bénéficiaire quant aux modalités de paiement;

c) des montants résultant de l'application de l'article 13;

d) de l'ajustement prévu en 4.4 du règlement n<sup>o</sup> 534 appliqué à la rente au titre du régime ou d'un régime supplémentaire afin d'octroyer au conjoint une rente à 60 %;

e) de la rente résultant des dispositions prévues en 4.5 du règlement n<sup>o</sup> 534, en 4.4 du règlement n<sup>o</sup> 582, du règlement n<sup>o</sup> 653, du règlement n<sup>o</sup> 676, du règlement n<sup>o</sup> 679, du règlement n<sup>o</sup> 681, du règlement n<sup>o</sup> 699, du règlement n<sup>o</sup> 707 ou du régime;

f) des options prévues à l'article 14 du règlement n<sup>o</sup> 582, du règlement n<sup>o</sup> 653, du règlement n<sup>o</sup> 676, du règlement n<sup>o</sup> 679, du règlement n<sup>o</sup> 681, du règlement n<sup>o</sup> 699, du règlement n<sup>o</sup> 707 ou du régime.

**21.2** Si le retraité décède sans conjoint ni conjoint reconnu, ou si le conjoint survivant ou le conjoint reconnu survivant décède après cette date, la rente payable au conjoint prévue à la partie II du régime est servie aux enfants.

**21.3** Si le participant décède sans conjoint :

a) la rente payable au conjoint en vertu de la partie II du régime, au titre des années décomptées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1990, est servie aux enfants;

b) la valeur actuelle de la rente à laquelle le participant avait droit avant son décès en vertu de la partie II du régime, au titre des années décomptées postérieures au 31 décembre 1989, est versée aux ayants cause.

**21.4** Au décès d'un retraité qui a pris sa retraite avant le 1<sup>er</sup> janvier 1990 et qui reçoit une rente au titre des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, des articles 38 et suivants du règlement n<sup>o</sup> 83, de la partie II du règlement n<sup>o</sup> 278, on ajoute à la rente de son conjoint ou, à défaut, de son conjoint reconnu 50 % du montant de l'indexation dont bénéficie le retraité pour ces dites rentes à la date de son décès.

Au décès d'un retraité qui a pris sa retraite après le 31 décembre 1989 mais avant le 1<sup>er</sup> janvier 2001, ou au

décès d'un retraité qui prend sa retraite après le 31 décembre 2000 et qui ne s'est pas prévalu de l'option de rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans conformément aux dispositions prévues en 14.2 du régime, et qui reçoit une rente au titre de la partie II, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie II du régime, on ajoute à la rente de son conjoint 60 % ou, à défaut de conjoint, à son conjoint reconnu 50 % du montant de l'indexation dont bénéficie le retraité à la date de son décès pour cette rente. Dans le cas où le conjoint a renoncé à son droit à la rente à 60 %, on ajoute à la rente de ce conjoint ou, à défaut, du conjoint reconnu 50 % du montant de l'indexation dont bénéficie le retraité au titre de la rente des régimes supplémentaires, de la partie III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie III du régime, et de la partie II, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie II du régime.

Au décès d'un retraité qui prend sa retraite après le 31 décembre 2000, qui s'est prévalu de l'option de rente dont le paiement est garanti pendant 10 ans conformément aux dispositions prévues en 14.2 du régime et qui reçoit une rente au titre de la partie II, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs ou de la partie II du régime, on ajoute à la rente de son conjoint ou, à défaut, de son conjoint reconnu l'indexation qui aurait été payable au retraité, n'eut été de son décès, jusqu'à la date du dixième anniversaire de la retraite, le cas échéant. Après cette date, on ajoute à la rente de ce conjoint 60 % ou, à défaut de conjoint, à ce conjoint reconnu 50 % du montant de l'indexation dont aurait bénéficié le retraité à cette même date pour cette rente n'eut été de son décès. Dans le cas où le conjoint a renoncé à son droit à la rente à 60 %, on ajoute à la rente de ce conjoint ou, à défaut, de ce conjoint reconnu 50 % du montant de l'indexation dont aurait bénéficié le retraité à cette même date au titre de la rente des régimes supplémentaires, des parties II et III, le cas échéant, de l'un des règlements antérieurs et des parties II et III du régime, n'eut été de son décès.

**21.5** Les prestations de la présente partie sont assujetties à la Loi de l'impôt sur le revenu et à tout règlement adopté conformément à cette loi.

**21.6** Lorsqu'un participant auquel il est fait référence à 18.1 a ou à 19.2 se prévaut du droit de transfert prévu à 7.9, la valeur actuelle de la formule de garantie de la rente prévue en 18.2 a ou en 19.2 s'ajoute au montant transférable.

**PARTIE III**  
**DISPOSITIONS RELATIVES AUX**  
**RÉGIMES FUSIONNÉS DES FILIALES**

**ARTICLE 22**  
**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE**  
**LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DU SUD**  
**DU CANADA LTÉE**

**22.1** Les dispositions de l'article 22 sont introduites au Régime de retraite d'Hydro-Québec suite à la fusion du Régime de retraite des employés de la Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée avec le Régime de retraite d'Hydro-Québec. Ces dispositions correspondent à celles du Régime de retraite des employés de la Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée avec les adaptations nécessaires. Sous réserve des législations applicables, les prestations auxquelles a droit un employé ayant quitté l'employeur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 sont établies conformément aux dispositions du Plan de retraite pour les employés de la Southern Canada Power Company Limited, ou du Régime de retraite des employés de la Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée, selon le cas. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux prestations résultant de la participation au Régime de retraite des employés de la Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée.

**22.2** Définitions

Aux fins de l'article 22, on entend par :

«âge de la retraite normale» : soixante-cinq (65) ans pour les hommes et soixante (60) ans pour les femmes ;

«compagnie» : la Compagnie d'électricité du sud du Canada Ltée et sa filiale, Compagnie de chemins de fer et d'électricité de Sherbrooke Ltée, ses successeurs ou ayants droit ;

«date de participation» : la date convenue par l'entente entre la compagnie et Hydro-Québec à compter de laquelle les employés de la compagnie participent au Régime de retraite d'Hydro-Québec, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ;

«employé» : un employé permanent de la compagnie qu'il soit de l'un ou l'autre sexe. Tout employé en service au 31 décembre 1965 et qui participe au Régime de retraite d'Hydro-Québec à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 ne cesse pas d'être considéré comme employé au sens de l'article 22 même s'il devient un employé d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales.

«retraité» : une personne, à l'exclusion d'un conjoint, d'un bénéficiaire ou d'un ayant cause, qui reçoit des prestations au titre du Plan de retraite pour les employés

de la Southern Canada Power Company Limited ou du Régime de retraite des employés de la Compagnie d'électricité du Sud du Canada Ltée ou des dispositions de l'article 22.

**22.3** Dispositions spéciales

À compter de la date de participation, les employés de la compagnie en service actif à cette date ont cessé d'accumuler des crédits de pension en vertu du Plan de retraite pour les employés de Southern Canada Power Company Limited et du Régime de retraite des employés de la Compagnie d'électricité du Sud du Canada Ltée.

Les employés de la compagnie en service à la date de participation conservent tous leurs crédits de rente à l'égard de leur service ou participation avant cette date. Ces crédits leur seront versés selon les dispositions de l'article 22.

Lorsqu'il est fait mention à l'article 22 de la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé pendant ses 10 dernières années de service, il faut entendre, pour les employés en service à la date de participation, la moyenne de leur rémunération mensuelle totale pour leur 10 dernières années de service, que ces années aient été passées auprès de la compagnie ou auprès d'Hydro-Québec.

Aux fins de l'article 22, les années de service après la date de participation accomplies par les employés comme employés permanents ou réguliers auprès d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales comptent comme des années de service auprès de la compagnie pour déterminer le droit de ces employés à une pension, mais non pour déterminer le montant de la pension ; dans ce dernier cas, seules les années de service auprès de la compagnie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966 sont comptées.

**22.4** Prestations

a) Retraite normale

Les employés qui ont atteint l'âge de la retraite normale et qui ont été continuellement à l'emploi de la compagnie durant 10 années ou plus ont droit, à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant celui au cours duquel ils ont atteint l'âge de la retraite normale, à une pension mensuelle de 1 % pour chaque année de service auprès de la compagnie, calculée sur la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé durant ses 10 dernières années de service, sous réserve d'un minimum de 50 \$ par mois ou de 50 % de la moyenne de cette rémunération mensuelle, le moindre des deux entrant en vigueur.



Il est tenu compte, dans la détermination de tout montant additionnel requis pour porter la pension au minimum de 50 \$ par mois, du montant de rente versé selon les dispositions des parties I et II du régime, à l'exclusion, toutefois, de tout montant additionnel payable en vertu des dispositions se rapportant au minimum des rentes ou demi-rentes.

*b) Retraite anticipée à la demande de l'employé*

Un employé qui atteint l'âge de 55 ans et qui a été continuellement à l'emploi de la compagnie durant 15 années ou plus, peut, à sa discrétion, prendre sa retraite à n'importe quel moment avant d'atteindre l'âge de la retraite normale. Dans ce cas, la pension mensuelle de retraite, payable à compter du premier jour du mois suivant le mois de son départ à la retraite, est de 1 % pour chaque année de service, calculée sur la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé durant ses 10 dernières années de service, multipliée par un facteur déterminé selon la table suivante :

Âge à l'échéance du premier versement mensuel	Facteur	
	Hommes	Femmes
55	0,60	0,80
56	0,64	0,84
57	0,68	0,88
58	0,72	0,92
59	0,76	0,96
60	0,80	1,00
61	0,84	
62	0,88	
63	0,92	
64	0,96	
65	1,00	

L'âge est calculé en mois entiers et, au besoin, le facteur applicable est déterminé par interpolation en ligne droite. Toutefois, dans de tels cas, la pension mensuelle minimale prévue en *a* ne s'applique pas.

*c) Retraite anticipée à la demande de l'employeur*

Un employé qui a atteint l'âge de 55 ans et qui a été continuellement à l'emploi de la compagnie durant 15 années ou plus peut être mis à la retraite par l'employeur avant d'avoir atteint l'âge de la retraite normale. Dans ce cas, la pension mensuelle de retraite payable à compter du premier jour du mois suivant le mois de son départ à la retraite est de 1 % pour chaque année de service, calculée sur la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé durant ses 10 dernières années de service, multipliée par un facteur déterminé selon la table suivante :

Âge à l'échéance du premier versement mensuel	Facteur	
	Hommes	Femmes
55	0,80	0,90
56	0,82	0,92
57	0,84	0,94
58	0,86	0,96
59	0,88	0,98
60	0,90	1,00
61	0,92	
62	0,94	
63	0,96	
64	0,98	
65	1,00	

L'âge est calculé en mois entiers et, au besoin, le facteur applicable est déterminé par interpolation en ligne droite. Toutefois, dans de tels cas, la pension mensuelle minimale prévue en *a* ne s'applique pas.

*d) Prestations en cas d'invalidité*

Tout employé qui a été continuellement à l'emploi de la compagnie durant 10 années ou plus et qui, pour cause d'infirmité physique ou mentale, est devenu incapable de s'acquitter de ses fonctions ordinaires a droit (mais seulement pendant la période où une infirmité physique ou mentale l'empêche de reprendre activement son service dans la compagnie à une pension de retraite de 1 % pour chaque année de service, calculée sur la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé durant ses 10 dernières années de service. Toutefois, dans de tels cas, la pension mensuelle minimale prévue en *a* ne s'applique pas.

e) Prestations au décès

Advenant le décès d'un employé de sexe masculin qui recevait une pension conformément à *a* ci-dessus, une pension mensuelle égale à la moitié de la pension mensuelle payable à cet employé est versée à sa veuve sa vie durant. Cependant, cette pension n'est pas payée aux veuves des employés retraités avant le 23 septembre 1955.

Advenant le décès d'un employé de sexe masculin qui recevait ou qui avait droit aux prestations conformément à *b* ci-dessus, une pension mensuelle égale à la moitié de la pension mensuelle payable à cet employé s'il était à sa retraite ou à la moitié de la pension à laquelle il aurait eu droit s'il avait pris sa retraite à la date précédant immédiatement celle de son décès, suivant les dispositions de *b* ci-dessus, est versée à sa veuve sa vie durant. Cette demi-pension ne s'applique qu'aux veuves des employés qui deviennent admissibles à une pension en vertu de *b*, le ou après le 1<sup>er</sup> décembre 1962.

Advenant le décès d'un employé de sexe masculin qui recevait une pension conformément à *c* ci-dessus, une pension mensuelle égale à la moitié de la pension mensuelle payable à cet employé aux termes de ce paragraphe est versée à sa veuve sa vie durant. Cette demi-pension ne s'applique qu'aux veuves des employés retraités en vertu de *c* ci-dessus, le ou après le 1<sup>er</sup> décembre 1962.

Advenant le décès d'un employé de sexe masculin qui était en fonction dans la compagnie le 1<sup>er</sup> décembre 1962 et qui après cette date, alors qu'il était en fonction dans la compagnie, est devenu admissible à une pension conformément à *d* ci-dessus, une pension mensuelle égale au produit de *i* et de *ii* est versée à sa veuve sa vie durant.

- i. a pension mensuelle payable à cet employé retraité et
- ii. un facteur égal à:  $0,01 \times X - 0,15$

(*X* représentant l'âge de l'employé retraité calculé en années entières à la date où la compagnie a commencé à lui verser les prestations auxquelles il avait droit conformément à *d* ci-dessus).

## 22.5 Dispositions diverses

a) Sous réserve des stipulations de *f* ci-dessous, la date à laquelle commence la pension de retraite de tout employé est le premier jour du mois suivant celui durant lequel l'employé est parti à la retraite, ou toute autre

date que le comité pourrait déterminer. La date à laquelle commence la pension de retraite de toute veuve telle que prévue ci-dessus est le premier jour du mois suivant celui pendant lequel l'employé est décédé.

b) Sous réserve des stipulations de 22.4 *d*, les pensions de retraite accordées aux employés sont payées à compter de la date de retraite d'un employé jusqu'à sa mort.

c) La durée de service comprend les fractions d'année.

d) Les absences en congé ou congédiements temporaires pour cause de réduction de personnel ou congés pour service militaire ne sont pas considérés comme des interruptions dans la continuité du service.

e) Les anciens employés qui ont quitté le service le ou après le 1<sup>er</sup> décembre 1962 avec plus de 15 années de service continu et qui sont rengagés ne perdent que la période pendant laquelle ils n'étaient pas à l'emploi de la compagnie.

## f) Prestations en cas de cessation de service

Tout employé qui a atteint l'âge de 45 ans et compte 15 années complètes de service continu pour la compagnie et dont l'emploi prend fin le ou après le 1<sup>er</sup> décembre 1962, avant la date prévue de sa retraite, a droit à l'âge de la retraite normale à une pension mensuelle de 1 % pour chaque année de service, calculée sur la moyenne de sa rémunération mensuelle totale pendant ses 10 dernières années de service, et selon le nombre de ses années de service à la compagnie à la fin de cette période d'emploi. Toutefois, dans de tels cas, la pension mensuelle minimale prévue à 22.4 *a* ne s'applique pas. La pension de retraite prévue au présent paragraphe *f* n'est pas payable aux employés qui bénéficient déjà d'une pension de retraite conformément à 22.4 *d*.

**22.6** Le présent article s'ajoute aux dispositions précédentes de l'article 22, sans toutefois en réduire les droits.

## a) Retraite différée

A droit à une rente différée au moins égale à la pension mensuelle prévue à l'âge de la retraite normale l'employé qui satisfait aux conditions suivantes au moment où il quitte le service de l'employeur :

- i. avoir atteint l'âge de 45 ans, mais non l'âge de la retraite normale;

ii. avoir complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années.

*b) Retraite anticipée*

A droit à une rente anticipée celui qui a complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années et dont la période de travail continu s'est terminée dans les 10 années qui précèdent la date à laquelle il atteindra l'âge de la retraite normale. La rente anticipée est égale à celle obtenue par équivalence actuarielle avec la pension mensuelle payable à l'âge de la retraite normale.

*c) Retraite ajournée*

L'employé qui demeure au service de l'employeur après l'âge de la retraite normale peut prendre sa retraite à partir du premier jour de tout mois qui suit cet âge. La pension mensuelle de l'employé est alors ajournée jusqu'à la date de sa retraite, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, même s'il demeure au service de l'employeur. Le montant de la rente ajournée est déterminé sur base d'équivalence actuarielle à partir de la pension mensuelle payable à l'âge de la retraite normale et de la durée de l'ajournement.

Pendant la période d'ajournement, l'employé ne peut exiger le versement partiel ou total de sa pension mensuelle que dans la mesure nécessaire pour compenser une réduction de salaire survenue au cours de cette période. Il ne peut toutefois faire une telle demande plus d'une fois par période de 12 mois et ne peut recevoir, au cours d'une même année, la prestation prévue au présent paragraphe et le montant forfaitaire défini en 5.6.

Si l'employé décède durant la période d'ajournement, son conjoint a droit à une rente dont la valeur est égale à celle de la rente que le conjoint aurait pu recevoir si le service de la rente ajournée avait débuté le jour qui a précédé le décès.

*d) Rente au conjoint ou, à défaut, au conjoint reconnu*

Au décès d'un retraité qui a pris sa retraite après le 31 décembre 1989 ou d'un employé dont la période de service continu a cessé après cette date et qui est en attente d'une prestation payable en vertu de l'article 22, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente à 60 % au moment de la retraite au titre de la partie I du régime, le conjoint reçoit sa vie durant 60 % ou, à défaut, le conjoint reconnu reçoit sa vie durant 50 %, de la rente

que le retraité recevait ou aurait pu recevoir au moment de son décès, la rente payable au retraité étant établie par équivalence actuarielle avec la pension mensuelle qu'il aurait reçue n'eût été du droit accordé au conjoint par la présente.

Avant la date à laquelle débute le service de la rente du retraité, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la rente au conjoint prévue ci-dessus en avisant par écrit le comité. Cette renonciation peut être révoquée en avisant par écrit le comité dans le délai prévu ci-dessus.

*e) Paiement des prestations et transfert*

Les dispositions prévues en 7.9, 7.10, 7.11, 7.12, 7.13 et 7.14 ainsi qu'en 27.7 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 22, en faisant les adaptations nécessaires.

*f) Paiement de rente garanti pendant 10 ans*

Les dispositions prévues à l'article 14.2 du régime, à l'exception de la réduction de 50 % de l'ajustement par équivalence actuarielle, s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 22, en faisant les adaptations nécessaires.

*g) Abrogé.*

*h) Désignation de l'ancien conjoint à titre de bénéficiaire*

Les dispositions prévues en 6.2.5 *c*, en 6.2.5 *d* et en 6.3.3 *b* du régime s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 22, en faisant les adaptations nécessaires.

*i. Cession de droits entre conjoints et revalorisation des droits du retraité*

Les dispositions prévues à l'article 8 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 22, en faisant les adaptations nécessaires.

**ARTICLE 23**

**RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS  
DE LA COMPAGNIE D'ÉLECTRICITÉ DU  
NORD DU QUÉBEC LIMITÉE**

**23.1** Les dispositions de l'article 23 sont introduites au Régime de retraite d'Hydro-Québec suite à la fusion du Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée avec le Régime de retraite d'Hydro-Québec. Ces dispositions correspondent

à celles du Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée avec les adaptations nécessaires. Sous réserve des législations applicables, les prestations auxquelles a droit un employé ayant quitté l'employeur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 sont établies conformément aux dispositions du Plan de pension de retraite pour les employés de la Northern Quebec Power Company, Limited ou du Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée, selon le cas. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux prestations résultant de la participation au Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée.

### 23.2 Définitions

Aux fins de l'article 23, on entend par :

« âge de la retraite normale » : soixante-cinq (65) ans pour les hommes et soixante (60) ans pour les femmes ;

« compagnie » : La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée, ses successeurs ou ayants droit ;

« date de participation » : la date convenue par l'entente entre la compagnie et Hydro-Québec à compter de laquelle les employés de la compagnie participent au Régime de retraite d'Hydro-Québec, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ;

« employé » : un employé permanent de la compagnie qu'il soit de l'un ou l'autre sexe. Tout employé en service au 31 décembre 1965 et qui participe au Régime de retraite d'Hydro-Québec à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 ne cesse pas d'être considéré comme employé au sens de l'article 23, même s'il devient un employé d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales.

« retraité » : une personne, à l'exclusion d'un conjoint, d'un bénéficiaire ou d'un ayant cause, qui reçoit des prestations au titre du Plan de pension de retraite pour les employés de la Northern Québec Power Company, Limited ou du Régime de retraite de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée ou des dispositions de l'article 23.

### 23.3 Dispositions spéciales

À compter de la date de participation, les employés de la compagnie en service actif à cette date ont cessé d'accumuler des crédits de pension en vertu du Plan de retraite pour les employés de la Northern Québec Power Company, Limited ou du Régime de retraite des employés de La Compagnie d'électricité du Nord du Québec Limitée.

Les employés de la compagnie en service à la date de participation conservent tous leurs crédits de rentes à l'égard de leur service ou participation avant cette date. Ces crédits leur seront versés selon les dispositions de l'article 23.

Lorsqu'il est fait mention à l'article 23 de la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé pendant ses 10 dernières années de service, il faut entendre, pour les employés en service à la date de participation, la moyenne de leur rémunération mensuelle totale pour leurs 10 dernières années de service, que ces années aient été passées auprès de la compagnie ou auprès d'Hydro-Québec.

Aux fins de l'article 23, les années de service après la date de participation accomplies par les employés comme employés permanents ou réguliers auprès d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales comptent comme des années de service auprès de la compagnie pour déterminer le droit de ces employés à une pension, mais non pour déterminer le montant de la pension ; dans ce dernier cas, seules les années de service auprès de la compagnie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966 sont comptées.

### 23.4 Prestations

#### a) Retraite normale

Les employés qui ont atteint l'âge de la retraite normale et dont le terme d'emploi continu a été de 10 ans ou plus ont droit au service de la rente créditée.

#### b) Retraite en cas d'invalidité

Les employés dont le terme d'emploi continu a été de 10 ans ou plus et qui, pour cause d'infirmité physique ou mentale, ont été incapables de s'acquitter de leur travail ordinaire, mais seulement tant que ladite infirmité physique ou mentale empêche lesdits employés de reprendre le service actif avec l'employeur, ont droit au service de la rente créditée.

#### c) Rente créditée

Le montant de la pension mensuelle est de 1 % pour chaque année de service de la moyenne de la rémunération mensuelle totale de l'employé durant ses 10 dernières années de service auprès de la compagnie, mais sous réserve d'un minimum de 50 \$ par mois ou de 50 % de la moyenne de cette rémunération mensuelle, le moindre des deux entrant en vigueur.

Il est tenu compte, dans la détermination de tout montant additionnel requis pour porter la pension au minimum de 50 \$ par mois, du montant de rente versé selon les dispositions des parties I et II du régime à l'exclusion, toutefois, de tout montant additionnel payable en vertu des dispositions se rapportant au minimum des rentes ou demi-rentes.

*d) Prestation au décès*

Advenant le décès d'un employé du sexe masculin qui recevait une pension de retraite conformément à *a* ci-dessus, une pension égale à la moitié de la pension mensuelle payable à cet employé est versée à sa veuve sa vie durant. Cependant, cette pension n'est pas payée aux veuves des employés retraités avant le 1<sup>er</sup> janvier 1956.

**23.5** Dispositions diverses

*a)* La date à laquelle commence la pension de retraite de tout employé est le premier jour du mois suivant celui durant lequel il s'est retiré du service, ou toute autre date que le comité pourrait déterminer.

*b)* Les pensions de retraite accordées aux employés continuent de la date de retraite jusqu'à la mort du retraité.

*c)* La durée de service comprend les fractions d'année.

*d)* Les absences en congé, ou congédiements temporaires pour cause de réduction de personnel ou congés en service militaire ou autres raisons ne sont pas considérés comme des interruptions dans la continuité du service.

*e)* Les anciens employés ayant plus de 20 ans de service continu et qui sont rengagés ne perdent que la période pendant laquelle ils n'ont pas été à l'emploi de la compagnie.

*f)* Prestations en cas de cessation de service

Tout employé âgé de 50 ans ou plus, qui a achevé 20 ans de service continu avec la compagnie et dont l'emploi se termine avant la date de sa retraite, a le droit de recevoir, à l'âge de la retraite normale, une pension calculée sur le service accompli à la première des dates suivantes :

- i. date de terminaison de son emploi, ou
- ii. date de participation.

Cependant, dans de tels cas, la disposition relative à la pension de retraite minimum mensuelle prévue à 23.4 *c* ne s'applique pas.

**23.6** Le présent article s'ajoute aux dispositions précédentes de l'article 23, sans toutefois en réduire les droits.

*a)* Retraite différée

A droit à une rente différée au moins égale à la pension mensuelle prévue à l'âge de la retraite normale l'employé qui satisfait aux conditions suivantes au moment où il quitte le service de l'employeur :

- i. avoir atteint l'âge de 45 ans, mais non l'âge de la retraite normale ;
- ii. avoir complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années.

*b)* Retraite anticipée

A droit à une rente anticipée celui qui a complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années et dont la période de service continu s'est terminée dans les 10 années qui précèdent la date à laquelle il atteindra l'âge de la retraite normale. La rente anticipée est égale à celle obtenue par équivalence actuarielle avec la pension mensuelle payable à l'âge de la retraite normale.

*c)* Retraite ajournée

L'employé qui demeure au service de l'employeur après l'âge de la retraite normale peut prendre sa retraite à partir du premier jour de tout mois qui suit cet âge. La pension mensuelle de l'employé est alors ajournée jusqu'à la date de sa retraite, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, même s'il demeure au service de l'employeur. Le montant de la rente ajournée est déterminé sur base d'équivalence actuarielle à partir de la pension mensuelle payable à l'âge de la retraite normale et de la durée de l'ajournement.

Pendant la période d'ajournement, l'employé ne peut exiger le versement partiel ou total de sa pension mensuelle que dans la mesure nécessaire pour compenser une réduction de salaire survenue au cours de cette période. Il ne peut toutefois faire une telle demande plus d'une fois par période de 12 mois et ne peut recevoir, au cours d'une même année, la prestation prévue au présent paragraphe et le montant forfaitaire défini en 5.6.

Si l'employé décède durant la période d'ajournement, son conjoint a droit à une rente dont la valeur est égale à celle de la rente que le conjoint aurait pu recevoir si le service de la rente ajournée avait débuté le jour qui a précédé le décès.

d) Rente au conjoint ou, à défaut, au conjoint reconnu

Au décès d'un retraité qui a pris sa retraite après le 31 décembre 1989 ou d'un employé dont la période de service continu a cessé après cette date et qui est en attente d'une prestation payable en vertu de l'article 23, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente à 60 % au moment de la retraite au titre de la partie I du régime, le conjoint reçoit sa vie durant 60 % ou, à défaut, le conjoint reconnu reçoit sa vie durant 50 %, de la rente que le retraité recevait ou aurait pu recevoir au moment de son décès, la rente payable au retraité étant établie par équivalence actuarielle avec la pension mensuelle qu'il aurait reçue n'eût été du droit accordé au conjoint par la présente.

Avant la date à laquelle débute le service de la rente du retraité, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la rente au conjoint prévue ci-dessus en avisant par écrit le comité. Cette renonciation peut être révoquée en avisant par écrit le comité dans le délai prévu ci-dessus.

e) Paiement des prestations et transfert

Les dispositions prévues en 7.9, 7.10, 7.11, 7.12, 7.13 et 7.14 ainsi qu'en 27.7 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 23, en faisant les adaptations nécessaires.

f) Abrogé

g) Désignation de l'ancien conjoint à titre de bénéficiaire

Les dispositions prévues à l'article 6.3.3 b du régime s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 23, en faisant les adaptations nécessaires.

h) Cession de droits entre conjoints et revalorisation des droits du retraité

Les dispositions prévues à l'article 8 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 23, en faisant les adaptations nécessaires.

## **ARTICLE 24**

### **RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE ÉLECTRIQUE DU SAGUENAY**

**24.1** Les dispositions de l'article 24 sont introduites au Régime de retraite d'Hydro-Québec suite à la fusion du Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay avec le Régime de retraite d'Hydro-Québec. Ces dispositions correspondent à celles du Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay avec les adaptations nécessaires. Sous réserve des législations applicables, les prestations auxquelles a droit un employé ayant quitté l'employeur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 sont établies conformément aux dispositions du Supplément à la caisse de retraite et d'assurance-vie des employés de la Compagnie électrique du Saguenay ou du Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay, selon le cas. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux prestations résultant de la participation au Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay.

#### **24.2 Définitions**

Aux fins de l'article 24, on entend par :

« âge de la retraite normale » : soixante-cinq (65) ans pour les hommes et soixante (60) ans pour les femmes ;

« caisse de retraite et d'assurance-vie » : le plan ou les fonds accumulés au 1<sup>er</sup> janvier 1966 sous un ou plusieurs des contrats suivants :

- Contrat n<sup>o</sup> G.22 émis par le Ministère du travail du Canada, Division rentes sur l'État

- Police n<sup>o</sup> 8918 G. émise par Sun Life Assurance Company of Canada

- Police n<sup>o</sup> P.W. 10805 émise par The Standard Life Assurance Company ;

« compagnie » : la Compagnie électrique du Saguenay, ses successeurs ou ayants droit ;

« date de participation » : la date convenue par entente entre la compagnie et Hydro-Québec à compter de laquelle les employés de la compagnie participent au Régime de retraite d'Hydro-Québec, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ;

« employé » : toute personne au service de la compagnie. Toute personne en service au 31 décembre 1965 et qui participe au Régime de retraite d'Hydro-Québec à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1966 ne cesse pas d'être considérée comme employé au sens du Supplément à la caisse de retraite et d'assurance-vie des employés de la Compagnie électrique du Saguenay même si elle devient un employé d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales.

« retraité » : une personne, à l'exclusion d'un conjoint, d'un bénéficiaire ou d'un ayant cause qui reçoit des prestations au titre du Supplément à la caisse de retraite et d'assurance-vie des employés de la Compagnie électrique du Saguenay ou du Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay ou des dispositions de l'article 24.

### 24.3 Dispositions spéciales

À compter de la date de participation, les employés de la compagnie en service actif à cette date ont cessé d'accumuler des crédits de pension en vertu du Supplément à la caisse de retraite et d'assurance vie des employés de la Compagnie électrique du Saguenay ou du Régime de retraite des employés de la Compagnie électrique du Saguenay ou des dispositions de l'article 24.

Les employés en service à la date de participation conservent tous leurs crédits de rentes à l'égard de leur service ou participation avant cette date. Ces crédits leur seront versés selon les dispositions de l'article 24.

Aux fins de l'article 24, les années de service après la date de participation accomplies par les employés comme employés permanents ou réguliers auprès d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales comptent pour déterminer le droit de ces employés à une prestation de retraite mais non pour déterminer le montant de la prestation ; dans ce dernier cas, seules les années de service auprès de la compagnie avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966 sont comptées.

### 24.4 Prestations

#### a) Prestations de retraite

Les employés en service le 31 décembre 1965, qui participent après cette date au Régime de retraite d'Hydro-Québec, ont droit à une prestation de retraite égale à la différence entre le montant de rentes qui leur est acquis en vertu de la caisse de retraite et d'assurance-vie avant le choix de toute option, et le montant établi de la façon suivante si ce montant lui est supérieur :

1,5 % du salaire annuel moyen des 36 mois consécutifs au cours desquels les gains ont été les plus élevés, que ces mois de service aient été passés auprès de la compagnie, d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales, multiplié par le nombre d'années de service créditées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, jusqu'à concurrence toutefois de 50 % dudit salaire moyen. Cependant, de ce montant déduction est faite de la pension payable en vertu de la Loi fédérale sur la sécurité de la vieillesse au moment où l'employé prend sa retraite, cette pension gouvernementale étant réduite aux fins du calcul en proportion du nombre d'années de service créditées au 1<sup>er</sup> janvier 1966 par rapport à ce nombre augmenté des années de participation à compter de cette date.

#### b) Réduction pour retraite anticipée

Si l'employé prend sa retraite avant l'âge de la retraite normale, toute prestation de retraite à laquelle il a droit en fonction de 24.4 a doit être réduite par équivalence actuarielle de la même façon que les revenus de retraite qu'il pourrait avoir droit de recevoir en vertu de la caisse de retraite et de l'assurance vie.

#### c) Décès après la retraite

Advenant le décès d'un retraité avant que 60 versements mensuels de la prestation de retraite lui aient été payés, les versements complémentaires continuent d'être effectués à ses bénéficiaires désignés ou, à défaut, à ses ayants cause jusqu'à ce que 60 versements mensuels aient été reçus.

### 24.5 Dispositions diverses

Les dispositions, les définitions, les conditions et les privilèges prévus à la caisse de retraite et de l'assurance vie doivent s'appliquer également aux prestations prévues à l'article 24 à moins que, de façon évidente, ils soient inapplicables ou que les dispositions de l'article 24 soient contraires ou de nature différente. Dans tous les cas d'interprétation, la décision du comité est finale.

**24.6** Le présent article s'ajoute aux dispositions précédentes de l'article 24, sans toutefois en réduire les droits.

#### a) Retraite différée

A droit à une rente différée au moins égale à la prestation de retraite prévue à l'âge de la retraite normale l'employé qui satisfait aux conditions suivantes au moment où il quitte le service de l'employeur :

i. avoir atteint l'âge de 45 ans, mais non l'âge de la retraite normale ;

ii. avoir complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années.

*b) Retraite anticipée*

A droit à une rente anticipée celui qui a complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années et dont la période de service continu s'est terminée dans les 10 années qui précèdent la date à laquelle il atteindra l'âge de la retraite normale. La rente anticipée est égale à celle obtenue par équivalence actuarielle avec la prestation de retraite payable à l'âge de la retraite normale.

*c) Retraite ajournée*

L'employé qui demeure au service de l'employeur après l'âge de la retraite normale peut prendre sa retraite à partir du premier jour de tout mois qui suit cet âge. La prestation de retraite de l'employé est alors ajournée jusqu'à la date de sa retraite, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, même s'il demeure au service de l'employeur. Le montant de la rente ajournée est déterminé sur base d'équivalence actuarielle à partir de la prestation de retraite payable à l'âge de la retraite normale et de la durée de l'ajournement.

Pendant la période d'ajournement, l'employé ne peut exiger le versement partiel ou total de sa prestation de retraite que dans la mesure nécessaire pour compenser une réduction de salaire survenue au cours de cette période. Il ne peut toutefois faire une telle demande plus d'une fois par période de 12 mois et ne peut recevoir, au cours d'une même année, la prestation prévue au présent paragraphe et le montant forfaitaire défini en 5.6.

Si l'employé décède durant la période d'ajournement, son conjoint a droit à une rente dont la valeur est égale à celle de la rente que le conjoint aurait pu recevoir si le service de la rente ajournée avait débuté le jour qui a précédé le décès.

*d) Rente au conjoint ou, à défaut, au conjoint reconnu*

Au décès d'un retraité qui a pris sa retraite après le 31 décembre 1989 ou d'un employé dont la période de service continu a cessé après cette date et qui est en attente d'une prestation payable en vertu de l'article 24, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente à

60 % au moment de la retraite en vertu de la partie I du régime, le conjoint reçoit sa vie durant 60 % ou, à défaut, le conjoint reconnu reçoit sa vie durant 50 %, de la rente que le retraité recevait ou aurait pu recevoir au moment de son décès, la rente payable au retraité étant établie par équivalence actuarielle avec la prestation de retraite qu'il aurait reçue n'eût été du droit accordé au conjoint par la présente.

Avant la date à laquelle débute le service de la rente du retraité, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la rente au conjoint prévue ci-dessus en avisant par écrit le comité. Cette renonciation peut être révoquée en avisant par écrit le comité dans le délai prévu ci-dessus.

*e) Paiement des prestations et transfert*

Les dispositions prévues en 7.9, 7.10, 7.11, 7.12, 7.13 et 7.14 ainsi qu'en 27.7 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 24, en faisant les adaptations nécessaires.

*f) Abrogé*

*g) Désignation de l'ancien conjoint à titre de bénéficiaire*

Les dispositions prévues à l'article 6.3.3 *b* du régime s'appliquent également aux prestations prévues au présent article, en faisant les adaptations nécessaires.

*h) Cession de droits entre conjoints et revalorisation des droits du retraité*

Les dispositions prévues à l'article 8 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 24, en faisant les adaptations nécessaires.

## **ARTICLE 25**

### **RÉGIME DE RETRAITE DES EMPLOYÉS DE LA COMPAGNIE DE POUVOIR DU BAS ST-LAURENT**

**25.1** Les dispositions de l'article 25 sont introduites au Régime de retraite d'Hydro-Québec suite à la fusion du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent avec le Régime de retraite d'Hydro-Québec. Ces dispositions correspondent à celles du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent avec les adaptations nécessaires. Sous réserve des législations applicables, les prestations auxquelles a droit un employé ayant quitté l'employeur avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999 sont établies conformément aux dispositions de la Caisse de retraite



des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent ou du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent, selon le cas. Les dispositions du présent article s'appliquent uniquement aux prestations résultant de la participation au Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent.

### 25.2 Définitions

Aux fins de l'article 25, on entend par :

« compagnie » : La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent, ses successeurs ou ayants droit ;

« contribution » : Les sommes que chaque membre était tenu de verser au Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent avant la date de participation ;

« date de participation » : la date convenue par l'entente entre la compagnie et Hydro-Québec à compter de laquelle les employés au service régulier de la compagnie participent au Régime de retraite d'Hydro-Québec, soit le 1<sup>er</sup> janvier 1966 ;

« membre » : tout employé régulier de la compagnie qui a adhéré à la Caisse de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent et y a contribué régulièrement ;

« pensionné » : toute personne qui a été membre et qui reçoit une pension en vertu de la Caisse de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent ou du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent ou selon les dispositions de l'article 25.

« salaire » : toute rémunération régulière pour service à la compagnie et ne comprenant pas les rémunérations additionnelles ou bonis.

### 25.3 Dispositions spéciales

À compter de la date de participation, les employés de la compagnie en service actif à cette date ont cessé d'accumuler une pension en vertu de la Caisse de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent, du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent ou des dispositions de l'article 25.

Les membres en service à la date de participation conservent toutes leurs pensions à l'égard de leur rémunération et de leur service ou participation avant cette date. Ces pensions leur seront versées selon les dispositions de l'article 25.

Aux fins de l'article 25, les années de service après la date de participation accomplies par les membres comme employés permanents ou réguliers auprès d'Hydro-Québec ou d'une de ses filiales comptent seulement pour déterminer le droit de ces membres à une pension.

### 25.4 Prestations

#### a) Date de la retraite normale

La date de la retraite normale d'un membre de sexe masculin est le premier jour du mois qui suit son 65<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

La date de la retraite normale d'un membre de sexe féminin est le premier jour du mois qui suit son 60<sup>e</sup> anniversaire de naissance.

#### b) Pension annuelle à la date de la retraite normale

La pension annuelle d'un pensionné, à compter de la date de sa retraite normale ou subséquemment, est égale à 2 % de la somme du salaire qui a servi de base à ses contributions depuis son adhésion à la Caisse de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent jusqu'au versement de sa pension ou, pour les membres à la date de participation, jusqu'à cette date de participation.

#### c) Retraite prématurée

Tout membre peut prendre sa retraite au cours des 10 années qui précèdent la date de sa retraite normale. Advenant l'invalidité totale et permanente du membre, celui-ci peut prendre sa retraite en tout temps après 10 années de service. Dans l'un ou l'autre cas, il reçoit une pension immédiate réduite, basée sur l'équivalence actuarielle de la pension établie en vertu de *b* ci-dessus.

#### d) Décès après la retraite

Advenant le décès d'un pensionné avant que les versements de pension lui aient été payés durant une période de 5 années, et à défaut de son choix d'une forme facultative de pension conformément aux dispositions de 25.5 *c* ci-après, les versements complémentaires sont faits à ses bénéficiaires désignés ou, à défaut, à ses ayants cause.

e) Décès avant la retraite

Sous réserve de 25.5 a, les bénéficiaires désignés ou, à défaut, les ayants cause d'un membre qui décède avant la date de sa retraite reçoivent les contributions versées par lui plus les intérêts.

**25.5 Dispositions diverses**

a) Option de règlement

Le membre ou, après son décès, le bénéficiaire désigné s'il en est peut choisir de recevoir des versements échelonnés sur une période d'au plus 10 années au lieu d'un seul paiement conformément aux dispositions de 25.4 e.

b) Cessation d'emploi avant la retraite

Un membre qui laisse le service de l'employeur avant d'avoir droit à une pension en vertu des dispositions précédentes reçoit ses contributions avec intérêts. Cependant, si le membre compte au moins 10 années au service de l'employeur, il peut laisser ses contributions dans le Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent et recevoir, à compter de la date de sa retraite normale, la pension qui lui est acquise par ses contributions plus un pourcentage ou la totalité du solde de la pension qui lui est acquise en vertu de 25.4 b conformément au tableau suivant :

Années de service	Pourcentage (%)
10 ans mais moins de 11 ans	25,0
11 ans mais moins de 12 ans	32,5
12 ans mais moins de 13 ans	40,0
13 ans mais moins de 14 ans	47,5
14 ans mais moins de 15 ans	55,0
15 ans mais moins de 16 ans	62,5
16 ans mais moins de 17 ans	70,0
17 ans mais moins de 18 ans	77,5
18 ans mais moins de 19 ans	85,0
19 ans mais moins de 20 ans	92,5
20 ans et plus	100,0

Advenant le décès, avant la date de la retraite normale, d'une personne qui avait choisi de laisser ses contributions dans le Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent, ses bénéficiaires désignés, ou à défaut, ses ayants cause reçoivent le total de ses contributions avec intérêts.

c) Formes facultatives de pension

À condition qu'il prenne sa retraite à la date de sa retraite normale ou subséquemment, tout membre avant sa retraite a le loisir de choisir une forme de pension autre que la pension garantie 5 années, prévue à 25.4 d et, dans ce cas, les versements de pension sont modifiés d'après l'équivalence actuarielle de la pension établie suivant les dispositions précédentes. Le membre peut choisir l'une des formes facultatives suivantes :

Pension ordinaire : les versements de pension lui sont payés sa vie durant.

Pension pendant au moins 10 ans : les versements de pension lui sont payés sa vie durant et, si son décès survient avant qu'il n'ait reçu sa pension pendant une période de 10 ans, les versements complémentaires sont faits à ses bénéficiaires désignés ou, à défaut, à ses ayants cause.

Pension réversible au conjoint : les versements de pension sont payés au membre sa vie durant et, si son conjoint lui survit, les versements de pension sont continués au conjoint, la vie durant de ce dernier, en totalité ou en partie selon le choix du membre avant la date de sa retraite.

Ajustement pour tenir compte de la pension payable en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse : sa pension est modifiée afin que la somme des versements provenant du Régime de retraite des employés de La Compagnie de Pouvoir du Bas St-Laurent et de la pension de vieillesse du Gouvernement fédéral, en vigueur à la date de sa retraite, résulte en versements mensuels égaux sa vie durant.

**25.6** Le présent article s'ajoute aux dispositions précédentes de l'article 25, sans toutefois en réduire les droits.

a) Retraite normale

Nonobstant ce qui précède, à compter de la date de sa retraite normale, le membre a droit à une rente qui doit être au moins égale à celle résultant des contributions versées par le participant et accumulées avec intérêts.

*b) Retraite différée*

A droit à une rente différée au moins égale à la pension prévue à l'âge de la retraite normale le membre qui satisfait aux conditions suivantes au moment où il quitte le service de l'employeur :

- i. avoir atteint l'âge de 45 ans, mais non l'âge de la retraite normale ;
- ii. avoir complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années.

De plus, le montant de la rente différée doit être au moins égale à la rente résultant des contributions versées par le membre et accumulées avec intérêts.

*c) Retraite anticipée*

A droit à une rente anticipée celui qui a complété une période de service continu d'une durée minimale de 10 années et dont la période de service continu s'est terminée dans les 10 années qui précèdent la date à laquelle il atteindra l'âge de la retraite normale. La rente anticipée est égale à celle obtenue par équivalence actuarielle avec la pension payable à l'âge de la retraite normale.

*d) Retraite ajournée*

Le membre qui demeure au service de l'employeur après l'âge de la retraite normale peut prendre sa retraite à partir du premier jour de tout mois qui suit cet âge. La pension du membre est alors ajournée jusqu'à la date de sa retraite, mais au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, même s'il demeure au service de l'employeur. Le montant de la rente ajournée est déterminé sur base d'équivalence actuarielle à partir de la pension payable à l'âge de la retraite normale et de la durée de l'ajournement.

Pendant la période d'ajournement, le membre ne peut exiger le versement partiel ou total de sa pension que dans la mesure nécessaire pour compenser une réduction de salaire survenue au cours de cette période. Il ne peut toutefois faire une telle demande plus d'une fois par période de 12 mois et ne peut recevoir, au cours d'une même année, la prestation prévue au présent paragraphe et le montant forfaitaire défini en 5.6.

Si le membre décède durant la période d'ajournement, son conjoint a droit à une rente dont la valeur est égale à celle de la rente que le conjoint aurait pu recevoir si le service de la rente ajournée avait débuté le jour qui a précédé le décès. De plus, la valeur actuelle de la rente payable au conjoint doit être au moins égale à celle pourvue par les contributions versées par le membre et accumulées avec intérêts.

*e) Rente au conjoint ou, à défaut, au conjoint reconnu*

Au décès d'un pensionné qui a pris sa retraite après le 31 décembre 1989 ou d'un employé dont la période de service continu a cessé après cette date et qui est en attente d'une prestation payable en vertu de l'article 25, si le conjoint n'a pas renoncé à son droit à une rente à 60 % au moment de la retraite au titre de la partie I du régime, le conjoint reçoit sa vie durant 60 % ou, à défaut, le conjoint reconnu reçoit 50 %, de la rente que le pensionné recevait ou aurait pu recevoir au moment de son décès, la rente payable au pensionné étant établie par équivalence actuarielle avec la pension qu'il aurait reçue n'eût été du droit accordé au conjoint par la présente.

Avant la date à laquelle débute le service de la rente du pensionné, son conjoint, s'il en est, peut renoncer à la rente au conjoint prévue ci-dessus en avisant par écrit le comité. Cette renonciation peut être révoquée en avisant par écrit le comité dans le délai prévu ci-dessus.

*f) Paiement des prestations et transfert*

Les dispositions prévues en 7.9, 7.10, 7.11, 7.12, 7.13 et 7.14 ainsi qu'en 27.7 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 25, en faisant les adaptations nécessaires.

*g) Abrogé*

*h) Désignation de l'ancien conjoint à titre de bénéficiaire*

Les dispositions prévues à l'article 6.3.3 *b* du régime s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 25, en faisant les adaptations nécessaires.

- i. Cession de droits entre conjoints et revalorisation des droits du pensionné

Les dispositions prévues à l'article 8 s'appliquent également aux prestations prévues à l'article 25, en faisant les adaptations nécessaires.

## ARTICLE 26 COTISATIONS

L'employeur doit combler tout déficit actuariel de la partie III du régime par une ou plusieurs cotisations dont il détermine les modalités, conformément aux dispositions alors en vigueur de la Loi sur Hydro-Québec et de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

## PARTIE IV DISPOSITIONS DIVERSES

### ARTICLE 27 PAIEMENT DES PRESTATIONS

**27.1** La rente de retraite est payable à compter de la date de la retraite, mais au plus tard à compter du 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle le participant atteint l'âge limite prévu par les législations applicables. La rente au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants est payable à compter du 1<sup>er</sup> jour du mois suivant le décès du participant, du retraité ou du conjoint.

**27.2** La rente de retraite est payée par chèque, par mensualité et à terme échu. Elle court jusqu'au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant le décès du retraité ou du participant qui la reçoit, le solde de la mensualité échue étant versé à ses ayants cause.

**27.3** La rente au conjoint ou, à défaut, au conjoint reconnu est payée de la manière prévue en 27.2. Elle court jusqu'au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant le décès du conjoint ou du conjoint reconnu, le cas échéant, le solde de la mensualité échue étant versé à ses ayants cause.

**27.4** Si, conformément aux dispositions de l'article 6, une rente est payable aux enfants, le montant de cette rente est partagé également entre chacun d'eux et est payé de la manière prévue en 27.2. Elle court jusqu'au 1<sup>er</sup> jour du mois suivant la date à laquelle le dernier des enfants cesse d'y avoir droit. En cas de décès d'un enfant, le solde de la mensualité échue qui lui revient est versé à ses ayants cause.

**27.5** À sa retraite, ou au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge limite prévu par les législations applicables, le participant a droit à la rente prévue au régime et non à un remboursement de cotisations.

**27.6** Nonobstant les modalités prévues en 27.2, Hydro-Québec peut décider d'un mode de paiement différent.

**27.7** Nonobstant ce qui est prévu en 27.5 :

a) les dispositions prévues en 7.11 et 7.12 s'appliquent à la rente payable au retraité, avant que celle-ci ne commence à être servie;

b) les dispositions prévues en 7.13 s'appliquent également au retraité, qu'il ait ou non commencé à recevoir sa rente.

c) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le participant et l'ancien participant ont droit, avant qu'ils commencent à toucher leur rente, au transfert de la valeur actuelle de la rente, conformément aux dispositions prévues en 7.9.

**27.8** Lorsqu'un remboursement de cotisations ou, le cas échéant, d'une valeur de rente est effectué au titre du régime, le participant, l'ancien participant, le retraité ou, le cas échéant, son conjoint peut autoriser par écrit le transfert à son crédit de la totalité ou d'une partie des sommes qui lui sont dues par la caisse de retraite à tout régime enregistré, sauf s'il s'agit d'un remboursement prévu au dernier paragraphe de 13.6.

**27.9** La valeur actuelle de toute prestation à laquelle acquiert droit un participant ou bénéficiaire au titre du régime alors que le degré de solvabilité de celui-ci est inférieur à 100 % ne peut être acquittée en un versement unique qu'en proportion du degré de solvabilité du régime. Nonobstant ce qui précède, Hydro-Québec peut décider de verser à la caisse de retraite les montants requis par la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et ainsi permettre le versement de 100 % de la valeur actuelle de toute prestation à laquelle acquiert droit un participant ou un bénéficiaire au titre du régime. Les cotisations versées en vertu du présent article sont considérées comme étant des cotisations patronales perçues en trop au sens de l'article 3.4 A e.

Le présent article ne peut avoir pour effet d'empêcher le versement périodique d'une rente devenue payable.

**27.10** La valeur actuelle de toute prestation qui ne peut être acquittée aux termes de 27.9 est capitalisée et est payée selon les dispositions de la Loi sur les régimes complémentaires de retraite.

**27.11** a) Sauf dispositions contraires de toute loi applicable, sont incessibles et insaisissables :

i. toute cotisation versée ou qui doit être versée à la caisse de retraite d'Hydro-Québec, plus l'intérêt ;

ii. toute prestation versée ou toute somme remboursée ou transférée en vertu du régime;

iii. toute somme attribuée au conjoint du participant, de l'ancien participant ou du retraité à la suite d'un partage ou d'une cession de droits selon les dispositions prévues à l'article 8, plus l'intérêt.

De plus, le droit d'un participant, d'un ancien participant, d'un retraité ou d'un bénéficiaire ne peut ni être cédé, grevé, anticipé ou offert en garantie ni faire l'objet d'une renonciation.

b) Nonobstant ce qui est prévu en 27.11 *a ii* ci-dessus, lorsqu'une prestation ou un remboursement est payable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001 à un ancien participant, à un retraité, à un conjoint, à un conjoint reconnu ou à un bénéficiaire, le comité peut opérer compensation entre une dette encourue par ce dernier envers la caisse de retraite dans le cadre de l'administration courante du régime et une prestation ou un remboursement dus à cet ancien participant, ce retraité, ce conjoint, ce conjoint reconnu ou ce bénéficiaire jusqu'à concurrence du plus élevé des montants suivants :

- i. 25 % de la prestation ou du remboursement payable ;
- ii. 1/12 de la somme recouvrable sans excéder 50 % de la prestation ou du remboursement payable.

La compensation peut toutefois s'opérer jusqu'à 100 % de la prestation ou du remboursement payable si l'ancien participant, le retraité, le conjoint, le conjoint reconnu ou le bénéficiaire y consent par écrit.

Le comité peut en outre opérer compensation d'une dette envers la caisse d'un participant, d'un ancien participant ou d'un retraité décédé sur le montant total de la prestation de décès payable à ses ayants cause.

**27.12** Avant de toucher toute prestation prévue au titre du régime, le participant, l'ancien participant ou le bénéficiaire doit fournir une preuve d'âge et tout autre renseignement ou document que le comité juge nécessaire.

**27.13** Tout paiement au titre du régime est effectué en monnaie ayant cours légal au Canada.

**27.14** Nonobstant toute disposition à effet contraire, un participant, un ancien participant, un conjoint ou un conjoint reconnu qui a acquis droit à une rente peut, avant que ne débute le service de cette rente, la remplacer

partiellement ou totalement par un paiement en un seul versement, dans la mesure permise par les législations applicables, ou demander le transfert d'une partie ou de la totalité de la valeur de sa rente à un fonds de revenu viager, pour éviter le versement d'une rente dont le montant annuel est inférieur à 1,5 % du MGA ou dans la mesure permise par les législations applicables. Les droits résiduels qui résultent du versement de la prestation prévue au présent paragraphe sont établis conformément aux législations applicables.

## **ARTICLE 28** ENTENTE DE TRANSFERT

Hydro-Québec peut conclure une entente avec tout gouvernement, corporation, société ou autre organisme ayant un régime de retraite, afin de faciliter les mutations réciproques de leurs employés et de déterminer les conditions et modalités de ces mutations aux fins de la retraite.

Le participant qui, par suite de sa cessation de service, se prévaut des dispositions du présent article est inadmissible à toute prestation en cas de cessation de service. Si une telle prestation a été autorisée, elle est annulée. Si le participant a reçu un remboursement des cotisations versées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, il remet le montant remboursé plus l'intérêt, pour la période écoulée entre la date du remboursement et la date de l'exercice de l'option en vertu du présent article.

Ne peut cependant se prévaloir des dispositions du présent article le retraité ou le participant qui, à sa cessation de service, a reçu le remboursement de ses cotisations ou la valeur actuelle de sa rente différée selon les dispositions prévues en 7.9, 7.11, 7.12 et 7.13.

## **ARTICLE 29** ENTENTE DE PARTICIPATION AU RÉGIME

**29.1** Le régime s'applique également aux sociétés dont Hydro-Québec détient au moins 90 % des actions et avec lesquelles elle a conclu une entente de participation au régime, à compter de la date convenue entre Hydro-Québec et la société.

**29.2** L'entente de participation peut prévoir la remise à la caisse de retraite d'Hydro-Québec des fonds accumulés sous les régimes de retraite d'une filiale et le paiement par la caisse de retraite d'Hydro-Québec des rentes déjà accordées au titre de ces régimes.

### ARTICLE 30 CONSERVATION DE DROITS ACQUIS

Le présent règlement ne modifie en rien les droits des personnes qui reçoivent des rentes ou des rentes au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants au 1<sup>er</sup> janvier 2009, ni des anciens participants qui ont acquis avant cette date un droit à une rente différée par suite de leur cessation de service.

### ARTICLE 31 DISPOSITIONS SPÉCIALES

**31.1** Les dispositions du régime, concernant les participants qui ont été au service d'une filiale avant le 1<sup>er</sup> janvier 1966, s'appliquent à toute personne devenue un participant, par suite de l'acquisition par Hydro-Québec de toute installation de production ou de distribution d'électricité, conformément aux conditions qui sont établies au régime.

**31.2** Tout régime de rentes auquel le participant dont il est fait référence à 31.1 a participé pendant qu'il était au service d'une entreprise ou d'un organisme, dont Hydro-Québec a acquis la totalité ou une partie des installations de production ou de distribution d'électricité, est un régime supplémentaire aux fins du régime, à l'exception des régimes visés à l'article 15.2.

**31.3** Lorsque le participant auquel il est fait référence à 31.1 a droit à une rente différée au titre d'un contrat individuel de rente émis à la suite d'une terminaison totale ou partielle du régime supplémentaire auquel le participant a participé, ladite rente est réputée être une rente au titre d'un régime supplémentaire.

**31.4 a)** Lorsque le participant auquel il est fait référence à 31.1 reçoit avant sa retraite un remboursement de cotisations d'un régime supplémentaire auquel il a participé, les années validées correspondantes sont réputées être annulées, jusqu'au moment où ce participant atteint 10 années de cotisation.

La formule de garantie de la rente ne s'applique pas pendant le nombre d'années obtenu en divisant A par B ci-dessous :

A représentant le montant total du remboursement de cotisations ;

B représentant le montant annuel du supplément résultant de la garantie de la rente.

Si le participant décède avant l'expiration du nombre d'années obtenu en divisant A par B ci-dessus, la formule de garantie de la rente ne s'applique au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants qu'à l'expiration de cette période.

b) Lorsque le participant auquel il est fait référence à 31.1 a reçu avant sa retraite un montant représentant la valeur actuelle d'une partie de la rente différée, la formule de garantie de la rente ne s'applique pas pendant le nombre d'années obtenu en divisant A par B ci-dessous :

A représentant la valeur actuelle d'une partie de la rente différée ;

B représentant le montant annuel du supplément résultant de la garantie de la rente.

Si le participant décède avant l'expiration du nombre d'années obtenu en divisant A par B ci-dessus, la formule de garantie de la rente ne s'applique au conjoint, au conjoint reconnu ou aux enfants qu'à l'expiration de cette période.

Toutefois, les années validées demeurent entièrement créditées au participant.

Dans le cas où le participant reçoit la valeur actuelle de la totalité de la rente différée, l'article 31.3 s'applique.

**31.5** Pour l'application de la formule de garantie de la rente aux participants auxquels il est fait référence à 31.1, la date du 1<sup>er</sup> janvier 1966 partout où elle apparaît à l'article 18 est remplacée par la date à laquelle le participant est inscrit au registre de paie d'Hydro-Québec.

### ARTICLE 32 ENTRÉE EN VIGUEUR

**32.1** Le présent règlement entre en vigueur à la date de son approbation par le gouvernement du Québec, mais a effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**32.2** Le présent règlement remplace le règlement n° 707 d'Hydro-Québec.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

*La Secrétaire adjointe,*  
STELLA LENEY

51009

**A.M., 2008**

**Arrêté numéro AM 2008-017 du ministre de la Santé  
et des Services sociaux en date du 12 décembre 2008**

Loi sur les services de santé et les services sociaux  
(L.R.Q., c. S-4.2)

CONCERNANT l'entrée en vigueur du Règlement sur  
les traitements médicaux spécialisés dispensés dans  
un centre médical spécialisé

LE MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX,

VU l'arrêté numéro AM 2008-08 du 18 juin 2008,  
publié à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du  
9 juillet 2008, par lequel le ministre de la Santé et des  
Services sociaux a édicté le Règlement sur les traitements  
médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical  
spécialisé;

VU l'article 4 de ce règlement prévoyant qu'il entre  
en vigueur le cent quatre-vingtième jour qui suit la date  
de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*, soit  
le 5 janvier 2009;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de reporter l'entrée en  
vigueur de ce règlement;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Règlement sur les traitements médicaux spécialisés  
dispensés dans un centre médical spécialisé, édicté par  
l'arrêté numéro AM 2008-08 du 18 juin 2008, entre en  
vigueur le 30 septembre 2009.

Québec, le 12 décembre 2008

*Le ministre de la Santé et  
des Services sociaux,*  
YVES BOLDUC

51010





## Décrets administratifs

Gouvernement du Québec

### Décret 1125-2008, 10 décembre 2008

CONCERNANT le renouvellement du mandat de certains régisseurs de la Régie du logement

ATTENDU QUE le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 7.6 de la Loi sur la Régie du logement (L.R.Q., c. R-8.1) prévoit notamment que le mandat d'un régisseur de la Régie du logement est renouvelé pour cinq ans à moins que le régisseur ne demande qu'il en soit autrement et notifie sa décision au ministre au plus tard trois mois avant l'expiration de son mandat;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 7.6 de cette loi énonce qu'une dérogation à la durée du mandat ne peut valoir que pour une durée fixe de moins de cinq ans déterminée par l'acte de renouvellement et, hormis le cas où le régisseur en fait la demande pour des motifs sérieux, que lorsque des circonstances particulières indiquées dans l'acte de renouvellement l'exigent;

ATTENDU QUE l'article 7.7 de cette loi énonce que le renouvellement du mandat d'un régisseur est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement et qu'un tel règlement peut notamment fixer la composition des comités et le mode de nomination de leurs membres, lesquels ne doivent pas faire partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), ni la représenter;

ATTENDU QUE l'article 7.15 de la Loi sur la Régie du logement prévoit que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 300-98 du 18 mars 1998 modifié par le décret numéro 1159-2002 du 2 octobre 2002, en application de l'article 7.14 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des régisseurs de cette Régie;

ATTENDU QUE l'article 7.18 de cette loi prévoit que le fonctionnaire nommé régisseur de la Régie cesse d'être assujéti à la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) pour tout ce qui concerne sa fonction de régisseur et qu'il est, pour la durée de son mandat et dans le but d'accomplir les devoirs de sa fonction, en congé sans solde total;

ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées régisseurs à la Régie du logement et sur celle de renouvellement du mandat de ces régisseurs, édicté par le décret numéro 299-98 du 18 mars 1998 modifié par le décret numéro 1158-2002 du 2 octobre 2002, le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité composé de membres qui ne font pas partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique ni ne la représentent, dont il a désigné le président, pour examiner le renouvellement du mandat de certains régisseurs;

ATTENDU QUE ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé et à la ministre des Affaires municipales et des Régions;

ATTENDU QUE M<sup>e</sup> Hélène-F. Chicoyne, M<sup>e</sup> Pierre Gagnon et M<sup>e</sup> Gilles Joly ont demandé que leur mandat soit renouvelé pour une durée moindre que cinq ans;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de certains régisseurs de la Régie du logement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Affaires municipales et des Régions:

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Gilles Joly comme régisseur de la Régie du logement soit renouvelé du 3 mars 2009 au 17 avril 2012, au même salaire annuel;

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Pierre Gagnon comme régisseur de la Régie du logement soit renouvelé du 3 mars 2009 au 30 avril 2012, au même salaire annuel;

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Hélène-F. Chicoyne comme régisseuse de la Régie du logement soit renouvelé du 3 mars 2009 au 26 juin 2012, au même salaire annuel;

QUE le mandat des personnes suivantes comme régisseurs de la Régie du logement soit renouvelé pour cinq ans à compter du 3 mars 2009, au même salaire annuel:

M<sup>es</sup> – Carole Bertrand;  
– Gabrielle Choinière;  
– Jacques Cloutier;  
– Danielle Dumont;  
– Daniel Laflamme;  
– Rosario Nobile;

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Lyne Foucault comme régisseuse de la Régie du logement soit renouvelé pour cinq ans à compter du 5 avril 2009;

QUE le mandat de M<sup>e</sup> Jocelyne Gravel et de M<sup>e</sup> Anne Morin comme régisseuses de la Régie du logement soit renouvelé pour cinq ans à compter du 13 avril 2009;

QUE ces personnes continuent de bénéficier des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des régisseurs de la Régie du logement édicté par le décret numéro 300-98 du 18 mars 1998 modifié par le décret numéro 1159-2002 du 2 octobre 2002;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>e</sup> Pierre Gagnon soit à Hull;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>es</sup> Carole Bertrand, Danielle Dumont, Lyne Foucault et Gilles Joly, soit à Laval;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>es</sup> Gabrielle Choinière et Anne Morin soit à Longueuil;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>es</sup> Hélène-F. Chicoyne, Jocelyne Gravel, Daniel Laflamme et Rosario Nobile soit à Montréal;

QUE le lieu principal d'exercice des fonctions de M<sup>e</sup> Jacques Cloutier soit à Québec;

QUE pour la durée de son mandat, M<sup>e</sup> Lyne Foucault soit en congé sans solde total du ministère des Affaires municipales et des Régions, au classement d'attachée d'administration;

QUE pour la durée de son mandat, M<sup>e</sup> Anne Morin soit en congé sans solde total du ministère des Affaires municipales et des Régions, au classement d'avocate.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50987

Gouvernement du Québec

## **Décret 1126-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT la majoration du régime d'emprunts par l'émission et la vente de billets à terme à escompte du Québec sur le marché canadien de 3,5 milliards à 5 milliards de dollars

ATTENDU QUE, par le décret n<sup>o</sup> 1700-91 du 11 décembre 1991, tel que modifié par les décrets n<sup>o</sup> 678-92 du 6 mai 1992, n<sup>o</sup> 715-2002 du 12 juin 2002 et n<sup>o</sup> 767-2002 du 19 juin 2002, le gouvernement a autorisé un régime d'emprunts en vertu duquel le ministre des Finances est autorisé à emprunter par l'émission et la vente de billets à terme à escompte du Québec, dont la valeur nominale globale ne doit pas excéder 3 500 000 000 \$ en monnaie légale du Canada, et autorisé l'inscription en compte des billets auprès de la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée;

ATTENDU QU'il y a lieu d'augmenter la valeur nominale globale des emprunts émis en vertu de ce régime d'emprunts à 5 000 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances:

QUE le décret n<sup>o</sup> 1700-91 du 11 décembre 1991, tel que modifié par les décrets n<sup>o</sup> 678-92 du 6 mai 1992, n<sup>o</sup> 715-2002 du 12 juin 2002 et n<sup>o</sup> 767-2002 du 19 juin 2002, soit modifié de nouveau par le remplacement, dans le premier alinéa du dispositif, du nombre « 3 500 000 000 » par le nombre « 5 000 000 000 ».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50988

Gouvernement du Québec

## **Décret 1127-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT la majoration du régime d'emprunts par l'émission et la vente de bons du trésor du Québec sur le marché canadien de 3,8 milliards à 4,5 milliards de dollars

ATTENDU QUE, par le décret n<sup>o</sup> 307-92 du 4 mars 1992, tel que modifié par les décrets n<sup>o</sup> 1856-92 du 16 décembre 1992, n<sup>o</sup> 527-93 du 7 avril 1993, n<sup>o</sup> 714-2002 du 12 juin 2002 et n<sup>o</sup> 767-2002 du 19 juin 2002, le gouvernement a autorisé un régime d'emprunts en vertu duquel le ministre des Finances est autorisé à emprunter par l'émission et la vente de bons du trésor du Québec,

dont la valeur nominale globale ne doit pas excéder 3 800 000 000 \$ en monnaie légale du Canada, et autorisé l'inscription en compte des bons du trésor auprès de la Caisse canadienne de dépôt de valeurs limitée;

ATTENDU QU'il y a lieu d'augmenter la valeur nominale globale des emprunts émis en vertu de ce régime d'emprunts à 4 500 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE le décret n<sup>o</sup> 307-92 du 4 mars 1992, tel que modifié par les décrets n<sup>o</sup> 1856-92 du 16 décembre 1992, n<sup>o</sup> 527-93 du 7 avril 1993, n<sup>o</sup> 714-2002 du 12 juin 2002 et n<sup>o</sup> 767-2002 du 19 juin 2002, soit modifié de nouveau par le remplacement de l'article 5 du dispositif, par le suivant :

«5. QUE la valeur nominale en cours à quelque moment que ce soit des bons n'exécède pas 4 500 000 000 \$ ;».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50989

Gouvernement du Québec

## Décret 1128-2008, 10 décembre 2008

CONCERNANT un régime global d'emprunts aux fins d'autoriser Hydro-Québec à emprunter au plus 4 800 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies

ATTENDU QUE l'article 27 de la Loi sur Hydro-Québec (L.R.Q., c. H-5) prévoit que, avec l'autorisation du gouvernement, Hydro-Québec peut emprunter de l'argent et émettre des billets ou obligations portant intérêt au taux qu'elle fixe, payables à telle époque, à tel lieu et en telle manière qu'elle détermine, soit en monnaie courante du Canada soit en toute autre monnaie, au Canada ou hors du Canada;

ATTENDU QUE l'article 27.3 de cette loi prévoit entre autres que les autorisations prévues par l'article 27 ne sont toutefois pas requises si l'emprunt d'Hydro-Québec est effectué dans le cadre d'un régime d'emprunts autorisé par le gouvernement et dont il approuve le montant maximum, les principales caractéristiques et les limites applicables aux transactions visées par chaque régime d'emprunts et que la valeur nominale, les autres caractéristiques, les modalités et les conditions particulières de chacune de ces transactions sont établies par Hydro-Québec;

ATTENDU QUE l'article 28 de cette loi prévoit que le gouvernement peut, aux conditions qu'il fixe, garantir le paiement en capital et intérêts de tout emprunt effectué par Hydro-Québec en vertu de la loi et qu'il peut également garantir l'exécution de toute obligation d'Hydro-Québec pour le paiement de sommes d'argent;

ATTENDU QUE, le 14 novembre 2008, Hydro-Québec a édicté le règlement n<sup>o</sup> 735, dont copie est annexée à la recommandation ministérielle au soutien du présent décret, autorisant un régime global d'emprunts en vertu duquel Hydro-Québec pourra effectuer, d'ici le 31 décembre 2009, des emprunts, au Canada ou ailleurs, dont le produit net global ne devra pas excéder 2 100 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies à l'égard des besoins d'emprunt de l'exercice financier 2009 et 2 700 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies à l'égard des besoins d'emprunt de l'exercice financier 2010, par le placement public ou privé de titres d'emprunt ou, selon le cas, de titres d'emprunt et de droits d'achat de titres d'emprunt, par convention de prêt ou de toute autre manière jugée appropriée, ce règlement établissant aussi les caractéristiques et limites jugées nécessaires par Hydro-Québec quant aux emprunts conclus dans le cadre de ce régime d'emprunts;

ATTENDU QUE Hydro-Québec a demandé que son règlement soit approuvé, que le régime global d'emprunts auquel il pourvoit soit autorisé et que le paiement de toute somme qui pourrait être due à l'égard de tout emprunt effectué sous l'autorité de ce régime d'emprunts soit garanti par le Québec;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances :

QUE le règlement n<sup>o</sup> 735 d'Hydro-Québec édicté le 14 novembre 2008 autorisant un régime global d'emprunts, dont copie est annexée à la recommandation ministérielle au soutien du présent décret, soit approuvé et que le régime global d'emprunts auquel il pourvoit et en vertu duquel Hydro-Québec est autorisée à effectuer des emprunts au Canada ou ailleurs, par le placement public ou privé de titres d'emprunt ou, selon le cas, de titres d'emprunt et de droits d'achat de titres d'emprunt, par convention de prêt ou de toute autre manière jugée appropriée (les «emprunts»), soit autorisée conformément à ce qui suit :

a) Hydro-Québec est autorisée à effectuer, en vertu de ce régime d'emprunts, d'ici le 31 décembre 2009, des emprunts dont le produit net global, tel que prévu au règlement, ne devra pas excéder 2 100 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies à l'égard des besoins d'emprunt de l'exercice financier 2009, et 2 700 000 000 \$ en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies à l'égard des besoins d'emprunt de l'exercice financier 2010;

b) les principales caractéristiques et les limites applicables aux emprunts seront celles prévues au règlement et les modalités des emprunts seront déterminées de la façon qui y est prévue;

QUE le Québec garantisse inconditionnellement et irrévocablement le paiement du capital des emprunts, de l'intérêt sur ceux-ci et de toute autre somme pouvant être due à l'égard de ces emprunts selon les modalités de ceux-ci et que le Québec renonce à cet égard aux bénéfices de division et de discussion et à tout avis, protêt, mise en demeure ou action préalable;

QUE la garantie du Québec soit inscrite sur les titres d'emprunt émis dans le cadre de tout emprunt effectué par Hydro-Québec en vertu du régime d'emprunts précité et comporte la signature manuscrite, imprimée ou autrement reproduite de l'une des personnes mentionnées à l'alinéa suivant; le texte de la garantie sera de la teneur que déterminera son signataire, l'apposition de sa signature conformément à ce qui précède constituant la preuve concluante de cette détermination; une signature imprimée ou autrement reproduite aura le même effet qu'une signature manuscrite;

QUE la ministre des Finances ou toute personne autorisée, par l'Arrêté n<sup>o</sup> FIN-3 du 7 juillet 2003, tel que cet arrêté ministériel pourra être modifié ou remplacé de temps à autre, à conclure et à signer un emprunt au nom de la ministre des Finances, soit autorisée, pour et au nom du Québec, aux conditions, le cas échéant, prévues à cet arrêté ministériel, à faire toute chose et à signer tout document ou écrit non substantiellement incompatible avec les dispositions des présentes, qu'elle jugera nécessaire aux fins de ce régime global d'emprunts ou à la garantie de ces emprunts.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50990

Gouvernement du Québec

## **Décret 1130-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT la composition et le mandat de la délégation du Québec à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances qui se tiendra à Saskatoon (Saskatchewan) les 16 et 17 décembre 2008

ATTENDU QUE se tiendra à Saskatoon (Saskatchewan), les 16 et 17 décembre 2008, une rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances;

ATTENDU QUE l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prescrit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information:

QUE la ministre des Finances, madame Monique Jérôme-Forget, dirige la délégation québécoise à la rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances qui se tiendra à Saskatoon (Saskatchewan) les 16 et 17 décembre 2008;

QUE la délégation soit composée, outre la ministre des Finances, de:

— monsieur Philippe Dubuisson, directeur de cabinet, Cabinet de la ministre des Finances;

— monsieur Jean Houde, sous-ministre, ministère des Finances;

— monsieur Bernard Turgeon, sous-ministre associé, ministère des Finances;

— monsieur Patrick Déry, directeur général, ministère des Finances;

— madame Marie-Claude Lavallée, conseillère, Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes;

QUE le mandat de cette délégation soit d'exposer la position du Québec conformément à la décision du Conseil des ministres.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50991

Gouvernement du Québec

## Décret 1131-2008, 10 décembre 2008

CONCERNANT l'approbation de la Lettre d'intention entre l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario concernant la coordination et le partage de l'information visant Groupe TMX inc., TSX inc. et Bourse de Montréal inc.

ATTENDU QUE Groupe TSX inc. et Bourse de Montréal inc. ont regroupé leurs entreprises en date du 1<sup>er</sup> mai 2008 ;

ATTENDU QUE le 11 juin 2008 les actionnaires de Groupe TSX inc. ont approuvé le changement de nom de la société pour Groupe TMX inc. ;

ATTENDU QUE, à la suite de ce regroupement, l'Autorité des marchés financiers, par sa décision numéro 2008-PDG-0102 du 10 avril 2008, a autorisé Bourse de Montréal inc. à exercer une activité de bourse et l'a reconnue à titre d'organisme d'autoréglementation ;

ATTENDU QUE la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, par sa décision du 3 avril 2000, telle que modifiée par les ordonnances du 29 janvier 2002, du 3 septembre 2002, du 12 août 2005, du 10 août 2006 et du 1<sup>er</sup> juin 2008, a reconnu Groupe TMX inc. et TSX inc. à titre de bourse ;

ATTENDU QUE ces décisions prévoient notamment qu'aucune personne ou société et aucun groupement de personnes ou de sociétés, agissant conjointement ou de concert, ne peut devenir propriétaire ou exercer une emprise sur plus de dix pourcent de toute catégorie ou série d'actions avec droit de vote de Groupe TMX inc. sans l'approbation préalable de l'Autorité des marchés financiers et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario ;

ATTENDU QUE l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario souhaitent coordonner, dans la mesure du possible, le traitement d'une demande d'approbation d'une acquisition ou de l'exercice d'une emprise de plus de dix pourcent de toute catégorie ou série d'actions avec droit de vote de Groupe TMX inc. et partager de l'information visant cette société, TSX inc. et Bourse de Montréal inc. et, à cette fin, conclure la Lettre d'intention concernant la coordination et le partage de l'information visant Groupe TMX inc., TSX inc. et Bourse de Montréal inc. ;

ATTENDU QUE l'article 33 de la Loi sur l'Autorité des marchés financiers (L.R.Q., c. A-33.2), modifié par l'article 6 du chapitre 7 des lois de 2008, prévoit que l'Autorité peut, conformément à la loi, conclure une

entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation ;

ATTENDU QUE la Lettre d'intention entre l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario concernant la coordination et le partage de l'information visant Groupe TMX inc., TSX inc. et Bourse de Montréal inc. constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) ;

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi prévoit que, malgré toute autre disposition législative, les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Finances et du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE la Lettre d'intention entre l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario concernant la coordination et le partage de l'information visant Groupe TMX inc., TSX inc. et Bourse de Montréal inc., dont le texte sera substantiellement conforme au texte joint à la recommandation ministérielle du présent décret, soit approuvée.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50992

Gouvernement du Québec

## Décret 1132-2008, 10 décembre 2008

CONCERNANT une modification au régime d'emprunts institué par l'Agence métropolitaine de transport

ATTENDU QUE le décret numéro 1132-2006 du 12 décembre 2006 autorise l'Agence métropolitaine de transport à instituer un régime d'emprunts à court terme auprès d'institutions financières ou auprès de la ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de la ministre des Finances,

à titre de gestionnaire du Fonds de financement, jusqu'à concurrence d'un montant total en cours de 478 400 000 \$, et ce, jusqu'au 31 décembre 2008;

ATTENDU QUE l'Agence métropolitaine de transport désire proroger l'échéance de ce régime d'emprunts au 30 juin 2009;

ATTENDU QUE le conseil d'administration de l'Agence métropolitaine de transport a adopté le 3 novembre 2008 une résolution, laquelle est portée en annexe à la recommandation conjointe de la ministre des Finances et de la ministre des Transports, afin de demander au gouvernement d'autoriser la prorogation de l'échéance de ce régime d'emprunts;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser l'Agence métropolitaine de transport à modifier son régime d'emprunts afin d'en proroger l'échéance au 30 juin 2009;

ATTENDU QU'il y a lieu de modifier à cet effet le décret numéro 1132-2006 du 12 décembre 2006;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation conjointe de la ministre des Finances et de la ministre des Transports:

QUE le premier alinéa du dispositif du décret numéro 1132-2006 du 12 décembre 2006 soit modifié par le remplacement de la date du «31 décembre 2008» par celle du «30 juin 2009».

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50993

Gouvernement du Québec

## **Décret 1133-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT une demande de certains employés à l'effet de participer à un régime de retraite en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (L.R.Q., c. R-10), modifié par l'article 42 du chapitre 43 des lois de 2007, ce régime s'applique à un membre du personnel du lieutenant-gouverneur, d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale (L.R.Q., c. A-23.1) qui n'est pas assuré d'une intégration ou d'une réintégration dans une fonction visée par ce

régime ou par le régime de retraite du personnel d'encadrement si, à sa demande, le gouvernement adopte un décret à cet effet, sauf si ce membre peut se prévaloir de l'article 9.0.1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants (L.R.Q., c. R-11) ou de l'article 54 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (L.R.Q., c. R-12);

ATTENDU QUE, en vertu du deuxième alinéa de l'article 220 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, le décret pris en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 2 peut avoir effet au plus 12 mois avant son adoption;

ATTENDU QUE les employés dont le nom figure à l'annexe ci-jointe sont membres du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale ou l'ont été à un moment depuis la date de prise d'effet du présent décret;

ATTENDU QUE ces employés ne sont pas assurés d'une intégration ou d'une réintégration dans une fonction visée au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics ou par le régime de retraite du personnel d'encadrement;

ATTENDU QUE ces employés ne peuvent se prévaloir de l'article 9.0.1 de la Loi sur le régime de retraite des enseignants ou de l'article 54 de la Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires;

ATTENDU QUE ces employés ont demandé au gouvernement que le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics leur soit applicable;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à leur demande conformément au paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 2 de la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor:

QUE chacun des employés dont le nom apparaît à l'annexe ci-jointe soit autorisé, au cours de la période durant laquelle il est membre du personnel d'un ministre ou d'une personne visée à l'article 124.1 de la Loi sur l'Assemblée nationale et pour laquelle il a demandé d'y participer, à participer au régime de retraite établi par la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics;

QUE le présent décret entre en vigueur à la date de son adoption par le gouvernement mais qu'il prenne effet 12 mois avant cette date.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

---

## ANNEXE

Les employés dont le nom apparaît ci-dessous ont demandé au gouvernement de participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

### ASSEMBLÉE NATIONALE

Bourassa, Sylvain  
Chalifoux, Janick  
Giroux, Viviane  
Labonté, Maryse  
Lamontagne, Valérie  
Myles, Carole  
Pilon, Katrine  
Royer, Denise

### MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES

Tanguay, Christian

### MINISTÈRE DE LA FAMILLE ET DES AINÉS

Sansregret, Louise

### MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Zummo, Suzanne

### MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Bernier, Pauline  
Descoteaux, Gilles  
Lapointe, Guylaine  
Lemieux, Annie  
Rivard, Karine  
Simard, Johnny

### MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Bouclin, Lysiane

### MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE LA FAUNE

Pelletier, Béatrice  
Trudelle, Mathieu

### MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Audet, Marilyne  
Latulippe, Geneviève  
Paquet, Denis  
Veillette, Christian

### MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS

Paquet, Danielle

### MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, DE L'INNOVATION ET DE L'EXPORTATION

Takech, Alexandra

### MINISTÈRE DU TOURISME

Larochelle, Linda

50994

Gouvernement du Québec

## **Décret 1134-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT l'insaisissabilité d'œuvres d'art et de biens historiques provenant de l'extérieur du Québec

ATTENDU QUE l'article 553.1 du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25) permet au gouvernement de déclarer insaisissables, pour la période qu'il détermine, les œuvres d'art ou biens historiques qui proviennent de l'extérieur du Québec et y sont exposés publiquement ou sont destinés à l'être, dans la mesure où ces œuvres ou ces biens n'ont pas été à l'origine conçus, produits ou réalisés au Québec;

ATTENDU QUE le Musée national des beaux-arts du Québec présentera, du 5 février au 31 mai 2009, l'exposition « Ingres et les modernes »;

ATTENDU QUE les œuvres d'art et biens historiques, mentionnés à la liste ci-jointe et exposés publiquement au Québec dans le cadre de cette exposition, proviennent de l'extérieur du Québec et n'ont pas été à l'origine conçus, produits ou réalisés au Québec;

ATTENDU QU'il y a lieu de déclarer l'insaisissabilité des œuvres et biens mentionnés à la liste ci-jointe, de même que de toute autre œuvre d'art et tout bien historique qui pourront s'y ajouter dans le cadre de l'exposition « Ingres et les modernes », et ce, à compter de leur date d'arrivée, soit le ou vers le 10 janvier 2009 et jusqu'à leur date de départ, soit le ou vers le 15 juin 2009 ;

ATTENDU QUE, conformément au troisième alinéa de l'article 553.1 du Code de procédure civile, cette insaisissabilité n'empêche pas l'exécution de jugements rendus pour donner effet à des contrats de services relatifs au transport, à l'entreposage et à l'exposition de ces œuvres d'art et biens historiques et de toute œuvre d'art et tout bien historique qui pourront s'y ajouter dans le cadre de l'exposition « Ingres et les modernes » ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Justice :

QUE les œuvres d'art et biens historiques provenant de l'extérieur du Québec et n'ayant pas été à l'origine conçus, produits ou réalisés au Québec, dont la liste apparaît en annexe, et qui seront exposés du 5 février au 31 mai 2009, au Musée national des beaux-arts du Québec, dans le cadre de l'exposition « Ingres et les modernes », ainsi que toute autre œuvre d'art et tout bien historique qui pourront s'y ajouter et qui n'ont pas été à l'origine conçus, produits ou réalisés au Québec, soient déclarés insaisissables à compter de leur date d'arrivée, soit le ou vers le 10 janvier 2009 ;

QUE cette insaisissabilité demeure en vigueur jusqu'au moment du départ du Québec de ces œuvres d'art et biens historiques, et de toute œuvre d'art et tout bien historique qui pourront s'y ajouter dans le cadre de l'exposition « Ingres et les modernes », soit le ou vers le 15 juin 2009 ;

QUE le présent décret entre en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

---



**Liste des œuvres de l'exposition « Ingres et les modernes » présentée au Musée national des beaux-arts du Québec du 5 février 2009 au 31 mai 2009**

Prêteurs France	Œuvre
Musée des Beaux-Arts de Nantes 10, rue Georges-Clemenceau 44000 Nantes FRANCE	<b>Ingres</b> <i>Madame de Senonnes</i> 1814-16 Peinture 106 x 84 cm 1028
	<b>James Tissot</b> <i>Madame de Senonnes</i> 1899 Peinture 102 x 82
	<b>Sigmar Polke</b> <i>Sans titre</i> Peinture 200 x 240
Musée du Louvre Département de peintures Palais Royal 75001 Paris FRANCE	<b>Ingres</b> <i>Bain turc</i> 1864 Peinture 108
	<b>Ingres</b> <i>Intérieur au Harem</i> 1828 Peinture 35 x 27
	<b>Ingres</b> <i>Oedipe et le sphinx</i> 1808-25 Peinture 189 x 144
Bibliothèque nationale de France Délégation à la diffusion culturelle Service des expositions extérieures 58, rue de Richelieu 75002 Paris FRANCE	<b>Edgar Degas</b> <i>D'après la Baigneuse Valpinçon</i> 1855 Dessin 15 x 10
Musée des Beaux-Arts d'Angers 14, rue du Musée 49100 Angers FRANCE	<b>Ingres</b> <i>Grande Odalisque (réduction)</i> c.1824 Peinture 20 x 28
Musée des Beaux-Arts et d'Archéologie de Besançon 1, place de la Révolution 25000 Besançon FRANCE	<b>Ingres</b> <i>Portrait de Desdéban</i> 1810 Peinture 63 x 49
Musée national de la Coopération franco-américaine Château de Blérancourt 02300 Blérancourt FRANCE	<b>Alfred Courmes</b> <i>Portrait de Peggy Guggenheim</i> 1926 Peinture 100 x 65,5 cm MNB CFAa 85.1

Prêteurs France	Œuvre
Musée des beaux-arts de Bordeaux Cour d'Albret 33000 Bordeaux FRANCE	<b>André Lhote</b> <i>Portrait de Mme Lhote</i> 1920 Peinture 71 x 64
Musée des Années 30 Espace Landowski 28, Avenue André-Morizet 92100 Boulogne-Billancourt FRANCE	<b>Jean Despujols</b> <i>Portrait de Jean Clergues</i> 1935 Peinture 116 x 89
	<b>B. Boutet De Monvel</b> <i>L'architecte Wallace Harrison</i> c. 1935 Dessin 64 x 48
Musée de Cambrai 15, rue de l'Épée 59400 Cambrai FRANCE	<b>Ingres</b> <i>Tête de la Grande Odalisque</i> 1814-16 Peinture 42
CIRVA 62, rue Joliette 13002 Marseilles FRANCE	<b>Pierre Buraglio</b> <i>Dessin d'après Ingres- Mme de Sennones</i> 1983 Dessin 136 x 78
Collection particulière FRANCE	<b>Francis Picabia</b> <i>Espagnole</i> 1920 Peinture 65 x 54
Galerie Michel Rein 42, rue de Turenne F 75003 Paris FRANCE	<b>Orlan</b> <i>Orlan en Grande Odalisque</i> 1977 Ph. 110 x 165 cm
Musée national d'art moderne – Centre de création industrielle Centre Pompidou 75191 Paris Cedex 04 FRANCE	<b>Martial Raysse</b> <i>Made in Japan, 1964 (B)</i> 1964 TM. 130 x 97 cm AM 1995-213
	<b>André Derain</b> <i>Lucie Kahnweiler</i> 1913 Peinture 92,5 x 73 cm AM 1984-512
	<b>Man Ray</b> <i>Le Violon d'Ingres</i> Vers 1920-1921 Ph. 18 x 13 cm

<b>Prêteurs France</b>	<b>Œuvre</b>
Collection particulière FRANCE	<b>Charles Camoin</b> <i>D'après la Baigneuse Valpinçon</i> sd ? Pa. 13 x 9
Galerie Louise Leiris 47, rue Monceau 75008 Paris FRANCE	<b>Pablo Picasso</b> <i>Autour du Bain turc</i> 1968 G. 20 x 39
	<b>Pablo Picasso</b> <i>Clin d'oeil au Bain turc. . .</i> 1968 G. 28 x 39
	<b>Pablo Picasso</b> <i>Plaisanterie autour du Bain turc</i> 1971 G. 37 x 50
Collection particulière Paris FRANCE	<b>Martial Raysse</b> <i>Salle Daru</i> 2003 Peinture 20 x 20
Collection particulière Paris FRANCE	<b>Martial Raysse</b> <i>Étude turque</i> 2006 Dessin 137 x 211
Collection particulière FRANCE	<b>Francis Bacon</b> <i>Étude de corps humain d'après Ingres</i> 1984 G. 88 x 60,5
Collection particulière FRANCE	<b>Georges Rohner</b> <i>Portrait de prisonnier (Prisonnier Kell)</i> 1940 Dessin 28 x 17
Musée des Beaux-Arts de Rouen Esplanade Marcel Duchamp 76000 Rouen FRANCE	<b>Ingres</b> <i>Portrait de Madame Aymon dite "La Belle Zélie"</i> 1806 Peinture 59 x 49 cm (sans cadre) 1870-1-1
Fondation Maeght 06570 Saint-Paul FRANCE	<b>Juan Gris</b> <i>Portrait de Pierre Reverdy</i> 1918 Dessin 60 x 40,5

<b>Prêteurs France</b>	<b>Œuvre</b>
Collection particulière FRANCE	<b>André Lhote</b> <i>Portrait de Madame Lhote</i> c. 1920 Dessin 33 x 23
Palais des Beaux-Arts de Lille Place de la République 59000 Lille FRANCE	<b>Pablo Picasso</b> <i>Olga au col de fourrure</i> 1923 Peinture 116 x 80,5
Collection particulière FRANCE	<b>Alfred Courmes</b> <i>Oedipe et le Sphinx (version scout)</i> 1944 Peinture H. 131cm

<b>Prêteurs Europe</b>	<b>Œuvre</b>
Collection particulière ALLEMAGNE	<b>Michel Pistoletto</b> <i>Le Bain turc d'après Ingres</i> 1962 TM. 70 x 100
Collection particulière ITALIE	<b>Giorgio Di Chirico</b> <i>Baigneuse sur la plage</i> 1945 Peinture 110 x 150
Collection particulière ITALIE	<b>Martial Raysse</b> <i>Made in Japan en martialcolor</i> 1964 TM. 116 x 89 x 4 cm
Museo de la Abadia de Montserrat Abadia de Montserrat 08199 Montserrat ESPAGNE	<b>Salvador Dali</b> <i>Portraits d'une jeune fille (Maria Carbona)</i> 1925 Dessin 49 x 32

<b>Prêteurs Amérique</b>	<b>Œuvre</b>
Collection particulière ÉTATS-UNIS	<b>Tamara De Lempicka</b> <i>Portrait d'homme</i> c. 1935 Dessin 47,7 x 33,3
Collection particulière ÉTATS-UNIS	<b>Robert Rauschenberg</b> <i>Revolver II</i> 1967 TM. 138 x 134 x 62

Prêteurs Amérique	Œuvre
Collection particulière CANADA	<b>David Hockney</b> <i>12 Portraits After Ingres in a uniform Style</i> 1999 Dessin 56 x 38 (chaque)
Smart Museum of Art University of Chicago 5550 S. Greenwood Ave. Chicago, IL 60637 ÉTATS-UNIS	<b>Silvia Sleigh</b> <i>Turkish Bath</i> 1973 Peinture 76 x 102 cm
Collection particulière ÉTATS-UNIS	<b>Herb Ritts</b> <i>Male nude, frontal</i> 1984 Ph. 17,7 x 12,8
Collection particulière ÉTATS-UNIS	<b>Kathleen Gilje</b> <i>Violon d'Ingres, Restored. 1999</i> 1999 Peinture 133 x 92
Collection particulière ÉTATS-UNIS	<b>Robert Mapplethorpe</b> <i>Donald Cann</i> 1982 Ph. 55 x 40
Collection particulière ÉTATS-UNIS	<b>Vik Muniz</b> <i>Oedipus and Sphynx, after Jean Auguste Dominique Ingres (Picture of Junk)</i> 2006 Ph. 237 x 180
Musée des beaux-arts du Canada 380, promenade Sussex Ottawa (Ontario) CANADA K1N 9N4	<b>Robert Rauschenberg</b> <i>Centenial Certificate MMA</i> 1969 G. 91 x 61
	<b>Marcel Duchamp</b> <i>Morceaux choisis d'après Ingres I</i> 1968 G. 51 x 33
	<b>Marcel Duchamp</b> <i>Morceaux choisis d'après Ingres II</i> 1968 G. 51 x 33

Prêteurs Asie	Œuvre
Gallery Seomi, M. Park Young Jin 129-1 Gahoe-dong Jongno-gu / Seoul, 110-260 CORÉE	<b>Cindy Sherman</b> <i>Untitled # 204</i> 1989 Ph. 152 x 138

### Œuvres provenant du Musée Ingres présentées à Québec

Prêteurs France	Œuvre
Montauban, Musée Ingres (MI 875.2.1)	<b>Ingres</b> <i>Académie d'Homme</i> 1800 Peinture 79 x 56
Montauban, Musée Ingres (MI 875.2.2)	<b>Ingres</b> <i>Académie d'Homme</i> 1801 Peinture 78 x 56
France, Montauban, Musée Ingres (867-240)	<b>Ingres</b> <i>Madame Duvaucay</i> 1851 ? Dessin 30 x 23
France, Montauban, Musée Ingres (867.2399)	<b>Ingres</b> <i>Auguste (son buste)</i> 1810' Dessin 16 x 13
France, Montauban, Musée Ingres (867.2402)	<b>Ingres</b> <i>Auguste (son buste)</i> 1810' Dessin 25 x 19
France, Montauban, Musée Ingres (867-253)	<b>Ingres</b> <i>Gilibert</i> 1829 Dessin 21 x 16
France, Montauban, Musée Ingres (867-254)	<b>Ingres</b> <i>Pauline Gilbert</i> 1842 Dessin 19 x 14
France, Montauban, Musée Ingres (inv. : 867.1208)	<b>Ingres</b> <i>Calque de la Baigneuse Bonnat</i> 1814 ? Dessin 49,7 x 38,4

Prêteurs France	Œuvre
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.?????)	<b>Ingres</b> <i>Bain turc (étude) : Quatre femmes</i> 1860' Dessin 23 x 23
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.?????)	<b>Ingres</b> <i>Bain turc (étude) : Parfumeuse</i> 1860' Dessin 30 x 25
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.?????)	<b>Ingres</b> <i>Bain turc (étude) : Deux femmes allongées</i> 1860' Dessin 19 x 19
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.?????)	<b>Ingres</b> <i>Bain turc (étude) : Femme aux trois bras</i> 1860' Dessin 25 x 26
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.?????)	<b>Ingres</b> <i>Bain turc (étude) : L'Endormie</i> 1860' Dessin 28 x 22
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.?????)	<b>Ingres</b> <i>Bain turc (étude) : Baigneuse</i> 1860' Dessin 23 x 13
France, Montauban, Musée Ingres (inv. 867.1180)	<b>Ingres</b> <i>Baigneuse Valpinçon</i> 1808 Dessin 38 x 19
France, Montauban, Musée Ingres (inv. MI. 37-2)	<b>Ingres</b> <i>Gilibert</i> 1804-06 Peinture 99 x 81
France, Montauban, Musée Ingres (inv. MI. 867.182)	<b>Ingres</b> <i>Madame Moitessier</i> 1856 c. Peinture 46 x 38
France, Montauban, Musée Ingres (867-277)	<b>INGRES</b> <i>Madeleine Chapelle enceinte</i> 1814 Dessin 22 x 15

Prêteurs France	Œuvre
France, Montauban, Musée Ingres	<b>Le Violon d'Ingres</b> <i>Violon d'Ingres</i> 18-19e TM. 59 x 19
France, Montauban, Musée Ingres	<b>Jules Flandrin</b> <i>Grande Odalisque</i> 1903 Peinture 91 x 160
France, Montauban, Musée Ingres	<b>Charles Marville</b> <i>Le Bain turc en 1859, dans son format réct.</i> 1859 Ph. ?

50995

Gouvernement du Québec

**Décret 1136-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT la modification du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008 relatif à la soustraction du projet de protection contre l'érosion de la berge de la rivière Yamaska le long des rangs du Grand-Chenal et de la Pointe-du-Nord-Est, sur le territoire de la Municipalité de Yamaska, de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de la Municipalité de Yamaska

ATTENDU QUE, en application de la section IV.1 du chapitre I de la Loi sur la qualité de l'environnement (L.R.Q., c. Q-2) et du Règlement sur l'évaluation et l'examen des impacts sur l'environnement (R.R.Q., 1981, c. Q-2, r.9), le gouvernement a autorisé, par le décret numéro 157-2008 du 27 février 2008, la Municipalité de Yamaska à réaliser le projet de protection contre l'érosion de la berge de la rivière Yamaska, le long des rangs du Grand-Chenal et de la Pointe-du-Nord-Est;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 122.2 de la Loi sur la qualité de l'environnement, l'autorité qui a délivré un certificat d'autorisation peut également le modifier ou le révoquer à la demande de son titulaire;

ATTENDU QUE la Municipalité de Yamaska a soumis, le 2 octobre 2008, une demande de modification du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008 afin de prolonger de dix mois la période allouée pour terminer les travaux relatifs au présent projet, soit au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2009;

ATTENDU QUE, après analyse, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs conclut que la modification demandée est jugée acceptable sur le plan environnemental;

ATTENDU QU'il y a lieu de faire droit à la demande;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs:

QUE le dispositif du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008 soit modifié comme suit:

1. La condition 1 est modifiée en y ajoutant les documents suivants:

— Lettre de Mme Brigitte Vachon, de la Municipalité de Yamaska, à M. Gilles Brunet, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 2 octobre 2008, concernant la demande de modification du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008, 3 pages et 1 pièce jointe;

— Lettre de Mme Brigitte Vachon, de la Municipalité de Yamaska, à M. Gilles Brunet, du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, datée du 29 octobre 2008, apportant des précisions pour la demande de modification du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008, 2 pages et 1 pièce jointe.

2. La condition 2 est remplacée par la suivante:



CONDITION 2  
PÉRIODE DE RESTRICTION POUR LES  
TRAVAUX EN MILIEU AQUATIQUE

Que les travaux en milieu aquatique qui auront été suspendus au moment de la crue printanière ne soient repris qu'à compter du 15 juillet 2009.

3. La condition 3 est remplacée par la suivante :

CONDITION 3  
FIN DES TRAVAUX

QUE l'ensemble des travaux soit complété au plus tard le 1<sup>er</sup> septembre 2009.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50996

Gouvernement du Québec

**Décret 1137-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT le versement d'une subvention de 2 025 200 \$ au Centre de la francophonie des Amériques

ATTENDU QUE le Centre de la francophonie des Amériques est une personne morale instituée en vertu de la Loi sur le Centre de la francophonie des Amériques (2006, c. 57);

ATTENDU QUE, en vertu du premier alinéa de l'article 4 de cette loi, le Centre de la francophonie des Amériques a pour mission, en misant sur le renforcement et l'enrichissement des relations ainsi que sur la complémentarité d'action entre les francophones et les francophiles du Québec, du Canada et des Amériques, de contribuer à la promotion et à la mise en valeur d'une francophonie porteuse d'avenir pour la langue française dans le contexte de la diversité culturelle;

ATTENDU QU'il y a lieu de pourvoir au financement des activités du Centre et, à cet effet, de lui verser, au cours de l'exercice financier 2008-2009, une subvention de 2 025 200 \$;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22) et ses modifications subséquentes, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information :

QUE soit approuvé le versement d'une subvention de 2 025 200 \$ au Centre de la francophonie des Amériques;

QUE le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, des Affaires autochtones, de la Francophonie canadienne, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information soit autorisé à verser au Centre de la francophonie des Amériques une subvention de 2 025 200 \$ au cours de l'exercice financier 2008-2009.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

50997

Gouvernement du Québec

**Décret 1141-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT la nomination de deux membres du Comité d'éthique de santé publique

ATTENDU QU'en vertu de l'article 19 de la Loi sur la santé publique (L.R.Q., c. S-2.2), le Comité d'éthique de santé publique a été institué;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 23 de cette loi, le Comité d'éthique de santé publique est composé de membres, nommés par le gouvernement, sur recommandation du ministre après consultation des milieux concernés, dont notamment un éthicien et trois représentants de la population intéressés aux travaux du Comité, qui n'ont aucun lien professionnel avec le réseau de la santé et des services sociaux;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de cette loi, les membres du Comité d'éthique ont un mandat d'au plus quatre ans;

ATTENDU QUE par le décret numéro 81-2008 du 6 février 2008, madame Catherine Régis et monsieur Daniel Weinstock ont été nommés de nouveau membres du Comité d'éthique de santé publique, qu'ils ont démissionné de leurs fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à leur remplacement;

ATTENDU QUE les consultations requises par la loi ont été effectuées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de la Santé et des Services sociaux :

QUE les personnes suivantes soient nommées membres du Comité d'éthique de santé publique pour un mandat de trois ans à compter des présentes :

— monsieur André Lacroix, titulaire de la chaire d'éthique appliquée et professeur titulaire à la faculté de théologie, d'éthique et de philosophie, Université de Sherbrooke, à titre d'éthicien, en remplacement de monsieur Daniel Weinstock ;

— monsieur Laurent Lebel, retraité de l'enseignement, Commission scolaire des Découvreurs, à titre de représentant de la population intéressé aux travaux du Comité n'ayant aucun lien professionnel avec le réseau de la santé et des services sociaux, en remplacement de madame Catherine Régis.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51000

Gouvernement du Québec

## Décret 1142-2008, 10 décembre 2008

CONCERNANT l'octroi d'une subvention en faveur de la compagnie Relais Nordik inc. pour le service de desserte maritime de la Moyenne et de la Basse-Côte-Nord pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 458-2000 du 5 avril 2000, le ministre des Transports a été autorisé à verser une subvention de 24 000 000 \$, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2000 au 31 mars 2005, afin de maintenir un service de desserte maritime sur la Moyenne et la Basse-Côte-Nord pour le transport des personnes et des marchandises entre les localités isolées de Port-Menier, Kegaska, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon ainsi que les ports d'approvisionnement de Rimouski-Est, Sept-Îles, Havre-Saint-Pierre et Natashquan ;

ATTENDU QUE en vertu du décret numéro 739-2004 du 4 août 2004, le ministre des Transports a été autorisé à verser une subvention additionnelle de 8 500 000 \$ pour le prolongement du service de desserte maritime jusqu'au 31 mars 2006 ;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 409-2005 du 27 avril 2005, le ministre des Transports a été autorisé à verser une subvention additionnelle de 6 500 000 \$ pour le prolongement du service de desserte maritime jusqu'au 31 mars 2007 ;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1029-2006 du 8 novembre 2006, le ministre des Transports a été autorisé à verser une subvention additionnelle de 7 500 000 \$ en 2007-2008 et 8 000 000 \$ en 2008-2009, pour le prolongement du service de desserte maritime jusqu'au 31 mars 2009 ;

ATTENDU QUE la hausse fulgurante du prix du carburant diesel au cours des années 2007 et 2008 a entraîné une augmentation imprévisible du coût de la surcharge sur le carburant et qu'une subvention additionnelle de 3 100 000 \$ pour 2008-2009 sera requise pour combler l'augmentation des coûts du service de desserte maritime jusqu'au 31 mars 2009 ;

ATTENDU QUE, au terme d'une négociation de gré à gré avec la compagnie Relais Nordik inc., la ministre des Transports a conclu, le 14 avril 2008, un contrat dont l'objet est la mise en place d'un nouveau service de desserte maritime de l'île d'Anticosti et de la Basse-Côte-Nord ;

ATTENDU QUE la date d'entrée en fonction de ce nouveau service de desserte a été fixée au 1<sup>er</sup> avril 2011 afin de permettre à la compagnie Relais Nordik inc. de faire construire un nouveau navire ;

ATTENDU QU'il y a lieu de prolonger le service actuel de desserte de deux années supplémentaires afin d'en assurer la continuité et le maintien jusqu'au 31 mars 2011 ;

ATTENDU QUE des sommes additionnelles n'excédant pas 10 300 000 \$ pour 2009-2010 et 10 500 000 \$ pour 2010-2011 seront requises pour prolonger, jusqu'au 31 mars 2011, ce service ;

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 4 de la Loi sur les transports (L.R.Q., c. T-12), le ministre des Transports peut accorder des subventions pour fins de transport ;

ATTENDU QUE, en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (R.R.Q., 1981, c. A-6, r.22) et ses modifications subséquentes, tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$ ;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre des Transports :

QUE la ministre des Transports soit autorisée à subventionner, au plus tard jusqu'au 31 mars 2011, le maintien par la compagnie Relais Nordik inc. du service actuel de desserte maritime sur la Moyenne et la Basse-Côte-Nord pour le transport des personnes, des véhicules et des marchandises entre les localités isolées de Port-Menier, Kegaska, La Romaine, Harrington Harbour, Tête-à-la-Baleine, La Tabatière, Saint-Augustin et Blanc-Sablon ainsi que les ports d'approvisionnement de Rimouski, Sept-Îles, Havre-Saint-Pierre et Natashquan;

QUE cette subvention soit répartie sur trois exercices financiers, soit 3 100 000 \$ en 2008-2009, 10 300 000 \$ en 2009-2010 et 10 500 000 \$ en 2010-2011, et que ce montant maximum de 23 900 000 \$ soit ajouté à la subvention de 54 500 000 \$ autorisée par les décrets numéro 458-2000 du 5 avril 2000, 739-2004 du 4 août 2004, 409-2005 du 27 avril 2005 et 1029-2006 du 8 novembre 2006 pour un total de 78 400 000 \$;

QUE cette subvention soit prise sur le budget du ministère des Transports pour la période se terminant le 31 mars 2011, sous réserve de l'allocation des crédits approuvés à cet effet par l'Assemblée nationale pour les exercices financiers 2009-2010 et 2010-2011.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51001

Gouvernement du Québec

## Décret 1148-2008, 10 décembre 2008

CONCERNANT le maintien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics

ATTENDU QU'en vertu de l'article 111.0.17 du Code du travail (L.R.Q., c. C-27), le gouvernement peut, sur recommandation du ministre du Travail, s'il est d'avis que dans un service public une grève pourra avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, ordonner à un employeur et à une association accréditée de ce service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU QUE certaines municipalités et régies intermunicipales, des établissements (résidences pour personnes âgées et certains organismes communautaires), des entreprises et un organisme de protection de la forêt contre les incendies reconnu en vertu de l'article 125 de la Loi sur les forêts (chapitre F-4.1) constituent des services publics au sens de l'article 111.0.16 du Code du travail, modifié par l'article 15 du chapitre 58 des lois de 2006;

ATTENDU QU'une grève dans ces services publics pourrait avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail :

QUE les services publics et les associations accréditées mentionnés à l'annexe du décret maintiennent des services essentiels en cas de grève;

QU'une association de salariés, accréditée à l'égard d'un groupe de salariés actuellement représenté par l'association mentionnée en annexe, soit soumise à la même obligation;

QUE ce décret entre en vigueur le jour où il est pris.

*Le greffier du Cosneil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

## ANNEXE

### 1. Des municipalités et régies intermunicipales

Ville d'Acton Vale	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1862 (FTQ) AM-1004-9886
Ville de Bécancour	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1677 (FTQ) AQ-1003-4065
Ville de Candiac	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1377 (FTQ) AM-1000-9350
Municipalité de Cayamant	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Municipalité de Cayamant (CSN) AM-2000-6691
Municipalité de Chute-Saint-Philippe	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2609 (FTQ) AM-1002-6861
Ville de Contrecoeur	Syndicat des employés municipaux de Contrecoeur (CSN) AM-1000-9039
Municipalité d'East Broughton	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3666 (FTQ) AQ-1004-2451

Municipalité de paroisse de Hérouxville	Syndicat régional des employés (es) municipaux de la Mauricie (CSN)AQ-1005-1414	Ville de L'Île-Perrot	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3530 (FTQ) AM-1002-5705
Municipalité régionale de comté de La Mitis	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4382 (FTQ) AQ-1004-9457	Municipalité régionale de comté Maria-Chapdeleine	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4223 (FTQ) AQ-1004-6203
Ville de La Sarre	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1390 (FTQ) AM-1000-9377	Régie de police de Memphrémagog	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4205 (FTQ) AM-1004-7632
Municipalité de Lac-du-Cerf	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Lièvre-Sud (CSN) AM-1005-0536	Ville de Mercier	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3153 (FTQ) AM-1001-5849
Ville de Lachute	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2211 (FTQ) AM-1000-9542	Municipalité régionale de comté de Montcalm	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la MRC de Montcalm (CSN) AM-2000-6497
Municipalité de paroisse de L'Ange Gardien	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4394 (FTQ) AM-1005-0097	Ville de Mont-Joli	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Ville de Mont-Joli (CSN) AQ-1005-2175
Municipalité de paroisse de L'Ange Gardien	Syndicat des employés municipaux de la Côte de Beaupré (CSN) AQ-1003-3172	Ville de Montmagny	Syndicat des employés municipaux de Montmagny (CSD) AQ-1003-6038AQ-1003-6036
Municipalité de Lanoraie	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4652 (FTQ)AM-2000-2487	Ville de Mont-Saint-Hilaire	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2425 (FTQ) AM-1002-4457
Municipalité de L'Ascension	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4450 (FTQ) AM-1005-1457	Ville de New-Richmond	Syndicats des travailleurs municipaux de New-Richmond (CSN) AQ-1003-3247
Ville de Laval	Syndicat des employés de bureau en service technique et professionnel de Ville de Laval, section locale 1113 (SCFP) (FTQ) AM-1001-4972	Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot (CSN) AM-2000-9674
Municipalité Le Bic	Syndicat des employé-es municipaux du Bic (CSN) AQ-2000-0823	Municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Lièvre-Sud (CSN) AM-1005-0550
Municipalité de Les Bergeronnes	Syndicat des employés municipaux des Bergeronnes AQ-1004-9244	Municipalité de Notre-Dame-du-Laus	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Lièvre-Sud (CSN) AM-1005-0537
Ville de Lévis	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2927 (FTQ) AQ-1005-2076AQ-1005-5573	Municipalité de Notre-Dame-du-Nord	Syndicat des employé-e-s municipaux de Notre-Dame-du-Nord (CSN) AM-1002-2592
Municipalité régionale de comté Les Collines-de-l'Outaouais	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la MRC Les Collines-de-l'Outaouais (CSN) AM-2000-9489		

Ville de Percé	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Ville de Percé (CSN) AQ-1004-7999	Municipalité de paroisse Saint-Colomban	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3795 (FTQ) AM-1002-4801
Municipalité de Pontiac	Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et autres ouvriers, Teamsters Québec, section locale 106 (FTQ) AM-1001-7351	Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Municipalité de Saint-Cyrille-de-Wendover (CSN) AM-2000-9394
Ville de Rivière-du-Loup	Syndicat national des employés municipaux de Rivière-du-Loup inc. AQ-1003-3051	Municipalité de paroisse de Saint-Damien	Syndicat international des travailleurs et travailleuses de la boulangerie, confiserie, tabac et meunerie, section locale 333 (FTQ) AM-1002-0048
Ville de Rivière-Rouge	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2867 (FTQ) AM-2000-0411	Ville de Saint-Gabriel	Syndicat des employés municipaux de la Ville de Saint-Gabriel (CSN) AM-1000-9475
Régie intermunicipale de police Roussillon	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4264 (FTQ) AM-1005-2846	Municipalité de Saint-Gédéon-de-Beauce	Syndicat de la Municipalité de Saint-Gédéon AQ-2000-3739
Ville de Rouyn-Noranda	Syndicat des métallos, section locale 9291 (FTQ) AM-2000-8968	Municipalité de paroisse de Saint-Hippolyte	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1826 (FTQ) AM-1000-9283
Municipalité de Saint-Adolphe-d'Howard	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section locale 599 (FTQ) AM-2000-4394	Municipalité de Saint-Joseph-du-Lac	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3709 (FTQ) AM-1002-3577
Municipalité de Saint-Agapit	Syndicat des employés municipaux et sportifs de Saint-Agapit (CSD) AQ-1003-1454	Ville de Saint-Lin-Laurentides	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Municipalité de Saint-Lin (CSN) AM-1005-1029
Municipalité de Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Lièvre-Sud (CSN) AM-2000-7782	Municipalité de paroisse de Saint-Martin	Syndicat des employés municipaux de Beauce (CSD) AQ-1004-3517
Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez	Syndicat des employés municipaux de la Municipalité de Saint-Alphonse-Rodriguez (CSN) AM-2000-2086	Municipalité de paroisse de Saint-Prosper	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3511 (FTQ) AQ-1004-0495
Municipalité de Saint-Ambroise	Syndicat des employés municipaux de Saint-Ambroise (FISA) AQ-1003-7903	Municipalité de paroisse de Saint-Sévère	Syndicat régional des employés (es) municipaux de la Mauricie (CSN) AQ-1004-4268
Municipalité de paroisse Saint-Antoine-de-l'Isle-aux-Grues	Syndicat canadien des officiers de marine marchande (FTQ) AQ-2000-9395	Municipalité de Saint-Théophile	Syndicat des employés municipaux de Beauce (CSD) AQ-2000-9565
Municipalité de Saint-Boniface	Syndicat des travailleuses et travailleurs municipaux de Saint-Boniface (CSN) AQ-1004-2309	Municipalité de paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3894 (FTQ) AM-1002-6165

Ville de Sainte-Anne-des-Plaines	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1963 (FTQ) AM-1000-9251	Ville de Waterville	Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et autres ouvriers, Teamsters Québec, section locale 106 (FTQ) AM-1001-1187
Municipalité de paroisse de Sainte-Élisabeth	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4520 (FTQ) AM-1005-4553	<b>2. Des établissements</b>	
Ville de Sainte-Julie	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1690 (FTQ) AM-1000-9217	Association canadienne pour la santé mentale – section Saguenay	Syndicat des travailleuses et des travailleurs de l'Association canadienne pour la santé mentale (CSN) AQ-1005-2653
Municipalité de Sainte-Lucie-des-Laurentides	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4437 (FTQ) AM-1005-1049	Centre polyvalent des aînés et aînées de Rimouski inc.	Syndicat des travailleurs (euses) des résidences d'hébergement Rimouski-Neigette (CSN) AQ-2000-1735
Ville de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 2522 (FTQ) AM-1005-4097	CHSLD Sainte-Thérèse inc. Le Boisé Sainte-Thérèse	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement de la région des Laurentides (CSN) AM-2000-9688
Municipalité de Sainte-Sophie	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3414 (FTQ) AM-1001-9319	Coopérative de travail Résidence Sérénité	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Coopérative de travail Résidence Sérénité (CSN) AM-2000-2396
Municipalité de Sayabec	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1142 (FTQ) AQ-1003-3171	CSH Castel Royal inc. Résidence Castel	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN) AM-2000-8513
Municipalité de Taschereau	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4521 (FTQ) AM-1005-4877	CSH Domaine Cascade inc.	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AQ-2000-6744
Municipalité de Terrasse-Vaudreuil	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil (CSN) AM-1002-6034	Hostellerie Parc de Braves	Syndicat des travailleurs de l'Hôtellerie du Parc des Braves (CSN) AQ-1003-2548
Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville	Les employés civils de la Régie intermunicipale de police Thérèse-de-Blainville du Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4708 (FTQ) AM-2000-1473	Îlots 1 et 2	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AQ-2000-9477
Ville de Thurso	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1649 (FTQ) AM-1001-5588	Les Jardins intérieurs de Saint-Lambert inc.	Union des employées et employés de service, section locale 800 (FTQ) AM-2000-6813
Ville de Trois-Rivières	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3423 (FTQ) AQ-1005-4837	Leroux, Pauline Château Romanoff Résidence l'Anneau d'Or	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2000-9350
Ville de Ville-Marie	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1966 (FTQ) AM-1002-1706		

Logement autonome, services partagés	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AQ-2000-9475	156251 Canada inc. Le Médaillon d'Or	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-1002-1619
Maison d'aide et d'hébergement l'Orée de Pabos inc.	Union des employées et employés de service, section locale 800 (FTQ) AQ-1003-2341	<b>3. Des entreprises de transport par autobus</b>	
Maison Le Prélude	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Maison Le Prélude (CSN) AM-1004-9850	Corporation transport adapté inc.	Association des chauffeurs du transport adapté, secteur Ashuapmouchouane AQ-2000-1009
Pavillon Saint-Dominique	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, section 509 (FTQ) AQ-2000-6401	Société de transport de Trois-Rivières	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 4115 (FTQ) AQ-1004-4863
Résidence Christ-Roi	Syndicat des salariés (es) de la Résidence Christ-Roi (FISA) AQ-1005-3924	<b>4. Des entreprises de production, de transport, de distribution ou de vente de gaz ou d'électricité, et des entreprises d'emménagement de gaz</b>	
Résidence Fulford	Union des employées et employés de service, section locale 800 (FTQ) AM-2000-9407	Boralex inc.	Syndicat des travailleuses et travailleurs de Boralex (CSN) AM-2000-5245
Résidence 1890 Marie Manoir Marie-Victorin	Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, TUAC, local 502 (FTQ) AM-2000-9552	Coopérative régionale d'électricité	Fraternité provinciale des ouvriers en électricité, local 1676 (FTQ) AM-1001-5308
9034-0944 Québec inc. Résidence Bellevue	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement privés de l'Estrie (CSN) AM-2000-9393	Hydro-Québec	Syndicat professionnel des ingénieurs d'Hydro-Québec inc. AM-1001-5787
9123-9715 Québec inc. Les Habitats Lafayette	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2000-0431	<b>5. Une entreprise qui exploite ou entretient un système d'aqueduc, d'égout, d'assainissement ou de traitement des eaux</b>	
9105-8875 Québec inc. Résidence des Boulevards	Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 (FTQ) AM-2000-6144	Régie de l'eau de l'Île-Perrot	Syndicat des travailleuses et travailleurs de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot (CSN) AM-1002-4275
9155-6886 Québec inc. S.E.C. 2552 (Résidence Lebrun)	Syndicat des travailleuses et travailleurs des centres d'hébergement du Grand Montréal (CSN) AM-2000-7905	<b>6. Un organisme de protection de la forêt contre les incendies reconnu en vertu de l'article 125 de la Loi sur les forêts (chapitre F-4.1)</b>	
116862 Canada inc. Société Westmount One	Union internationale des employés de service, local 740 (FTQ) AM-2000-9374	Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Syndicat des pompiers forestiers de la Côte-Nord (CSN – FTFP) AQ-1004-2538
		Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 2002 (SCEP) (FTQ) AQ-2000-1370

Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 1210 (SCEP) (FTQ) AQ-1004-6246	Héma-Québec	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3817 (FTQ) AQ-1004-6175
Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier, section locale 2995 (SCEP) (FTQ) AM-1002-9953	Héma-Québec	Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) AQ-1004-6177
Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Syndicat des pompiers forestiers de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Baie-James (CSN) AM-1002-8282	51002	
Société de protection des forêts contre le feu (SOPFEU)	Syndicat international des métiers, local 2817 (Québec) (FTQ) AQ-1004-2539	Gouvernement du Québec	

**7. Des entreprises d'incinération de déchets ou d'enlèvement, de transport, d'entreposage, de traitement, de transformation ou d'élimination d'ordures ménagères, de déchets biomédicaux, d'animaux morts impropres à la consommation humaine ou de résidus d'animaux destinés à l'équarrissage**

Gestion environnementale Nord-Sud	Union des chauffeurs de camions, hommes d'entrepôts et autres ouvriers, Teamsters Québec, section locale 106 (FTQ) AM-2000-9434
Services industriels Newalta inc. Newalta Corporation	Syndicat des employé-es de Services Matrec du Saguenay-Lac-Saint-Jean (CSN) AQ-2000-8152
Tiru (Canada) inc.	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 3595 (FTQ) AQ-1004-2937
Tiru (Canada) inc.	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1754 (FTQ) AQ-1004-2464

**8. Une entreprise de cueillette, de transport ou de distribution du sang ou de ses dérivés ou d'organes humains destinés à la transplantation**

Héma-Québec	Syndicat canadien de la fonction publique, section locale 1987 (FTQ) AQ-1004-6178
-------------	---

**Décret 1149-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT le renouvellement du mandat de certains commissaires de la Commission des lésions professionnelles

ATTENDU QUE le paragraphe 2<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 394 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles (L.R.Q., c. A-3.001) prévoit notamment que le mandat d'un commissaire de la Commission des lésions professionnelles est renouvelé pour cinq ans à moins que le commissaire ne demande qu'il en soit autrement et notifie sa décision au ministre au plus tard trois mois avant l'expiration de son mandat ;

ATTENDU QUE le deuxième alinéa de l'article 394 de cette loi énonce qu'une dérogation à la durée du mandat ne peut valoir que pour une durée fixe de moins de cinq ans déterminée par l'acte de renouvellement et, hormis le cas où le commissaire en fait la demande pour des motifs sérieux, que lorsque des circonstances particulières indiquées dans l'acte de renouvellement l'exigent ;

ATTENDU QUE l'article 395 de cette loi énonce que le renouvellement du mandat d'un commissaire est examiné suivant la procédure établie par règlement du gouvernement et qu'un tel règlement peut notamment fixer la composition des comités et le mode de nomination de leurs membres, lesquels ne doivent pas faire partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique (L.R.Q., c. A-6.01), ni la représenter ;

ATTENDU QUE l'article 403 de la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles précise que le gouvernement fixe, conformément au règlement qu'il a édicté par le décret numéro 726-98 du 27 mai 1998 modifié par le décret numéro 1195-2002 du 2 octobre 2002 en application de l'article 402 de cette loi, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des commissaires de cette Commission ;



ATTENDU QUE conformément à l'article 26 du Règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être nommées commissaires à la Commission des lésions professionnelles et sur celle de renouvellement du mandat de ces commissaires, édicté par le décret numéro 566-98 du 22 avril 1998 modifié par le décret numéro 1194-2002 du 2 octobre 2002, le secrétaire général associé responsable des emplois supérieurs au ministère du Conseil exécutif a formé un comité composé de membres qui ne font pas partie de l'Administration gouvernementale au sens de la Loi sur l'administration publique ni ne la représentent, dont il a désigné le président, pour examiner le renouvellement du mandat de certains commissaires de la Commission des lésions professionnelles;

ATTENDU QUE ce comité a transmis sa recommandation au secrétaire général associé aux emplois supérieurs et au ministre du Travail;

ATTENDU QUE madame Mireille Zigby a demandé que son mandat soit renouvelé pour une durée moindre que cinq ans;

ATTENDU QU'il y a lieu de renouveler le mandat de certains commissaires de la Commission des lésions professionnelles;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre du Travail:

QUE le mandat des personnes suivantes comme commissaires de la Commission des lésions professionnelles soit renouvelé pour cinq ans à compter du 3 mars 2009, au même salaire annuel;

— Mesdames: – Marie Beaudoin;  
– Louise Boucher;  
– Michèle Carignan;

— Messieurs: – Claude Bérubé;  
– Jean-Claude Danis;  
– Michel Denis;  
– Jean-Marc Dubois;  
– Bernard Lemay;  
– Alain Suicco;

QUE le mandat de madame Mireille Zigby comme commissaire de la Commission des lésions professionnelles soit renouvelé du 3 mars 2009 au 30 avril 2011, au même salaire annuel;

QUE ces personnes continuent de bénéficier des conditions de travail prévues au Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des commissaires de la Commission des lésions professionnelles édicté par le décret numéro 726-98 du 27 mai 1998, modifié par le décret numéro 1195-2002 du 2 octobre 2002.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51003

Gouvernement du Québec

## **Décret 1150-2008, 10 décembre 2008**

CONCERNANT la nomination d'une membre du conseil d'administration de Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 1<sup>o</sup> du premier alinéa de l'article 4 de la Loi sur Bibliothèque et Archives nationales du Québec (L.R.Q., c. B-1.2), les affaires de Bibliothèque et Archives nationales sont administrées par un conseil d'administration composé notamment de six personnes, dont le président, nommées par le gouvernement, sur recommandation de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine et dont une de ces personnes doit occuper un emploi dans le domaine de la gestion documentaire au sein de l'administration publique;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 5 de cette loi, la durée du mandat des membres du conseil d'administration visés au premier alinéa de l'article 4 est d'au plus cinq ans;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 6 de cette loi, à l'expiration de leur mandat, les membres du conseil d'administration demeurent en fonction jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou nommés de nouveau;

ATTENDU QU'en vertu du second alinéa de l'article 10 de cette loi, les membres du conseil d'administration, autres que le président, ne sont pas rémunérés, sauf dans les cas, aux conditions et dans la mesure que peut déterminer le gouvernement mais ils ont cependant droit au remboursement des dépenses faites dans l'exercice de leurs fonctions, aux conditions et dans la mesure que détermine le gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 999-2007 du 7 novembre 2007, monsieur Claude Lamarre était nommé membre du conseil d'administration de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, à titre d'employé dans le domaine de la gestion documentaire au sein de l'administration publique, qu'il a démissionné de ses fonctions et qu'il y a lieu de pourvoir à son remplacement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine :

QUE madame Marie-Josée Courchesne, responsable de la gestion électronique des documents, Curateur public du Québec, soit nommée membre du conseil d'administration de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, à titre d'employée dans le domaine de la gestion documentaire au sein de l'administration publique, pour un mandat de cinq ans à compter des présentes, en remplacement de monsieur Claude Lamarre;

QUE madame Marie-Josée Courchesne soit remboursée des frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions conformément aux règles applicables aux membres d'organismes gouvernementaux adoptées par le gouvernement par le décret numéro 2500-83 du 30 novembre 1983.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
GÉRARD BIBEAU

51004

## Index

Abréviations : **A** : Abrogé, **N** : Nouveau, **M** : Modifié

	<b>Page</b>	<b>Commentaires</b>
Agence métropolitaine de transport — Modification au régime d'emprunts . . . .	6623	N
Approbation du Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite . . . . . (Loi sur Hydro-Québec, L.R.Q., c. H-5)	6559	N
Bibliothèque et Archives nationales du Québec — Nomination d'une membre du conseil d'administration . . . . .	6643	N
Centre de la francophonie des Amériques — Versement d'une subvention . . . .	6635	N
Comité d'éthique de santé publique — Nomination de deux membres . . . . .	6635	N
Commission des lésions professionnelles — Renouvellement du mandat de certains commissaires . . . . .	6642	N
Hydro-Québec — Approbation du Règlement numéro 734 concernant le régime de retraite . . . . . (L.R.Q., c. H-5)	6559	N
Hydro-Québec — Régime global d'emprunts aux fins d'autoriser Hydro-Québec à emprunter en monnaie légale du Canada ou son équivalent en toute autre monnaie ou en une combinaison de diverses monnaies . . . . .	6621	N
Insaisissabilité d'œuvres d'art et de biens historiques provenant de l'extérieur du Québec . . . . .	6625	N
Lettre d'intention entre l'Autorité des marchés financiers et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario concernant la coordination et le partage de l'information visant Groupe TMX inc., TSX inc. et Bourse de Montréal inc. — Approbation . . . . .	6623	N
Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics — Demande de certains employés à l'effet de participer à un régime de retraite en vertu du paragraphe 2 <sup>o</sup> de l'article 2 de la loi . . . . .	6624	N
Maintien des services essentiels en cas de grève dans certains services publics . . .	6637	N
Majoration du régime d'emprunts par l'émission et la vente de billets à terme à escompte du Québec sur le marché canadien . . . . .	6620	N
Majoration du régime d'emprunts par l'émission et la vente de bons du trésor du Québec sur le marché canadien . . . . .	6620	N
Octroi d'une subvention en faveur de la compagnie Relais Nordik inc. pour le service de desserte maritime de la Moyenne et de la Basse-Côte-Nord pour les exercices financiers 2008-2009, 2009-2010 et 2010-2011 . . . . .	6636	N
Régie du logement — Renouvellement du mandat de certains régisseurs . . . . .	6619	N
Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances qui se tiendra à Saskatoon (Saskatchewan) les 16 et 17 décembre 2008 — Composition et mandat de la délégation du Québec . . . . .	6622	N
Services de santé et les services sociaux, Loi sur les . . . — Traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé . . . . . (L.R.Q., c. S-4.2)	6617	

Soustraction du projet de protection contre l'érosion de la berge de la rivière Yamaska le long des rangs du Grand-Chenal et de la Pointe-du-Nord-Est, sur le territoire de la Municipalité de Yamaska, de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et la délivrance d'un certificat d'autorisation en faveur de la Municipalité de Yamaska — Modification du décret numéro 157-2008 du 27 février 2008 . . . . .	6634	N
Traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé . . . (Loi sur les services de santé et les services sociaux, L.R.Q., c. S-4.2)	6617	